

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

1947-1948.

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention
de Coopération Economique Européenne (C.C.E.E.).

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord de Coopération
Economique intervenu entre la Belgique et les
Etats-Unis d'Amérique et signé à Bruxelles, le
2 juillet 1948.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION (1)

PAR M. SCHEYVEN.

SOMMAIRE.

	Pages
I. — Historique	2
1) Le discours du Général Marshall	2
2) La Conférence des Trois	3
3) La Conférence des Seize et le plan de Coopération Economique Européenne	6
4) L'European Recovery Program (E. R. P.) et l'Econo- mic Cooperation Act (E. C. A.)	11
II. — La Convention de Coopération Economique Européenne, signée à Paris le 16 avril 1948	18
III. — L'Accord de Coopération Economique entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, signé à Bruxelles le 2 juillet 1948	21
IV. — Comment fonctionnera le Plan Marshall ?	27

(1) Composition de la Commission : MM. Heyman, président;
Dequae, De Vleeschauwer, Harmel, Héger, Maes, Merget, Philip-
part, Scheyven, Struyvelt, Vaes, Anseele, Baccus, Bohy, Buset,
Housiaux, Rassart, Spinoy, Tielemans, Jacquemotte, Van Hoorick,
Kronacker, Masquelier.

Voir :

Documents du Sénat :
438 et 439 : Projets de loi.

1947-1948.

WETSONTWERP

houdende goedkeuring van de Overeenkomst voor
Europese Economische Samenwerking (O.E. E.S.).

WETSONTWERP

houdende goedkeuring van het Akkoord tot Econo-
mische Samenwerking gesloten tussen België en
de Verenigde-Staten van Amerika en ondertekend
de 2^{de} Juli 1948, te Brussel.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT

DOOR DE HEER SCHEYVEN.

INHOUDSOPGAVE.

	Bladz.
I. — Geschiedkundig overzicht	2
1) De rede van Generaal Marshall	2
2) De Driemogendhedenconferentie	3
3) De Zestienmogendhedenconferentie en het plan voor Europese Economische Samenwerking	6
4) Het European Recovery Program (E. R. P.) en de Economic Cooperation Act (E. C. A.)	11
II. — De Overeenkomst voor Europese Economische Samen- werking, te Parijs ondertekend op 16 April 1948	18
III. — Het Akkoord tot Economische Samenwerking tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Staten van Amerika, te Brussel ondertekend op 2 Juli 1948	21
IV. — Hoe zal het Marshallplan werken ?	27

(1) Samenstelling van de Commissie : de heren Heyman, voor-
zitter; Dequae, De Vleeschauwer, Harmel, Héger, Maes, Merget,
Philippart, Scheyven, Struyvelt, Vaes, Anseele, Baccus, Bohy, Buset,
Housiaux, Rassart, Spinoy, Tielemans, Jacquemotte, Van Hoorick,
Kronacker, Masquelier.

Zie :

Stukken van de Senaat :
438 en 439 : Wetsontwerpen.

G.

MESDAMES, MESSIEURS,

1. — HISTORIQUE.

1) Le Discours du Général Marshall.

C'est le 5 juin 1947, à l'Université d'Harvard, que le Général Marshall, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, prononça le discours qui devait avoir une portée historique :

« Dans l'étude des besoins de la reconstruction de l'Europe, les pertes en vies humaines, les destructions de villages, d'usines, de mines et de voies ferrées ont été estimées de façon assez exacte, mais il est devenu évident au cours des mois qui viennent de s'écouler que ces destructions visibles sont probablement moins graves que la dislocation de toute la structure de l'économie européenne. Depuis dix ans, la situation est anormale. Les fiévreux préparatifs de guerre et l'activité encore plus fiévreuse déployée pour soutenir l'effort de guerre ont détruit toutes les branches des économies nationales. L'outillage industriel n'a pas été entretenu, a été endommagé ou est tout à fait démodé. Sous la domination arbitraire et destructive des Nazis, presque toutes les entreprises ont été attelées à la machine de guerre allemande. Les relations commerciales anciennes, les institutions privées, les banques, les compagnies d'assurance et les compagnies de navigation ont disparu, faute de capitaux, par suite de leur absorption lorsqu'elles ont été nationalisées, ou simplement parce qu'elles ont été détruites. Dans beaucoup de pays, la confiance en la monnaie nationale a été gravement ébranlée. L'effondrement de la structure commerciale de l'Europe s'est produit pendant la guerre.

» La reprise économique a été sérieusement retardée par le fait que deux ans après la cessation des hostilités l'accord n'a pas encore été réalisé sur les traités de paix avec l'Allemagne et avec l'Autriche. Mais, même si une solution plus rapide de ces problèmes difficiles était acquise, la reconstruction de la structure économique de l'Europe demandera évidemment beaucoup plus de temps et des efforts plus grands que nous ne l'avions prévu.

» La vérité, c'est que les besoins de l'Europe, pendant les trois ou quatre prochaines années, en vivres et en autres produits essentiels importés de l'étranger — notamment d'Amérique — sont tellement plus grands que sa capacité actuelle de paiement qu'elle devra recevoir une aide supplémentaire très importante ou s'exposer à une dislocation économique, sociale et politique très grave.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

1. — GESCHIEDKUNDIG OVERZICHT.

1) De Rede van Generaal Marshall.

Het is op 5 Juni 1947, dat Generaal Marshall, Staatssecretaris van de Verenigde Staten, in de Harvard-Universiteit, zijn rede hield die een historische betekenis zou hebben:

« Bij de bestudering van de benoeiten van de wederopbouw van Europa, werden de verliezen aan menselijke levens, de verwoesting van dorpen, fabrieken, mijnen en spoorwegen, op vrij nauwkeurige wijze geraamd, maar in de loop van de jongste maanden is gebleken, dat deze zichtbare verwoestingen vermoedelijk minder ernstig zijn dan de ontredde van de gehele structuur van de Europese economie. Sedert tien jaar is de toestand abnormaal. De koortsige oorlogstoebereidselen en de nog koortsiger bedrijvigheid die aan de dag werd gelegd om de oorlogsinspanning te steunen, hebben al de takken van de nationale economieën verwoest. De industriële outillage werd niet onderhouden, werd beschadigd of is volkomen waardeloos geworden. Onder de willekeurige en destructieve overheersing van de Nazis, werden vrijwel al de bedrijven ingeschakeld in de Duitse oorlogsmachine. De vroegere handelsrelaties, de private instellingen, de banken, de verzekeringsmaatschappijen en de scheepvaartmaatschappijen zijn verdwenen, bij gebrek aan kapitalen, tengevolge van hun opslorping wanneer zij werden genationaliseerd, of eenvoudig omdat ze verwoest werden. In vele landen, werd het vertrouwen in de eigen valuta zwaar geschokt. De ineenstorting van de commerciële structuur van Europa geschiedde reeds onder de oorlog.

» De economische opleving werd ernstig belemmerd door het feit, dat twee jaar na het staken van de vijandelijkheden, nog geen akkoord werd bereikt over de vredesverdragen met Duitsland en Oostenrijk. Maar zelfs indien deze vraagstukken vlugger hadden kunnen opgelost worden, zal de heropbouw van de economische structuur van Europa blijkbaar veel meer tijd en inspanning vragen dan wij hadden voorzien.

» De waarheid is, dat gedurende de drie of vier volgende jaren de behoeften van Europa aan levensmiddelen en andere uit het buitenland — onder meer Amerika — onontbeerlijke ingevoerde producten zo oneindig groter zijn dan zijn huidig betalingsvermogen, zodat het een zeer belangrijke hulp zal moeten ontvangen zoniet een uiterst ernstige economische, sociale en politieke ontredde tegemoet gaan.

» Il est logique que les Etats-Unis fassent tout ce qu'ils peuvent pour aider à rétablir la santé économique du monde, sans laquelle la stabilité politique et la paix ne peuvent être assurées. Notre politique n'est dirigée contre aucun pays, aucune doctrine, mais contre la famine, la pauvreté, le désespoir et le chaos. Son but doit être la renaissance d'une économie active dans le monde, afin que soient créées les conditions politiques et sociales où de libres institutions puissent exister.

» Il est déjà évident qu'avant même que le gouvernement des Etats-Unis puisse poursuivre plus loin ses efforts pour remédier à la situation et aider à remettre l'Europe sur le chemin de la guérison, un accord devra être réalisé par les pays de l'Europe sur leurs besoins actuels et ce que ces pays de l'Europe feront eux-mêmes pour rendre efficaces toutes les mesures que ce gouvernement pourrait prendre. Il ne serait ni bon ni utile que ce gouvernement entreprenne d'établir de son côté un programme destiné à remettre l'économie de l'Europe sur pied. C'est là l'affaire des Européens. L'initiative, à mon avis, doit venir de l'Europe.

» Le rôle de ce pays devrait consister à apporter une aide amicale à l'établissement d'un programme européen, et à aider ensuite à mettre en œuvre ce programme dans la mesure où il sera possible de le faire. Ce programme devrait être général et établi en commun par un grand nombre de nations européennes, sinon par toutes. »

On remarquera, en examinant ce texte, que le discours du Général Marshall ne contenait aucun plan, mais consistait uniquement en une déclaration générale: les Etats-Unis considéreraient avec sympathie les demandes européennes d'aide et de reconstruction, à condition que l'Europe fasse un inventaire préalable de ses ressources et de ses capacités propres à couvrir ses besoins, et qu'elle établisse un programme d'action approprié.

2) La Conférence des Trois.

La proposition du Général Marshall rencontra immédiatement les faveurs de l'opinion publique, mais il restait toutefois une inquiétude: l'U. R. S. S. était-elle comprise parmi les bénéficiaires éventuels du Plan Marshall? N'était-on pas en présence d'une machine de guerre anti-soviétique destinée à approfondir encore la division du monde?

Cette réserve fit place à l'enthousiasme lorsque, le 12 juin, M. Marshall précisa que ses suggestions s'appliquent à tout le continent situé à l'Ouest de l'Asie, y compris la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique.

Le lendemain, dans son discours à la Foreign Press As-

» Het is logisch dat de Verenigde Staten doen wat zij kunnen ter bespoediging van de terugkeer van de economische gezondheid in de wereld, zonder welke er geen politieke stabiliteit kan zijn noch gewaarborgde vrede. Onze politiek is tegen geen enkel land of stelsel gericht, doch tegen de honger, de armoede, de wanhoop en de chaos. Haar doel moet zijn de heropleving van een actieve economie in de wereld, ten einde de politieke en sociale voorwaarden te scheppen waarin vrije instellingen kunnen bestaan.

» Het blijkt reeds thans dat zelfs vooraleer de Regering van de Verenigde Staten haar pogingen kan voortzetten om de toestand te verhelpen en Europa opnieuw op de been te brengen, een akkoord tussen de landen van Europa zal moeten bereikt worden omtrent hun tegenwoordige behoeften en omtrent wat deze Europese landen zelf zullen doen om al de maatregelen die deze Regering zou kunnen nemen, doeltreffend te maken. Het zou niet passend en niet effectief zijn, dat deze Regering eenzijdig een program zou opmaken om Europa er economisch opnieuw bovenop te helpen. Dat is de zaak van de Europeanen. Het initiatief moet, naar mijn mening, uitgaan van Europa.

» De rol van dit land behoort te bestaan in het verlenen van vriendschappelijke hulp, met het oog op het opmaken van een Europees program en vervolgens een hand toe te steken om dit program in werking te stellen voor zover dit mogelijk zal zijn. Het program moet een gemeenschappelijk program zijn, door een aantal, zoniet alle, Europese Staten overeengekomen. »

Bij het lezen van bovenstaande tekst, valt het op, dat de rede van Generaal Marshall geen enkel plan bevatte, maar uitsluitend neerkwam op een algemene verklaring: de Verenigde Staten zouden met sympathie de Europese vragen om hulp en wederopbouw in overweging nemen op voorwaarde dat Europa vooraf een inventaris zou opmaken van zijn eigen hulpmiddelen en vermogens om zijn behoeften te dekken en een daartoe passend actieprogram zou uitwerken.

2) De Driemogendhedenconferentie.

Het voorstel van Generaal Marshall vond onmiddellijk een gunstige weerklank bij de publieke opinie, maar men vroeg zich echter met bezorgdheid af of de U. S. R. R. eventueel in aanmerking zou komen om van het Marshall-plan te genieten. Stond men niet voor een antisowjetische oorlogsmachine die de verdeeldheid van de wereld nog meer zou vergroten?

Dit voorbehoud maakte echter plaats voor geestdrift toen de heer Marshall, op 12 juni, nader verklaarde dat zijn voorstellen golden voor het gehele vasteland gelegen ten Westen van Azië, met inbegrip van Groot-Brittannië en de Sovjet-Unie.

's Anderendaags, in zijn redevoering voor de Foreign

sociation, à Londres, M. Bevin saluait la proposition du Secrétaire d'Etat américain comme étant « probablement la plus grande déclaration de l'histoire du monde » et la définissait comme « un pont entre l'Est et l'Ouest ». Il annonçait des consultations imminentes avec la France.

Celle-ci, de son côté, avait déjà pris position par la voie diplomatique: le 7 juin, le gouvernement français communiquait à M. Marshall son accord sur la nécessité de baser la reconstruction européenne sur un programme d'ensemble; dès le 10, il faisait savoir à Londres et à Moscou qu'il était prêt à discuter les positions respectives que les trois pays adopteraient à l'égard des idées exprimées par le Secrétaire d'Etat américain.

Du côté soviétique, le 15 juin, la « Pravda », commentant la déclaration complémentaire de M. Marshall sur l'inclusion de l'Union Soviétique et des pays de l'Europe orientale, parmi les bénéficiaires éventuels de l'aide américaine, affirmait que, malgré son apparente nouveauté, cette offre n'était qu'une répétition du plan Truman « visant à opérer une pression politique à l'aide du dollar », un plan « d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays ».

Les 17 et 18 juin eurent lieu à Paris, entre les Ministres des Affaires Etrangères de France et de Grande-Bretagne et leurs experts, des échanges de vues qui portèrent sur les problèmes des matières premières, des barrières douanières, des changes et des priorités à déterminer pour l'attribution d'une aide éventuelle. Il apparut dès l'abord que la participation soviétique était hautement souhaitable, aussi les conversations furent-elles interrompues pour permettre à M. Molotov d'y assister.

Le Ministre des Affaires Etrangères soviétique accepta l'invitation franco-britannique et le 28 juin s'ouvrit à Paris la Conférence des Trois. Dans la déclaration qu'il fit lors de la première séance, M. Bidault énonça les principes qui devaient, selon lui, servir de base à l'action commune:

1) Tous les pays européens étant, à des degrés divers, atteints des mêmes maux, il n'y a pas lieu de distinguer entre pays alliés, ex-ennemis ou neutres (à l'exclusion provisoire de l'Espagne);

2) Les Etats européens feront le bilan de leurs efforts et des résultats qu'on en peut attendre. Le déficit de ce bilan sera, dans la mesure du possible, comblé par une action intereuropéenne;

3) La contribution des Etats-Unis ne sera que le complément de l'effort indispensable de chacun des pays européens.

Ensuite, le Ministre français proposa une méthode de

Press Association, te Londen, begroette de heer Bevin het voorstel van de Amerikaanse Staatssecretaris als zijnde « waarschijnlijk de belangrijkste verklaring uit de wereld-geschiedenis » en betitelde haar als « een brug tussen Oost en West ». Hij kondigde nakend overleg met Frankrijk aan.

Van zijn kant, had dit land reeds stelling genomen langs diplomatieke weg: op 7 Juni, deelde de Franse Regering aan de heer Marshall haar akkoord mede om de Europeese wederopbouw te grondvesten op een gemeenschappelijk program; reeds op 10 dito maakte zij te Londen en te Moskou bekend, dat zij bereid was om de respectieve standpunten te bespreken die de drie landen zouden innemen ten opzichte van de door de Amerikaanse Staatssecretaris uitgedrukte denkbeelden.

Van Sovjetzijde bevestigde de « Pravda », op 15 Juni, in een commentaar op de aanvullende verklaring van de heer Marshall over de opnemings van de Sovjet-Unie en de andere Oost-Europese landen onder de eventuele rechthebbenden op de Amerikaanse hulp, dat, ondanks zijn blijkbaar nieuwigheid, dit aanbod slechts een herhaling was van het plan Truman. « strekkende tot het uitoefenen van politieke druk door middel van de dollar », een plan « tot inmenging in binnenlandse aangelegenheden van andere landen ».

Op 17 en 18 Juni hadden te Parijs, onder de Ministers van Buitenlandse Zaken van Frankrijk en van Groot-Brittannië en hun deskundigen, gedachtenwisselingen plaats, die vooral betrekking hadden op de vraagstukken van de grondstoffen, tolbarrelen, wisselverrichtingen en prioriteiten vast te stellen voor het verlenen van een gebeurlijke hulp. Dadelijk werd ingezien dat de Sovjet-deelneming ten zeerste wenselijk was, zodat de besprekingen werden onderbroken om de heer Molotov in de gelegenheid te stellen er aan deel te nemen.

De Minister van Buitenlandse Zaken van de U. R. S. S. aanvaardde de Frans-Britse uitnodiging, en op 28 Juni werd te Parijs de Driemogendheden-Conferentie geopend. In zijn verklaring, die hij op de eerste vergadering aflegde, somde de heer Bidault de beginselen op die, volgens hem, tot grondslag moesten dienen voor de gemeenschappelijke actie:

1) Daar al de Europese landen, in verschillende mate, door dezelfde kwalen waren aangetast, moet geen onderscheid worden gemaakt tussen geallieerde, gewezen vijandelijke of neutrale landen (met voorlopige uitsluiting van Spanje);

2) De Europese Staten zullen de balans opmaken van hun pogingen en van de uitslagen die men er kan van verwachten. Dit balanstekort zal, voor zover mogelijk, worden aangevuld door een intereuropese werking;

3) De bijdrage van de V. S. zal slechts de aanvulling zijn van de onontbeerlijke krachtsinspanning van elk der Europeese landen.

Vervolgens stelde de Franse minister een duidelijk be-

travail précise : Création d'un comité directeur, composé des Trois Grands, et dont la fonction serait de coordonner le travail de sous-comités *ad hoc*, spécialisés par branches d'activités économiques; ces organismes établiraient l'inventaire des ressources et des besoins européens et élaboreraient un programme de reconstruction, en collaboration avec les organisations économiques des Nations Unies.

Cette proposition française rencontra l'agrément de M. Bevin, mais non celle du gouvernement soviétique. Dans une déclaration qu'il fit lors de la deuxième séance de la Conférence, M. Molotov précisa comme suit sa position :

1) l'aide américaine serait certes utile au redressement de l'Europe, mais les Etats-Unis ont, de leur côté, grand intérêt à utiliser leurs possibilités de crédit pour conjurer la crise économique imminente chez eux, crise à laquelle l'économie soviétique n'est pas exposée en raison de la planification socialiste;

2) le projet français est inacceptable car il tend à attribuer à la Conférence le pouvoir de dresser un plan économique général pour les pays d'Europe, ce qui est incompatible avec la souveraineté des Etats et entraînerait la sujétion des Etats les moins forts;

3) la tâche de la Conférence doit se borner à déterminer les besoins des pays d'Europe en aide américaine;

4) tous les pays européens ne doivent pas être mis sur le même pied; il convient de prendre en considération, en premier lieu, les besoins de ceux qui ont été occupés par l'Allemagne et qui ont contribué à la victoire commune;

5) le problème de l'Allemagne est un problème tout à fait à part, relevant uniquement de la compétence du Conseil des 4 Ministres des Affaires Etrangères.

MM. Bevin et Bidault tentèrent de trouver un terrain d'entente en apportant certaines modifications à la proposition franco-britannique; le Comité directeur devait comprendre, outre les Trois Grands, les représentants de quatre autres Etats européens; toute mesure relative à la production allemande devait être conforme aux décisions du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères et du Conseil de Contrôle.

Ils insistèrent sur la nécessité de l'élaboration d'un programme général de coopération européenne, auquel était subordonnée l'aide de l'Amérique; ils repoussèrent énergiquement l'idée d'une ingérence quelconque dans les affaires intérieures des petits Etats ou dans les échanges normaux intereuropéens, l'organisation à créer devant

paalde werkmethode voor: Oprichting van een bestuurscomité bestaande uit de Grote Drie en die tot taak zou hebben het werk samen te ordenen van subcommissies *ad hoc*, gespecialiseerd per economische bedrijvigheidstak; die organismen zouden de inventaris opmaken van de Europese hulpmiddelen en behoeften en zouden een wederopbouwprogramma uitwerken in samenwerking met de economische organisaties van de Verenigde Naties.

Dit Frans voorstel verwierf de instemming van de heer Bevin, doch niet die van de Sovjetregering. In een verklaring die hij op de tweede vergadering van de Conferentie aflegde, lichtte de heer Molotov als volgt zijn standpunt toe :

1) de Amerikaanse hulp zou voorzeker nuttig zijn voor het Europees herstel, maar van hun kant hebben de Verenigde Staten er groot belang bij, hun kredietmogelijkheden aan te wenden om de bij hen dreigende economische crisis te bezweren, crisis waaraan de Sovjet-economie niet is blootgesteld dank zij de socialistische planificatie;

2) het Frans ontwerp is onaanvaardbaar, daar het er toe strekt aan de Conferentie de macht toe te kennen tot het opmaken van een algemeen economisch plan voor de Europese landen, wat onverenigbaar is met de soevereiniteit van de Staten en de onderwerping zou medebrengen van de minst sterke landen;

3) de taak van de Conferentie moet worden beperkt tot het vaststellen van de behoeften aan Amerikaanse hulp der Europese landen;

4) al de Europese landen moeten niet op gelijke voet worden gesteld; in de eerste plaats moeten de behoeften in aanmerking worden genomen van deze die door Duitsland werden bezet en die bijgedragen hebben tot de gemeenschappelijke overwinning;

5) het Duits probleem is een volkomen afzonderlijk vraagstuk, dat uitsluitend behoort tot de bevoegdheid van de Raad der 4 Ministers van Buitenlandse Zaken.

De heren Bevin en Bidault poogden een terrein van verstandhouding te vinden door zekere wijzigingen te brengen aan het Frans-Britse voorstel: het Bestuurscomité zou, buiten de Grote Drie, vertegenwoordigers van vier andere Europese Staten moeten tellen; iedere maatregel betreffende de Duitse productie zou moeten overeenstemmen met de beslissingen van de Raad der Ministers van Buitenlandse Zaken en van de Contrôleraad.

Zij drongen aan op de noodzakelijkheid van een algemeen program van Europese samenwerking, waaraan de Amerikaanse hulp was ondergeschikt; zij wezen krachtadig het denkbeeld van de hand betreffende een welkdanige inmenging in de binnenlandse aangelegenheden van de kleine staten of in de normale intereuro-

agir conformément au libre accord de ses membres.

Ils ne parvinrent pas à convaincre M. Molotov qui, le 2 juillet, rejeté définitivement leurs propositions.

Ainsi prit malheureusement fin cette tentative de faire du Plan Marshall, selon l'expression de M. Bevin, « un pont entre l'Est et l'Ouest ».

3) La Conférence des Seize et le Plan de Coopération Economique Européenne.

Le 3 juillet, M. Bevin et M. Bidault décidèrent alors d'inviter 22 nations européennes (l'Espagne seule exceptée) à prendre part à une conférence à Paris, en vue d'établir un rapport qui serait remis à M. Marshall, en réponse à son discours d'Harvard.

En dehors de la France et du Royaume-Uni, 14 pays acceptèrent l'invitation et envoyèrent des représentants à la Conférence. C'étaient : l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Quelques jours plus tard, les commandants des zones occidentales d'occupation en Allemagne furent invités à leur tour, à fournir sur ces zones des informations similaires à celles qui étaient demandées aux autres pays participants.

Les pays de l'Europe Orientale déclinèrent l'invitation.

La Conférence s'ouvrit à Paris le 12 juillet, sous la présidence de M. Bevin. Au bout de quatre jours, elle s'ajourna, après avoir constitué un Comité de Coopération Economique Européenne, qui, avec l'aide de quatre comités techniques, reçut pour mission de préparer un rapport sur les besoins et ressources des pays participants, pour les quatre années de 1948 à 1951, et sur les mesures susceptibles d'intensifier la coopération et l'aide mutuelle entre tous les participants.

Dix semaines furent nécessaires pour permettre d'élaborer ce rapport, qui fut signé à Paris le 22 septembre 1947 par les représentants des Seize.

Ce document capital comprend le diagnostic précis de la détresse économique des Etats intéressés et montre le dur chemin du relèvement.

En voici l'essentiel (1) :

Dans un chapitre I, le rapport examine la situation de l'Europe au lendemain des hostilités et estime que les

pese ruilverrichtingen : de op te richten organisatie moest handelen in overeenstemming met het vrijelijk akkoord van haar leden.

Zij slaagden er niet in de heer Molotov te overtuigen, en deze verwierp voorgoed hun voorstellen op 2 Juli.

Aldus werd ongelukkig een einde gemaakt aan de poging om van het Plan Marshall, zoals de heer Bevin het zegde, « een brug te maken tussen Oost en West ».

3) De Zestienmogendhedenconferentie en het Plan voor Europese Economische Samenwerking.

Op 3 Juli besloten dan de heren Bevin en Bidault de 22 Europese landen (met uitsluiting alleen van Spanje) uit te nodigen om deel te nemen aan een conferentie te Parijs, voor het opmaken van een verslag dat aan de heer Marshall zou worden overhandigd, als antwoord op zijn redevoering te Harvard.

Buiten Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk, aanvaardden 14 landen de uitnodiging en zonden vertegenwoordigers naar de Conferentie. Het waren : Oostenrijk, België, Denemarken, Griekenland, Ierland, IJsland, Italië, Luxemburg, Noorwegen, Nederland, Portugal, Zweden, Zwitserland en Turkije.

Enkele dagen later werden de bevelhebbers van de Westelijke bezettingszones in Duitsland, op hun beurt, uitgenodigd om over die gebieden gelijkaardige inlichtingen te verstrekken als gevraagd aan de andere deelnemende landen.

De Oost-Europese Landen wezen de uitnodiging van de hand.

De Conferentie werd te Parijs geopend op 12 Juli, onder het voorzitterschap van de heer Bevin. Na verloop van vier dagen verdaagde zij haar werkzaamheden, na een Comité voor Europese Economische Samenwerking te hebben samengesteld, dat, met behulp van vier technische Comité's, tot opdracht kreeg een verslag voor te bereiden over de behoeften en hulpmiddelen van de deelnemende landen voor de vier jaren 1948 tot 1951, en over de maatregelen geschikt om de samenwerking en de onderlinge hulp onder alle deelnemers intensiever te maken.

Tien weken waren nodig om met het opmaken van dit verslag klaar te komen; het werd op 22 September 1947 te Parijs door de vertegenwoordigers der zestien mogendheden ondertekend.

Dit belangrijk document omvat de juiste diagnose van de economische nood van de betrokken landen en wijst de harde weg aan voor het herstel.

Hierna volgen de hoofdpunten er van (1) :

In een eerste hoofdstuk, wordt in het verslag gehandeld over de toestand van Europa na het staken van de

(1) Comité de Coopération Economique Européenne. Rapport Général, vol. I.

(1) Comité de Coopération Economique Européenne. Rapport Général, vol. I.

causes principales des difficultés auxquelles elle a à faire face sont les suivantes :

1) destruction et désorganisation des régions industrielles de l'Europe occidentale et des régions agricoles et forestières de l'Europe orientale; dislocation du système des transports;

2) arrêt prolongé des échanges internationaux; perte des revenus que les Seize tiraient des investissements à l'étranger et des frets;

3) fatigue et usure des hommes provoquées par 6 années de guerre et d'occupation ennemie;

4) déséquilibre financier intérieur, résultat inévitable d'une longue guerre;

5) pénurie de produits alimentaires et de matières premières, provenant normalement des régions du sud-est de l'Asie;

6) accroissement anormal de la population de certaines régions, résultant des migrations qui se sont produites au cours de la guerre.

De plus, au cours de l'hiver 1946-1947, l'économie européenne, encore convalescente, fut sérieusement atteinte par le manque persistant de charbon, la hausse des prix et des matières premières, et la pénurie mondiale en denrées alimentaires et produits de base, et cette crise fut encore aggravée par l'hiver exceptionnellement rigoureux et la sécheresse qui suivit.

Le chapitre II aborde le programme du relèvement européen, qui repose, selon les experts, sur quatre éléments essentiels :

1) un vigoureux effort de production, en ce qui concerne particulièrement l'agriculture, les combustibles, l'énergie et les transports, et la modernisation de l'équipement;

2) la réalisation de la stabilité financière intérieure;

3) le développement de la coopération économique entre les pays participants;

4) la solution du problème que pose le déficit des pays participants à l'égard du continent américain.

Le rapport étudie au cours des chapitres suivants chacun de ces problèmes.

1° L'expansion de la production européenne prévue d'ici

vijandelijkheden en wordt de mening uitgesproken dat de voornaamste oorzaken van de moeilijkheden waaraan het hoofd moet worden geboden de volgende zijn :

1) vernietiging en ontwrichting van de nijverheidsgebieden van West-Duitsland en van de landbouw- en bosbouwgebieden van Oost-Europa; ontwrichting van het vervoersstelsel;

2) aanhoudende stilstand van de internationale ruilverrichtingen; verlies van de inkomsten die de Zestien mogendheden trokken uit beleggingen in het buitenland en uit vrachttol;

3) vermoeidheid en afsloving der mensen als gevolg van 6 jaar oorlog en vijandelijke bezetting;

4) inlandse verstoring van het financieel evenwicht, als onvermijdelijk gevolg van een langdurige oorlog;

5) schaarste aan voedingsproducten en grondstoffen, normaal herkomstig uit de streken van Zuid-Oost Azië;

6) abnormale aangroei van de bevolking van sommige gebieden, als gevolg van de volksverhuizingen die zich tijdens de oorlog hebben voorgedaan.

Bovendien werd de nog herstellende Europese economie tijdens de Winter 1946-1947 ernstig getroffen door het aanhoudend gebrek aan steenkolen, de stijging van prijzen van waren en grondstoffen, en de wereldschaarste aan eetwaren en basisproducten. Die crisis werd nog verergerd door de ongewoon strenge Winter en de daaropvolgende droogte.

In hoofdstuk II wordt het programma voor Europese heropbeuring uiteengezet dat, volgens de deskundigen, steunt op vier hoofdfactoren :

1) een krachtige poging naar verhoogde productie in het bijzonder op het gebied van de landbouw, de brandstoffen, de energie en het vervoer en de modernisering van de uitrusting;

2) de verwezenlijking van binnenlandse financiële stabiliteit;

3) zo volledig mogelijke economische samenwerking tussen de deelnemende landen;

4) de oplossing van het probleem van de nadelige handelsbalans der deelnemende landen met het Amerikaanse vasteland.

Elk van die vraagstukken wordt in de volgende hoofdstukken van het verslag behandeld.

1° De uitbreiding van de Europese productie, die van

la fin de 1951 a la même ampleur que celle qui fut réalisée aux Etats-Unis au cours des années de guerre et de mobilisation industrielle de 1940 à 1944. Cette expansion exigera un effort sans précédent en temps de paix, représentant le maximum de ce que chaque pays est en mesure d'accomplir avec ses propres moyens pour assurer son relèvement. Il aura pour effet de rétablir la production agricole à son niveau d'avant-guerre et de porter la production des mines et des industries au delà des niveaux moyens de 1938.

Ce programme se décompose comme suit :

1) rétablissement de production de céréales panifiables et autres céréales au niveau d'avant-guerre; accroissement considérable de la production de sucre et de pommes de terre; accroissement de la production des corps gras; développement du cheptel aussi rapidement que les disponibilités en produits d'alimentation du bétail le permettront;

2) développement de la production charbonnière, portée à 584 millions de tonnes, soit 145 millions de tonnes de plus qu'en 1947 (accroissement d'un tiers environ) ce qui correspond à une production dépassant de 30 millions de tonnes celle de 1938;

3) accroissement de la production d'électricité de près de 70 milliards de kilowatts-heure, soit 40 % de plus qu'en 1947, et augmentation de la capacité génératrice de plus de 25 millions de kilowatts, soit 2/3 de plus qu'avant-guerre;

4) accroissement de la capacité de raffinage évaluée en pétrole brut de 17 millions de tonnes, portant celle-ci à deux fois et demi son niveau d'avant-guerre;

5) majoration de la production d'acier brut de 80 % au delà du niveau de 1947, portant celle-ci à 55 millions de tonnes, soit 10 millions de tonnes (20 %) de plus qu'en 1938;

6) développement des moyens de transport intérieurs permettant de transporter en 1951 un tonnage excédant de 25 % le tonnage transporté en 1938;

7) rétablissement en 1951 des flottes marchandes des pays participants à leur niveau d'avant-guerre;

8) fourniture par l'industrie européenne de la plus grande part des équipements nécessaires au développement des productions envisagées.

2° Le succès de ce programme de production dépend du rétablissement ou du maintien de la stabilité économique, financière et monétaire. Les objectifs visés pour la production ne pourraient être atteints et la coopération ne pour-

nu af tot einde 1951 wordt voorzien, heeft dezelfde omvang als die, welke in de Verenigde Staten in de jaren van de oorlog en van de industriële mobilisatie van 1940 tot 1944 tot stand werd gebracht. Deze uitbreiding zal een in vredetijd nog ongekennde inspanning vergen, die het uiterste zal vertegenwoordigen van hetgeen elk land in staat is met eigen middelen te volbrengen om zijn herstel te verzekeren. Zij zal ten gevolge hebben, dat de landbouwproductie tot op het vooroorlogs peil wordt teruggebracht, en dat de mijn- en nijverheidsproductie tot boven het gemiddelde peil van 1938 wordt opgevoerd.

Dit program komt hierop neer :

1) herstel van de productie van broodgraan en andere graangewassen op het vooroorlogs peil; sterke toeneming van de suiker- en aardappelenproductie; enige toeneming in vetten; uitbreiding van de veestapel, zo snel als de beschikbare veevoederproducten zullen toelaten;

2) een verhoging van de steenkolenproductie tot 584 miljoen ton, dat wil zeggen 145 miljoen ton meer dan in 1947 (ofwel een verhoging van ongeveer één derde), wat met een productie overeenkomt, die het cijfer van 1938 met 30 miljoen ton overtreft;

3) verhoging van de electriciteitsproductie, met ongeveer 70 milliard kilowatturen, of 40 % boven het cijfer van 1947, en een verhoging van de energie met meer dan 25 miljoen kilowatt, zegge 2/3 meer dan vóór de oorlog;

4) uitbreiding van het productievermogen van olie-raffinaderijen, in ruwe olie uitgedrukt, met 17 miljoen ton, waardoor deze tweemaal en een half het vooroorlogs peil bereikt;

5) een verhoging van de productie van ruw staal, met 80 % boven het peil van 1947, waardoor deze tot 55 miljoen ton wordt gebracht, zegge 10 miljoen ton (20 %) meer dan in 1938;

6) uitbreiding van de binnenlandse verkeersmiddelen, ten einde in 1951, 25 % meer te kunnen vervoeren dan in 1938;

7) herstel tegen 1951, van de koopvaardijvloten van de deelnemende landen, tot de vooroorlogse omvang;

8) levering door de Europese nijverheid van het grootste deel van de kapitaalgoederen die voor deze uitbreiding nodig zijn.

2° De gunstige afloop van dit productieprogram hangt af van het herstel of het handhaven van de economische, financiële en valuta-stabiliteit. De met het oog op de productie nagestreefde doeleinden zouden niet kunnen be-

rait être réalisée en Europe si les économies de tous les pays participants ne se trouvent pas dans une situation stable. En effet, l'instabilité d'un pays affecte tous les autres, car elle perturbe et entrave les échanges; elle empêche les pays atteints de contribuer efficacement au programme de relèvement.

Or, tous les pays participants souffrent plus ou moins de l'inflation qui résulte de la guerre.

Aussi convient-il que chaque pays prenne les mesures d'ordre intérieur en son pouvoir dans le domaine fiscal et monétaire, ainsi qu'en matière de production, afin de réduire immédiatement les recours à la Banque d'Emission et aux autres pratiques de caractère inflationniste et d'augmenter la production de biens de consommation et d'équipement; chaque pays rendra ensuite sa monnaie convertible, à un taux de change satisfaisant, conformément aux dispositions de l'accord sur le Fonds International, une fois cette stabilisation pleinement réalisée et susceptible d'être maintenue de façon durable.

3° Mais pour que l'accroissement de production joue pleinement son rôle dans le rétablissement de l'économie européenne et dans la réduction du volume anormal de la demande à l'égard du reste du monde, il doit s'accompagner d'un mouvement plus libre des marchandises et des services à l'intérieur même de l'Europe. Ce mouvement est, à l'heure actuelle, entravé par les restrictions aux importations et aux exportations, par les mesures que certains pays ont été contraints de prendre pour équilibrer leurs échanges sur une base bilatérale et par les restrictions au mouvement des personnes.

Pour réaliser une circulation plus libre des marchandises, les seize pays aboliront dès que possible les restrictions anormales qui entravent à l'heure actuelle les échanges mutuels et instaureront entre eux et le reste du monde un système d'échanges multilatéral sain et équilibré.

Au fur et à mesure que les restrictions quantitatives seront supprimées, les tarifs douaniers redeviendront alors les principaux facteurs influant sur les échanges commerciaux.

Ce problème des tarifs peut et doit être résolu par une réduction progressive des tarifs dans le monde entier sur une base multilatérale et la constitution d'unions douanières telles que se proposent d'en réaliser les pays de Benelux, les pays Scandinaves, la France et l'Italie, la Grèce et la Turquie.

4° Toutefois, pour mener à bien leur effort de production, et compte pleinement tenu de l'aide mutuelle qu'ils se prêteront, les pays participants doivent recevoir un flot continu de marchandises et de services en provenance du reste du monde et en particulier du continent américain. Ce flot peut être interrompu, soit par le manque d'approvisionnements, soit par l'impossibilité de les payer.

Le programme d'importations global prévu a un volume plus élevé que le total des importations des 16

reikt worden, en de samenwerking zou niet in Europa tot stand komen, zo de economische toestand niet stabiel is in alle deelnemende landen. De wankelbaarheid van een land heeft immers een weerslag op alle andere, want zij stoort en hindert het ruilverkeer; zij belet de getroffen landen doeltreffend bij te dragen tot het herstelprogramma.

Welnu, alle deelnemende landen ondergaan min of meer de inflatie die uit de oorlog voortvloeit.

Ieder land moet dan ook de tot zijn bevoegdheid behorende binnenlandse ordemaatregelen nemen, op belastingen en muntgebied, alsmede op dit van de productie, om onmiddellijk de toevlucht tot de Emissiebank en tot de andere praktijken met inflationistisch karakter te verminderen, en de productie van de verbruiks- en kapitaalgoederen te vermeerderen; ieder land zal daarna zijn valuta omwisselbaar maken tegen een bevredigende wisselkoers, overeenkomstig de bepalingen van het akkoord betreffende het Internationaal Muntfonds, zodra die stabilisatie ten volle zal doorgevoerd zijn en vatbaar voor een duurzame handhaving.

3° Maar om volledige uitwerking te hebben op het herstel van de Europese economie en op de vermindering van het abnormaal volume van de aanvraag ten overstaan van de rest van de wereld, moet de toeneming van de productie gepaard gaan met een vrijer verkeer van de goederen en diensten binnen Europa zelf. Dit verkeer wordt voor het ogenblik geremd door de in- en uitvoerbeperkingen, door de maatregelen waartoe sommige landen genoodzaakt werden, om hun ruilverkeer op een tweezijdige basis in evenwicht te brengen, evenals door de aan het personenverkeer opgelegde beperkingen.

Om een vrijer goederenverkeer door te voeren, zullen de zestien landen zo vroeg mogelijk de abnormale beperkingen afschaffen, die thans het wederkerig ruilverkeer remmen, en zij zullen met de rest van de wereld een gezond en evenwichtig veelzijdig ruilstelsel invoeren.

Naarmate de kwantitatieve beperkingen afgeschaft worden, zullen de toltarieven ook de voornaamste factoren worden die het handelsverkeer beïnvloeden.

Dit tarievenvraagstuk kan en moet door een geleidelijke tariefvermindering in de gehele wereld opgelost worden, evenals door de inrichting van tolunies, zoals deze die de Beneluxlanden, de Scandinavische landen, Frankrijk en Italië, Griekenland en Turkije voornemens zijn tot stand te brengen.

4° Om hun productie-inspanning tot een goed einde te brengen, en in nauw verband met de wederzijdse hulp die zij elkander zullen verlenen, moeten de deelnemende landen echter een ononderbroken overvloed goederen en diensten ontvangen, die van de rest van de wereld en meer bepaaldelijk van het Amerikaans vasteland voortkomen. Die overvloed kan onderbroken worden, hetzij door gebrek aan toevoer, hetzij door de onmogelijkheid om hem te betalen.

Het voorzien globaal invoerprogramma heeft een hoger volume dan de gezamenlijke invoer van de 16 landen

pays avant la guerre. Mais sa répartition sera très différente. Avant la guerre, environ 45 % des importations des pays participants en provenance du reste du monde venaient du continent américain. En 1949, cette proportion s'élèvera aux deux tiers, et cela tout simplement parce que l'Europe a perdu un grand nombre de ses sources d'approvisionnement non américaines et que cette situation a pour effet d'accroître dans une proportion considérable le volume des importations en provenance du continent américain.

Cet effet résulte principalement des dévastations causées par la guerre dans l'Europe orientale ou en Union Soviétique. Les pays participants ne peuvent plus compter sur des approvisionnements des régions agricoles du bassin danubien qui n'envoient qu'une quantité très réduite de produits vers l'Ouest. De plus, les zones occidentales de l'Allemagne sont virtuellement coupées de leur source normale d'approvisionnement — l'Allemagne orientale — de sorte qu'elles sont devenues largement importatrices de produits alimentaires.

Le déséquilibre de la balance des paiements envers le continent américain est la contrepartie du flot des marchandises et des services que l'Europe se doit d'importer.

Si les moyens de combler ce déficit n'étaient pas trouvés, l'Europe ne pourrait recevoir les marchandises et les services qu'exige son redressement, et une catastrophe s'ensuivrait.

Le montant de ce déficit est calculé pour 1948 à 8.460 millions de dollars, et pour la période de 1948 à 1951 à 22.400 millions de dollars, car il va de soi que le montant des importations ira d'année en année en diminuant du fait de la saturation progressive des marchés européens, de l'augmentation de la production et de l'accroissement des ressources mondiales.

Aucune de ces évaluations n'implique d'ailleurs un volume déraisonnable d'importations; c'est ainsi que la consommation de denrées alimentaires par habitant sera, à la fin de la période considérée, inférieure au niveau d'avant-guerre et qu'il a été admis dans les évaluations pour les besoins non-essentiels, que l'essence, les textiles et les denrées alimentaires devront continuer à être rationnés dans de nombreux pays. Mais si les conditions mondiales sont favorables et permettent aux pays participants d'acquérir des dollars, grâce à la reprise du commerce triangulaire tel qu'il existait avant-guerre, ils seront, dès la fin de 1951, bien près de l'équilibre.

Les raisons de l'importance de ce déficit envers le continent américain sont expliquées dans le rapport du Comité de la Balance des Paiements. Les pays participants et l'Allemagne ont toujours eu un déficit important dans le régime normal de leurs échanges avec le continent américain. Il était en 1938 de 1.450 millions de dollars, mais ce déficit était couvert par le jeu normal du commerce multilatéral, la vente de produits coloniaux aux Etats-Unis et les revenus invisibles.

Tous ces facteurs ont été bouleversés par la guerre: le

vóór de oorlog. Maar de verdeling er van is zeer verschillend. Ongeveer 45 % van de invoer der deelnemende landen uit de rest van de wereld kwam, vóór de oorlog, uit het Amerikaans vasteland. In 1949, zal die verhouding twee derden belopen, eenvoudig omdat Europa een groot gedeelte van zijn niet-amerikaanse bevoorradingsbronnen heeft verloren en omdat deze toestand ten gevolge heeft dat het volume van de uitvoer, die van het Amerikaans vasteland uitgaat, aanzienlijk toeneemt.

Dit gevolg spruit vooral voort uit de verwoestingen die door de oorlog in Oost-Europa of in de Sowjet-Unie werden aangericht. De deelnemende landen kunnen niet meer rekenen op voorraden uit de landbouwstrekken van het Donaugebied, die slechts een zeer beperkte hoeveelheid producten naar het Westen zenden. Bovendien, zijn de westelijke zones van Duitsland virtueel afgesneden van hun normale bevoorradingsbron — Oost-Duitsland — zodat zij in aanzienlijke mate invoerders van levensmiddelen geworden zijn.

De nadelige betalingsbalans ten overstaan van het Amerikaanse vasteland maakt het tegengewicht uit van de vloed van koopwaren en diensten die Europa moet invoeren.

Indien de middelen om dit tekort te bestrijden niet gevonden worden, zou Europa de koopwaren en diensten niet kunnen ontvangen die zijn wederopleving vereist en zou er een catastrofe uit voortvloeien.

Het beloop van dit tekort wordt voor 1948 berekend op 8.460 miljoen dollar, en voor de periode van 1948 tot 1951 op 22.400 miljoen dollar, want het spreekt vanzelf dat het bedrag van de invoer van jaar tot jaar zal verminderen, wegens de geleidelijke verzadiging van de Europese markten, de verhoging van de productie en de vermeerdering van de wereldhulpbronnen.

Geen enkele van die ramingen veronderstelt overigens een onredelijk invoervolume; zo zal het verbruik van levensmiddelen per inwoner, op het einde van bedoelde periode, geringer zijn dan het peil van vóór de oorlog en werd in de ramingen van de niet-onmisbare behoeften rekening gehouden met het feit dat benzine, textielproducten en levensmiddelen verder zullen gerantsoeneerd blijven in talrijke landen. Indien de wereldomstandigheden echter gunstig zijn en de deelnemende landen in staat stellen zich dollars aan te schaffen, dank zij de hervatting van de driehoekshandel, zoals hij vóór de oorlog bestond, zullen zij van het einde van 1951 af nagenoeg het evenwicht bereikt hebben.

De redenen van de omvang van dit tekort ten overstaan van het Amerikaanse vasteland worden uiteengezet in het verslag van het Comité voor de Betalingsbalans. De deelnemende landen en Duitsland hebben steeds een aanzienlijk tekort gehad in het normale regime van hun handel met het Amerikaanse vasteland. Het bedroeg in 1938 1.450 miljoen dollar; doch dit tekort werd bestreden door de normale werking van de multilaterale handel, de verkoop van koloniale producten aan de Verenigde Staten en de onzichtbare inkomsten.

Al die factoren werden door de oorlog overhoop gewor-

revenu des investissements à l'étranger est perdu; le paiement des frets entraîne de grosses sorties de dollars; le tourisme n'a pas encore repris son activité. En même temps, comme nous venons de le dire, la perte d'autres sources d'approvisionnement a contraint l'Europe à reporter sur le continent américain l'achat d'une part beaucoup plus importante qu'auparavant de produits essentiels dont les prix ont considérablement monté. Enfin, la pénurie mondiale de dollars a rendu presque impossible à l'Europe d'acquérir cette devise au moyen de transactions avec des pays non américains.

Le montant du déficit est dû à l'effet cumulatif de tous ces éléments.

Et le rapport se termine par cet appel pathétique aux Etats-Unis :

« En dernière analyse, ces moyens extérieurs de relèvement ne peuvent, pour leur plus grande part, provenir que des Etats-Unis, qui déjà, par l'aide qu'ils lui ont fournie au cours des deux dernières années, ont sauvé l'Europe de l'écroulement et du chaos. Les pays participants ont exposé les faits tels qu'ils les voient, et, sur la base de ces faits, ont formulé un programme de relèvement. C'est à la nation américaine, par l'intermédiaire de son gouvernement, et de son Congrès, qu'il appartient de considérer ce programme et de décider si les moyens peuvent être trouvés de répondre à ces besoins, afin que puisse être assuré à l'Europe un avenir économique meilleur, condition de la stabilité et de la prospérité du monde. »

4) Le Programme de Relèvement européen (European Recovery Program — E.R.P.) et la Loi américaine de Coopération Economique (Economic Cooperation Act — E. C. A.).

Remarquons que les lettres E. R. P. ou bien E. C. A. constituent l'appellation habituelle que donnent les Américains à ce que nous nommons le « Plan Marshall ».

Pendant que travaillait le Comité européen, trois Commissions américaines, constituées le 22 juin par le Président Truman, étudiaient les ressources des Etats-Unis et les possibilités d'aider l'Europe: la Commission Harriman (alors Ministre du Commerce), composée de dirigeants du monde de la finance, des affaires, du travail et de l'agriculture, la Commission Krug (alors Ministre de l'Intérieur), composée d'experts du gouvernement, et le Conseil Consultatif Economique (Commission Nourse), tandis que M. Martin, président de la Chambre, nommait M. Eaton, président de la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre, chef d'un groupe de 19 parlementaires, qui devait vérifier les besoins de l'Europe; M. Christian Herter fut chargé de le diriger dans ses visites à l'étranger.

Successivement, les 7 et 28 octobre, 8 et 13 novembre,

pen: de opbrengst van de beleggingen in het buitenland is verloren gegaan; de betaling der vrachtlonen brengt aanzienlijke verliezen aan dollars mede; het toerisme heeft zijn bedrijvigheid nog niet hervat. Tevens, zoals wij zoëven hebben gezegd, heeft het verlies van andere bevoorradingsbronnen Europa verplicht naar het Amerikaanse vasteland de aankoop te verleggen van een veel aanzienlijker deel dan vroeger van essentiële producten, waarvan de prijzen zeer gestegen zijn. Tenslotte, heeft de wereldschaarste aan dollars het voor Europa vrijwel onmogelijk gemaakt zich deze valuta aan te schaffen door middel van transacties met niet-Amerikaanse landen.

Het bedrag van het tekort is te wijten aan de samengevoegde werking van al die bestanddelen.

Het verslag sluit met volgende pathetische oproep tot de Verenigde Staten:

« In laatste instantie, kunnen de middelen voor herstel van buitenaf voor het grootste deel slechts uit de Verenigde Staten komen, die door hun hulp gedurende de afgelopen twee jaren Europa reeds voor ineensinking en chaos behoed hebben. De deelnemende landen hebben hierin de feiten geopenbaard zoals zij deze zien en op basis van deze feiten hebben zij een herstel-program samengesteld. Het is de taak van de Amerikaanse Natie om, door bemiddeling van haar regering en van haar Congres, dit vraagstuk te overwegen en uit te maken of de middelen kunnen gevonden worden om aan die behoeften te beantwoorden, opdat aan Europa een beter economische toekomst, waarop de stabiliteit en de welvaart van de wereld berusten, zou kunnen worden geschonken. »

4) Het Europees Herstelprogramma (European Recovery Program — E. R. P.) en de Amerikaanse Wet op de Economische Samenwerking (Economic Cooperation Act — E. C. A.).

Er valt op te merken, dat de drie letters E. R. P., of E. C. A., de gewone benaming uitmaken die de Amerikanen gebruiken voor hetgeen wij het « Marshallplan » noemen.

Terwijl het Europees Comité werkte, bestudeerden drie Amerikaanse commissiën, die op 22 Juni door President Truman werden samengesteld, de hulpmiddelen van de Verenigde Staten en de mogelijkheden om Europa te helpen: de Commissie Harriman (toen Minister van Handel), samengesteld uit leiders van de financiële wereld, de handel, de arbeid en de landbouw, de Commissie Krug (toen Minister van Binnenlandse Zaken), samengesteld uit deskundigen van de Regering en de Economische Raad van Advies (Commissie Nourse) terwijl de heer Martin, voorzitter van de Kamer, de heer Eaton, voorzitter van de Commissie voor de Buitenlandse Zaken van de Kamer, benoemde tot hoofd van een groep van 19 parlementsleden belast met het nazicht van de Europese behoeften; de heer Christian Herter kreeg tot opdracht ze te leiden bij haar bezoeken aan het buitenland.

De vier commissies legden achtereenvolgens op 7 en

les quatre commissions déposèrent leurs rapports dont les conclusions étaient favorables.

C'est sur la base de ces rapports que fut établi le programme de relèvement européen, que le Président Truman présenta au Congrès le 19 décembre dernier. A cette occasion, le Président des Etats-Unis envoya un message pour rappeler les principes et les buts de l'aide à l'Europe, dont nous extrayons ce passage, qui nous semble intéressant :

« ... La capacité de production des régions très industrialisées de l'Allemagne occidentale peut apporter une contribution substantielle à l'effort de coopération qu'exige le relèvement de l'Europe. Il est extrêmement important que cette capacité de production soit utilisée efficacement et il est tout particulièrement important que la production charbonnière de la Ruhr continue d'augmenter rapidement.

» On doit évidemment prendre toutes les précautions possibles contre une renaissance de la puissance militaire allemande. Les Etats-Unis ont fait clairement comprendre, à maintes reprises, qu'ils étaient décidés à ce que l'Allemagne ne menace jamais plus de dominer l'Europe ou de mettre en péril la paix du monde. L'inclusion de l'Allemagne dans le programme de relèvement de l'Europe n'affaiblira pas cette détermination.

» Le refus de certains Etats de participer au Plan ne devrait cependant pas empêcher le rétablissement des échanges commerciaux entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale, pour le bien mutuel de ces deux régions. Le rapport des Seize, comme le programme présentement soumis au Congrès, repose sur la conviction qu'au cours des quelques années à venir, le système normal des échanges commerciaux entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale sera progressivement rétabli. A mesure que s'accomplira cette reprise des échanges commerciaux, les demandes anormales adressées à l'hémisphère occidental, notamment en matière de denrées alimentaires et de combustible, devraient diminuer. »

Nous n'étudierons pas ici dans le détail les différentes étapes de la discussion et du vote de ce programme par les commissions et assemblées du Congrès.

C'est le 2 avril que les deux Chambres adoptèrent le programme tel qu'il avait été définitivement mis au point par la Commission mixte du Congrès, et le 3 avril, que le Président devait signer la « Loi d'Aide à l'Etranger » de 1948.

Toutefois, la loi votée par le Congrès n'était qu'une loi de cadre et le Congrès se réservait le droit d'assurer les voies et moyens de cette aide à l'Europe en tranches successives par le vote d'« appropriation acts ». Le montant primitivement envisagé par le Congrès pour la première période de 12 mois était de 5.300 millions.

Lors de l'examen du « Foreign Aid appropriation Act

28 October, 8 et 13 November, hun verslagen neder, waarvan de besluiten gunstig waren.

Het is op grondslag van die verslagen dat het programma voor Europees herstel werd opgemaakt, dat door President Truman op 19 December jongstleden aan het Congres werd voorgelegd. Bij die gelegenheid zond de President van de Verenigde Staten een boodschap waarin werd herinnerd aan de beginselen en de doelstellingen van de hulpverlening aan Europa. Wij lichten daaruit de volgende passus, die ons belangwekkend lijkt :

« ... Het productievermogen van de zeer geïndustrialiseerde gebieden van West-Duitsland moet een substantiële bijdrage verschaffen bij de poging tot samenwerking die voor het Europees herstel wordt vereist. Het is van het grootste belang, dat dit productievermogen doeltreffend zou worden gebruikt, en het is bijzonder van belang, dat de kolenproductie van het Ruhrgebied snel blijft toenemen.

» Vanzelfsprekend moeten alle mogelijke voorzorgen worden genomen tegen een heropleving van het Duits militarisme. De Verenigde Staten hebben herhaaldelijk duidelijk te verstaan gegeven, dat zij beslist waren te verhinderen dat Duitsland nog ooit een bedreiging zou zijn voor Europa of de wereldvrede in gevaar zou brengen. De opnemng van Duitsland in het Europees herstel-program zal dit voornemen niet verzwakken.

» De weigering van sommige mogendheden om deel te nemen aan het Plan zou nochtans het herstel niet mogen verhinderen van de handelsbetrekkingen tussen West- en Oost-Europa, voor het onderling welzijn van die beide gebieden. Het verslag der Zestien mogendheden, zoals het thans aan het Congres voorgelegd program, berust op de overtuiging, dat tijdens de eerstkomende jaren het normaal stelsel van de handelsbetrekkingen tussen Oost- en West-Europa trapsgewijze zal worden verwezenlijkt. Naargelang dit handelsruilverkeer zal hervatten, zou de abnormale vraag die tot het Westelijk halfmond wordt gericht, inzonderheid wat eetwaren en brandstof betreft, moeten afnemen. »

Wij zullen hier niet in bijzonderheden treden over de verschillende stadia van de behandeling en van de goedkeuring van dit program door de commissiën en vergaderingen van het Congres.

Op 2 April keurden de beide Kamers het program goed, zoals dit uiteindelijk werd uitgewerkt door de gemengde Commissie van het Congres en, op 3 April, tekende de President de « Wet tot Hulpverlening aan het Buitenland », van 1948.

Nochtans was de door het Congres aangenomen wet slechts een kaderwet en het Congres behield zich het recht voor, de geldmiddelen van deze hulpverlening aan Europa in achtereenvolgende tranches te verzekeren, door middel van de goedkeuring van « appropriation acts ». Het oorspronkelijk door het Congres voorgenomen bedrag voor de eerste periode van 12 maanden beliep 5.300 miljoen.

Bij het onderzoek van het « Foreign Aid appropriation

1949 », la Chambre des Représentants (1) adopta les conclusions de sa Commission des Crédits, ramenant non seulement de 5.300 millions à 5.055 millions de dollars les crédits d'aide à l'Europe, mais étendant de 12 à 15 mois la période pendant laquelle ces sommes devaient être dépensées. Cela représentait une réduction effective de l'ordre de 26 %.

D'après le rapport de la Commission des Crédits de la Chambre des Représentants, cette mesure était justifiée par la perspective de bonnes récoltes dans de nombreuses parties du monde et par le désir que les fonds de l'E. R. P. ne soient pas utilisés par les nations débitrices des Etats-Unis pour rembourser leurs dettes. On a pu également y voir un geste pour obtenir un renforcement de la coopération économique européenne, à un moment où la question de l'intégration de l'Allemagne était à l'ordre du jour. Ce vote de la Chambre devait entraîner de difficiles négociations avec les représentants de l'Administration, tandis que le Sénat prenait vigoureusement position pour le maintien des crédits initiaux. Heureusement, le compromis final, préalablement établi par une Commission mixte du Congrès, est intervenu le 19 juin : le montant des crédits appropriés au titre de l'E. R. P. pour le premier exercice reste fixé à 5.055 millions de dollars et la durée de la période que ces crédits sont destinés à couvrir demeure de 15 mois. Mais le Président se voit accorder l'autorisation de dépenser ces crédits en 12 mois s'il le juge nécessaire.

Ainsi, le principal obstacle à l'application immédiate du plan est levé, du moins pour le premier exercice, car on peut s'attendre qu'au moment du renouvellement annuel des crédits des difficultés analogues surgiront au cours des trois prochaines années.

La Loi de Coopération Economique de 1948 (Economic Cooperation Act — E. C. A.) expose en détail les conditions dans lesquelles le vaste programme d'aide des Etats-Unis à l'Europe sera administré et appliqué.

Notons que la Loi de Coopération Economique de 1948 ne constitue que la première mais la plus importante des quatre lois (ou « titres ») qui sont contenues dans la loi globale, connue sous le nom de « Loi d'Aide à l'Etranger » de 1948.

La deuxième est la « Loi d'Aide au Fonds de Secours International pour l'Enfance » de 1948 (I. E. C. F.), autorisant des crédits supplémentaires de 60 millions de dollars pour l'I. E. C. F.

La troisième est la « Loi d'Aide à la Grèce et à la Turquie » de 1948, autorisant de nouveaux crédits de 275 millions de dollars pour la continuation de l'aide militaire à ces deux pays.

Act 1949 », heeft de Kamer der Volksvertegenwoordigers (1) de conclusiën van haar Commissie voor de Kredieten goedgekeurd, waarbij niet alleen de kredieten voor hulpverlening aan Europa van 5.300 miljoen tot op 5.055 miljoen dollar werden teruggebracht, maar ook de periode die voor het uitgeven van deze sommen voorzien was, van 12 tot 15 maanden werd uitgebreid. Dit kwam neer op een werkelijke vermindering van 26 %.

Luidens het verslag van de Commissie voor de Kredieten van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, was die maatregel gewettigd door het vooruitzicht op goede oogsten in talrijke delen van de wereld en door de wens, dat de fondsen van het E. R. P. niet zouden worden aangewend door de landen-schuldenaars van de Verenigde Staten om hun schulden te delgen. Men heeft er eveneens een poging kunnen in zien om een versterking van de Europese economische samenwerking tot stand te brengen, toen de kwestie van de opnemng van Duitsland aan de orde was. Uit die stemming van de Kamer zouden moeilijke onderhandelingen met de vertegenwoordigers van de Administratie voortvloeien, terwijl de Senaat krachtadig stelling nam ten voordele van de handhaving der oorspronkelijke kredieten. Gelukkig, kwam het eindcompromis, dat vooraf werd opgemaakt door een gemengde Commissie van het Congres, op 19 Juni tot stand : het bedrag van de voor het E. R. P. bestemde kredieten blijft voor het eerste dienstjaar vastgesteld op 5.055 miljoen dollar en de duur van de periode, die door deze kredieten zal bestreken worden, blijft vastgesteld op 15 maanden. De President wordt echter gemachtigd die kredieten in 12 maanden uit te geven, indien hij het nodig acht.

Zo is de voornaamste hinderpaal voor de onmiddellijke toepassing van het plan uit de weg geruimd, ten minste voor het eerste dienstjaar, want men mag aannemen, dat op het ogenblik van de jaarlijkse hernieuwing der kredieten, gelijkaardige moeilijkheden zullen oprijzen in de loop van de eerstkomende drie jaren.

De Wet op de Economische Samenwerking van 1948 (Economic Cooperation Act — E. C. A.) zet op uitvoerige wijze de voorwaarden uiteen, waarin het omvangrijke hulpverleningsprogramma van de Verenigde Staten aan Europa zal worden beheerd en toegepast.

Er valt op te merken, dat de Wet op de Economische Samenwerking van 1948 slechts de eerste maar de belangrijkste van de vier wetten (of « Titels ») uitmaakt, die vervat zijn in de globale wet, bekend onder de naam « Wet tot Hulpverlening aan het Buitenland » van 1948.

De tweede is de « Wet tot hulpverlening aan het Internationaal Fonds voor Hulp aan de Kinderen » van 1948 (I. E. C. F.), waarbij bijkredieten tot een bedrag van 60 miljoen dollar aan het I. E. C. F. worden toegekend.

De derde wet is de « Wet tot hulpverlening aan Griekenland en Turkije » van 1948, waarbij nieuwe kredieten worden toegestaan tot een bedrag van 275 miljoen dollar voor de voortzetting van de militaire hulp aan die twee landen.

(1) La Documentation française, n° 938.

(1) La Documentation française, n° 938.

Et la quatrième est la « Loi d'Aide à la Chine » de 1948, autorisant des crédits de 463 millions de dollars pour l'aide à ce pays (1).

Le total des crédits autorisés par la « Loi d'Aide à l'Etranger » de 1948 était de 6.098 millions de dollars, dont 5.300 étaient prévus pour les 12 premiers mois de l'application de l'E. R. P. à partir du 1^{er} avril 1948. Nous avons vu plus haut comment ce montant de 5.300 millions avait été ramené à 5.055 millions.

Nous allons ci-après analyser succinctement cette loi qui comporte 25 articles numérotés de 101 à 125.

Principes et buts de la loi.

Il est d'abord rappelé quels sont les principes et les buts de la loi, et l'article 102 dit notamment : « Le Congrès estime que la situation actuelle de l'Europe met en danger l'établissement d'une paix durable, le bien-être général et l'intérêt national des Etats-Unis, ainsi que la possibilité d'atteindre les objectifs des Nations-Unies; le rétablissement ou le maintien dans les pays européens des principes de liberté individuelle, des libres institutions ou d'une véritable indépendance reposent en grande partie sur l'établissement de conditions économiques saines, de relations internationales stables et sûres, la réalisation dans les pays européens d'une économie prospère, indépendante de toute aide extérieure de caractère exceptionnel. »

Pays participants.

Les pays participants sont ceux qui ont signé le rapport de la Commission de Coopération Economique Européenne, le 22 septembre 1947, à Paris, et tout autre pays, y compris les dépendances placées sous son administration, situé entièrement ou partiellement en Europe, pourvu qu'il adhère à un programme commun de relèvement européen.

Organes d'administration.

A la tête de l'administration chargée d'appliquer la loi se trouve « l'Administrateur » qui est nommé par le Président, après avis et avec le consentement du Sénat. Il reçoit une rémunération de 20.000 dollars par an, a rang de Ministre et est responsable devant le Président.

On sait que cette fonction a été confiée par le Président des Etats-Unis à M. Paul Hoffman, qui a renoncé à la présidence de la Studebaker Corporation pour prendre la direction de l'E. C. A.

(1) Institut des Relations Internationales. Chronique de politique étrangère, vol. 1, n° 3.

En de vierde wet is de « Wet tot hulpverlening aan China » van 1948, waarbij kredieten worden toegestaan tot een bedrag van 463 miljoen dollar voor de hulp aan die landen (1).

Het totaal van de door de « Wet tot hulpverlening aan het buitenland » van 1948 toegestane kredieten bedroeg 6.098 miljoen dollar, waarvan 5.300 miljoen dollar voorzien waren voor de eerste 12 maanden van de toepassing van de E. R. P., van 1 April 1948 af. Wij hebben hoger gezien hoe dit bedrag van 5.300 miljoen werd vermindert tot 5.055 miljoen.

Hieronder geven wij de beknopte ontleding van die wet die 25 artikelen bevat, genummerd van 101 tot 125.

Grondbeginselen en doeleinden van de wet.

Er wordt vooreerst herinnerd aan de grondbeginselen en de doeleinden van de wet. Artikel 102 zegt inzonderheid : « Het Congres is van oordeel dat de huidige toestand van Europa het tot stand komen van een blijvende vrede, het algemeen welzijn en het nationaal belang van de Verenigde Staten in gevaar brengt; het herstel of het behoud in de Europese landen van de grondbeginselen van de individuele vrijheid, van de vrije instellingen of van een werkelijke onafhankelijkheid berusten groten-deels op het verwezenlijken van gezonde economische voorwaarden, van duurzame en stevige internationale betrekkingen, op de verwezenlijking in de Europese landen van een voorspoedige economie, onafhankelijk van elke buitengewone buitenlandse hulp ».

Deelnemende landen.

De deelnemende landen zijn de landen die op 22 September 1947 te Parijs het verslag hebben ondertekend van de Commissie voor Europese Economische Samenwerking, en elk ander land, met inbegrip van de onder zijn bestuur geplaatste gebieden, dat geheel of gedeeltelijk in Europa is gelegen, op voorwaarde dat het toetreedt tot een gemeenschappelijk program van Europees herstel.

Bestuursorganen.

Aan het hoofd van het bestuur dat belast is met de toepassing van de wet, staat de « Beheerder » die benoemd wordt door de President, op advies en met toestemming van de Senaat. Hij ontvangt een bezoldiging van 20.000 dollar per jaar, heeft de rang van Minister en is verantwoordelijk tegenover de President.

Men weet, dat dit ambt door de President van de Verenigde Staten werd toevertrouwd aan de heer Paul Hoffman, die afstand heeft gedaan van het voorzitterschap van de Studebaker Corporation om de leiding te nemen van de E. C. A.

(1) Institut des Relations Internationales. Chronique de politique étrangère, deel 1, n° 3.

Les fonctions de l'Administrateur sont particulièrement importantes, car elles le placent sur le même pied que M. Marshall lui-même, puisque la loi lui confère le rang de Ministre et stipule que les différends éventuels entre eux seront soumis à l'arbitrage du Président devant lequel l'Administrateur est directement responsable.

En effet, l'article 105 précise que, chaque fois que le Secrétaire d'Etat estime qu'un acte, un projet ou le défaut d'agir de l'Administrateur n'est pas conforme aux objectifs de la politique étrangère des Etats-Unis, il se concertera avec l'Administrateur, et si les divergences de vues ne sont pas conciliées, la question sera soumise à la décision finale du Président. Mais il en sera de même chaque fois que l'Administrateur estime qu'un acte, un projet ou le défaut d'agir du Secrétaire d'Etat dans l'accomplissement de ses fonctions n'est pas conforme aux buts et aux dispositions de la loi.

A côté de l'Administrateur se trouve un Administrateur-adjoint, nommé dans les mêmes conditions. Il a pour mission d'assister et de remplacer en cas de besoin l'Administrateur.

Ce poste a été confié à M. Howard Bruce.

La tâche de l'Administrateur est d'examiner et d'apprécier les besoins d'assistance des pays participants; d'établir les programmes d'assistance des Etats-Unis; de veiller à leur exécution et de mettre éventuellement fin à l'octroi de l'aide.

Dans sa mission, l'Administrateur est assisté de deux organes consultatifs :

le Conseil Consultatif national, qui coordonne la politique financière et monétaire suivie par les Etats-Unis vis-à-vis de l'étranger et qui comprend le Secrétaire au Trésor comme président, le Secrétaire au Commerce, le Président du Conseil d'Administration du Federal Reserve System, le Président du Conseil d'Administration de l'Export-Import Bank, et aussi longtemps que l'Administration de Coopération Economique continuera à exister, l'Administrateur de la Coopération Economique;

le Bureau de Consultation Publique, qui est présidé par l'Administrateur et composé de 12 membres, nommés par le Président, sur l'avis et avec le consentement du Sénat, parmi les citoyens non-fonctionnaires des Etats-Unis, ayant une expérience étendue et variée des questions concernant l'intérêt public.

En Europe, l'Administrateur a un représentant spécial, nommé par le Président après avis et avec le consentement du Sénat, et qui a rang d'ambassadeur. Il est chargé de coordonner l'activité des diverses missions spéciales de l'E. C. A. établies dans les capitales des pays participants. Il est aussi le principal représentant du gouvernement des Etats-Unis auprès de l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

Cet envoyé spécial est aujourd'hui l'Ambassadeur Ave-

De functies van de Beheerder zijn bijzonder belangrijk, want zij plaatsen hem op gelijke voet met de heer Marshall zelf, vermits de wet hem de rang verleent van Minister en bepaalt dat de gebeurlijke geschillen tussen hen zullen worden onderworpen aan de scheidsrechtelijke uitspraak van de President, tegenover wie de Beheerder rechtstreeks verantwoordelijk is.

Artikel 105 bepaalt, inderdaad, nader dat, telkens de Staatssecretaris oordeelt dat een daad, een ontwerp of het in-gebreke-blijven van de Beheerder niet in overeenstemming is met de doeleinden van de buitenlandse politiek van de Verenigde Staten, hij overleg zal plegen met de Beheerder en dat, indien de meningsverschillen niet worden bijgelegd, de kwestie aan de eindbeslissing van de President zal worden onderworpen. Dit is ook het geval telkens de Beheerder van oordeel is, dat een daad, een ontwerp of het in-gebreke-blijven van de Staatssecretaris in de vervulling van zijn ambt niet in overeenstemming is met het doel en de bepalingen van de wet.

Naast de Beheerder staat de Adjunct-Beheerder die onder dezelfde voorwaarden wordt benoemd. Hij heeft tot taak de Beheerder bij te staan en hem te vervangen wanneer dit noodzakelijk is.

Die post werd toevertrouwd aan de heer Howard Bruce.

De Beheerder heeft tot taak de behoeften aan bijstand van de deelnemende landen te onderzoeken en te beoordelen; de bijstandprogramma's van de Verenigde Staten op te maken; te waken voor hun uitvoering en, eventueel, een einde te maken aan de hulpverlening.

Bij de vervulling van zijn opdracht, wordt de beheerder bijgestaan door twee organen van advies :

de Nationale Raad van Advies, die de financiële en monetaire politiek van de Verenigde Staten tegenover het buitenland samenordent; die Raad omvat, als voorzitter, de Secretaris van de Schatkist, de Secretaris van Handel, de Voorzitter van de Raad van Beheer van het Federal Reserve System, de Voorzitter van de Raad van Beheer van de Export-Import Bank, en zolang het Bestuur van de Economische Samenwerking blijft bestaan, de Beheerder van de Economische Samenwerking;

het Openbaar Bureau van Advies, dat wordt voorgezeten door de Beheerder en samengesteld is uit 12 leden die, op advies en met toestemming van de Senaat, door de President worden benoemd onder de burgers van de Verenigde Staten die geen ambtenaar zijn en een uitgebreide en rijke ondervinding hebben van de kwesties betreffende het openbaar belang.

De Beheerder heeft in Europa een bijzonder vertegenwoordiger die, op advies en met de toestemming van de Senaat, door de President wordt benoemd en die de rang heeft van gezant. Hij is belast met de samenordering van de werkzaamheden van de verschillende speciale zendingen die gevestigd zijn in de hoofdsteden van de deelnemende landen. Hij is tevens de voornaamste vertegenwoordiger van de Regering van de Verenigde Staten bij de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking.

Die bijzondere zaakgelastigde is thans Gezant Ave-

rell Harriman, ancien Secrétaire au Commerce, et qui fut également ambassadeur en U. R. S. S. et en Grande-Bretagne.

Avant d'avoir une carrière publique, M. Averell Harriman, personnage influent des milieux financiers américains, était à la tête de l'Union Pacific Railroad Co.

Nature de l'aide et méthodes d'application.

L'aide à l'Europe peut se présenter, soit sous forme de marchandises de toute provenance, y compris celles faisant partie des stocks du gouvernement, soit par la prestation de services tels que fabrication, mise en entrepôts, transports, réparation de tous articles, soit par la fourniture d'informations et d'aide technique.

L'administrateur veillera à ce que 50 % du tonnage brut des marchandises acquises aux Etats-Unis soient transportés sur des bateaux battant pavillon américain.

L'Administrateur devra utiliser au maximum les canaux commerciaux privés.

Cette aide sera accordée, ou bien à titre de subventions gratuites, ou bien moyennant paiement, soit au comptant, soit à crédit; ce paiement pourrait d'ailleurs consister en un transfert aux Etats-Unis par le pays débiteur de matières premières qui sont nécessaires aux Etats-Unis en raison d'une insuffisance actuelle ou virtuelle de leurs propres ressources.

Pour déterminer si l'aide doit être accordée à un pays à titre de dons ou contre paiement et pour fixer éventuellement les conditions et les modalités de ce paiement, l'Administrateur tiendra compte de la nature et du but de l'aide accordée ainsi que des possibilités de remboursement du pays en cause.

Lorsque l'assistance revêtira la forme d'une ouverture de crédit, l'administrateur allouera des fonds à l'Export-Import Bank, qui accordera ces crédits aux conditions spécifiées par l'Administrateur.

Protection de l'économie intérieure.

Lors de l'acquisition aux Etats-Unis des marchandises nécessaires à l'Europe, l'Administrateur veillera à réduire au minimum l'épuisement des ressources des Etats-Unis et les répercussions fâcheuses que cela pourrait avoir sur l'économie intérieure; il évitera également de compromettre la satisfaction des besoins vitaux du peuple des Etats-Unis.

C'est ainsi que :

l'acquisition du pétrole et dérivés du pétrole sera, dans toute la mesure du possible, effectuée auprès des sources pétrolières situées en dehors des Etats-Unis; de plus, en fournissant les marchandises, l'Administrateur tiendra compte de cette pénurie mondiale actuelle de pétrole et s'efforcera de fournir à l'Europe du matériel consommant

rell Harriman, gewezen Secretaris van Handel, die tevens gezant is geweest in de U. R. S. S. en in Groot-Brittannië.

Vóór hij een openbaar ambt bekleedde, stond de heer Averell Harriman, invloedrijk persoon in de Amerikaanse financiële kringen, aan het hoofd van de Union Pacific Railroad Co.

Aard van de hulp en toepassingsmethodes.

De hulp aan Europa kan zich voordoen, hetzij onder de vorm van goederen van elke herkomst, met inbegrip van die welke deel uitmaken van de voorraden van de Regering, hetzij door het leveren van diensten zoals de fabricage, het opslaan, het vervoer en het herstellen van alle artikelen, hetzij door het verstrekken van inlichtingen en van technische hulp.

De Beheerder zal er voor waken, dat 50 t. h. van de bruto tonnemaat van de in de Verenigde Staten aangekochte goederen vervoerd wordt op schepen die varen onder Amerikaanse vlag.

De Beheerder moet een maximum gebruik maken van de private handelkanalen.

Die hulp wordt verleend, ofwel als kosteloze bijstand, ofwel tegen betaling, hetzij contant, hetzij op krediet; die betaling zou overigens kunnen bestaan in een overbrenging naar de Verenigde Staten door het debiteur-land van grondstoffen waaraan de Verenigde Staten behoefte hebben wegens de huidige of de virtuele ontoereikendheid van hun eigen hulpbronnen.

Om te bepalen of de hulp aan een land moet verleend worden als gift of tegen betaling, en om eventueel de voorwaarden en modaliteiten van die betaling vast te stellen, zal de Beheerder rekening houden met de aard en het doel van de verleende hulp, alsmede met de mogelijkheden tot terugbetaling door het betrokken land.

Wanneer de bijstand de vorm aanneemt van een kredietopening, zal de Beheerder fondsen toewijzen aan de Export-Import Bank, die kredieten zal verlenen onder de door de Beheerder bepaalde voorwaarden.

Bescherming van de binnenlandse economie.

Bij de aankoop in de Verenigde Staten van de goederen die Europa nodig heeft, zal de Beheerder er voor waken de uitputting van de hulpbronnen der Verenigde Staten en de gebeurlijke noodlottige terugslag daarvan op de binnenlandse economie tot op een minimum terug te brengen; hij zal eveneens vermijden de bevrediging van de levensbehoeften van de bevolking van de Verenigde Staten in gevaar te brengen.

Aldus zal :

de aankoop van petroleum en van derivaten en bijproducten van petroleum, voor zover het mogelijk is, gebeuren bij petroleumbronnen gelegen buiten de Verenigde Staten; bovendien zal de Beheerder, bij de levering van de goederen, rekening houden met de huidige wereldschaarste aan petroleum en zal hij zich inspannen om aan Europa mate-

d'autres carburants ou faisant appel à d'autres sources d'énergie;

afin d'assurer le maintien des approvisionnements intérieurs de céréales et la conservation aux Etats-Unis d'aliments dérivés pour le bétail, nécessaires au maintien de l'économie agricole des Etats-Unis, les quantités de blé et de farine qui doivent être transférées sous forme de subventions gratuites seront déterminées de telle sorte que la farine représentera au moins 25 %, de la quantité totale de blé qui sera livrée;

L'Administrateur ne pourra acquérir de produits agricoles dans un pays participant pour les livrer à un autre pays participant que pour autant qu'une telle acquisition n'entraîne pas l'existence d'un excédent fâcheux aux Etats-Unis, qui pourrait porter sérieusement atteinte aux intérêts des producteurs américains.

Engagements bilatéraux et multilatéraux.

Le Secrétaire d'Etat, après consultation de l'Administrateur, est autorisé à conclure, soit avec chacun des pays participants pris isolément, soit avec un certain nombre d'entre eux agissant ensemble, soit avec une organisation les représentant, tous accords en vue de l'exécution de la loi. L'octroi de l'aide résulte des engagements multilatéraux des pays participants, qui ont convenu de tout mettre en œuvre pour réaliser un programme commun de relèvement basé sur leurs propres efforts.

Mais en outre, chaque pays devra s'engager envers les Etats-Unis à respecter certaines clauses qui feront partie intégrante de tous les accords bilatéraux et qui sont d'ailleurs toutes reproduites dans l'accord bilatéral conclu entre la Belgique et les Etats-Unis, soumis aujourd'hui à l'approbation du Parlement.

Ces engagements sont les suivants :

encourager la production industrielle et agricole et développer plus particulièrement la production du charbon, de l'acier, des moyens de transport et des denrées alimentaires;

prendre les mesures financières et monétaires nécessaires pour stabiliser la monnaie;

faciliter le développement des échanges de marchandises et de services avec les autres pays;

faciliter le transfert aux Etats-Unis des matières premières ou produits dont ils pourraient avoir besoin;

placer à un compte spécial en monnaie du pays la contre-valeur du montant des subventions gratuites et n'en disposer qu'avec l'accord de l'Administrateur, par exemple, pour assurer la stabilité monétaire et financière intérieure, stimuler la production, prospecter et mettre en valeur de nouvelles sources de richesses;

publier et transmettre aux Etats-Unis des rapports sur l'utilisation des fonds, marchandises et services.

rieel te leveren dat andere brandstoffen verbruikt of andere energiebronnen vereist.

Ten einde het instandhouden te verzekeren van de binnenlandse graanvoorraden en het behoud voor de Verenigde Staten van veevoeder, die noodzakelijk zijn voor het behoud van de landbouweconomie van de Verenigde Staten, zullen de hoeveelheden graan en meel die onder vorm van kosteloze hulp zullen worden verzonden, zodanig vastgesteld worden dat het meel ten minste 25 t. h. vertegenwoordigt van de totale hoeveelheid graan die zal worden geleverd.

De Beheerder mag slechts landbouwproducten aankopen in een deelnemend land om deze aan een ander deelnemend land te leveren, voor zover die aankoop voor de Verenigde Staten geen nadelig overschot medebrengt, dat de belangen van de Amerikaanse producenten ernstig zou kunnen schaden.

Bilaterale en multilaterale verbintenissen.

Na overleg met de Beheerder, is de Staatssecretaris gemachtigd, hetzij met elk van de deelnemende landen afzonderlijk, hetzij met een bepaalde groep er van die samen optreden, hetzij met een organisatie die hen vertegenwoordigt, alle overeenkomsten te sluiten met het oog op de uitvoering van de wet. De hulpverlening vloeit voort uit de multilaterale verbintenissen van de deelnemende landen die overeengekomen zijn alles in het werk te stellen om een gemeenschappelijk herstelprogramma, steunend op hun eigen inspanningen, te verwezenlijken.

Bovendien moet elk land tegenover de Verenigde Staten de verbintenis aangaan sommige clausules na te leven, die integrerend deel zullen uitmaken van al de bilaterale akkoorden en die overigens alle opgenomen zijn in het tussen België en de Verenigde Staten gesloten bilateraal akkoord, dat thans aan het Parlement ter goedkeuring wordt onderworpen.

Die verbintenissen zijn de volgende :

de nijverheids- en landbouwproductie aanmoedigen en, meer in 't bijzonder, de productie van steenkool, staal, vervoermiddelen en voedingsmiddelen uitbreiden;

alle financiële en monetaire maatregelen nemen die noodzakelijk zijn voor de stabilisatie van de munt;

de ontwikkeling vergemakkelijken van het verkeer van goederen en diensten met de andere landen;

de overbrenging naar de Verenigde Staten vergemakkelijken van grondstoffen of producten waaraan deze behoefte zouden kunnen hebben;

de tegenwaarde van het bedrag van de kosteloze bijstand storten op een speciale rekening in valuta van het land en er slechts over beschikken met instemming van de Beheerder, bij voorbeeld om de binnenlandse monetaire en financiële stabilisatie te verzekeren, om de productie aan te moedigen, om nieuwe bronnen van rijkdom op te sporen en te exploiteren;

verslagen over de benutting van de fondsen, de goederen en de diensten publiceren en aan de Verenigde Staten overmaken.

De même, les pays participants devront accepter de négocier :

a) la mise à la disposition des Etats-Unis d'une part raisonnable des matières premières, dont ils pourraient avoir besoin par suite d'une insuffisance actuelle ou virtuelle de leurs propres richesses et cela à des prix et dans des conditions également raisonnables;

b) une protection convenable du droit d'accès de toute personne ou société américaine à la mise en valeur de ces matières premières sur une base d'égalité avec les nationaux des pays intéressés;

c) un programme d'augmentation de la production de ces matières premières et la cession aux Etats-Unis d'un pourcentage de cette augmentation.

Cessation de l'aide.

L'Administrateur mettra fin à l'octroi de l'aide si le pays en cause ne respecte pas l'accord conclu ou s'il emploie à d'autres fins l'assistance qui lui est donnée par les Etats-Unis; il pourra agir de même si, en raison des changements de situation, l'aide fournie n'est plus compatible avec l'intérêt national des Etats-Unis.

Autres dispositions.

Le Président fera rapport au Congrès au moins une fois par trimestre, et une Commission mixte du Congrès, composée de 10 membres, surveillera l'application du programme d'aide à l'Europe.

II. — LA CONVENTION DE COOPERATION ECONOMIQUE EUROPEENNE.

Le 15 mars 1948, se réunissait à Paris la deuxième conférence du Comité de Coopération Economique Européenne, afin de déterminer les formes de la coopération projetée dans le rapport général établi à l'issue de la première Conférence des Seize, le 22 septembre 1947, et de créer l'Organisation qui s'avérait nécessaire.

Ces travaux aboutirent le 16 avril à la Convention de Coopération Economique Européenne, soumise aujourd'hui à l'approbation du Parlement.

Comme le dit très bien l'exposé des motifs, cette Convention apparaît comme « répondant, d'une part, au souci des Nations européennes de revaloriser, en commun, leur patrimoine économique et de se libérer, à l'avenir, de toute aide exceptionnelle, et comme rejoignant, d'autre part, la préoccupation du gouvernement américain de limiter son aide aux besoins auxquels l'économie européenne ne peut pourvoir et de disposer, à cet effet, d'une organisation sus-

Evenzo, moeten de deelnemende landen aanvaarden te onderhandelen :

a) over het ter beschikking stellen van de Verenigde Staten van een redelijk deel van de grondstoffen waaraan deze behoefte zouden kunnen hebben ingevolge de huidige of virtuele ontoereikendheid van hun eigen bronnen van rijkdom, en dit eveneens tegen redelijke prijzen en voorwaarden;

b) over een behoorlijke bescherming van het recht van toegang van elke Amerikaanse persoon of vennootschap tot de exploitatie van die grondstoffen op een grondslag van gelijkheid met de onderhorigen van de betrokken landen;

c) over een program tot verhoging van de productie van die grondstoffen en over de afstand aan de Verenigde Staten van een percentage van die verhoging.

Stopzetting van de hulp.

De Beheerder zal een einde maken aan de hulpverlening indien het betrokken land de gesloten overeenkomst niet eerbiedigt of indien het de hulp die het door de Verenigde Staten wordt verleend, gebruikt voor andere doeleinden; hij kan eveneens aldus handelen indien, wegens de verandering van de toestand, de verstrekte hulp niet meer verenigbaar is met het nationaal belang der Verenigde Staten.

Andere bepalingen.

De President brengt, ten minste éénmaal om de drie maanden, verslag uit aan het Congres en een Gemengde Commissie van het Congres, bestaande uit 10 leden, oefent toezicht uit op de toepassing van het hulpprogram aan Europa.

II. — OVEREENKOMST VOOR EUROPESE ECONOMISCHE SAMENWERKING.

Op 15 Maart 1948 vergaderde te Parijs de tweede conferentie van het Comité voor Europese Economische Samenwerking ten einde de vormen van samenwerking, die werden vastgelegd in het verslag opgemaakt na de werkzaamheden van de eerste Conferentie der XVI van 22 September 1947, uit te werken en de Organisatie op te richten die noodzakelijk bleek.

Die werkzaamheden leidden op 16 April tot de Overeenkomst voor Europese Economische Samenwerking, die vandaag aan de goedkeuring van het Parlement wordt voorgelegd.

Zoals in de memorie van toelichting terecht wordt gezegd, blijkt die Overeenkomst « te beantwoorden, enerzijds aan de zorg der Europese Naties om gezamenlijk hun economisch bezit te revaloriseren en zich in de toekomst vrij te maken van elke buitengewone bijstand, en, anderzijds, aan de wens der Amerikaanse Regering, haar hulp te beperken tot de behoeften waarin de Europese Economie niet kan voorzien, en te dien einde te beschik-

ceptible d'assurer une utilisation rationnelle de son assistance ».

Il ne paraît pas utile à votre rapporteur d'analyser et de commenter le préambule et les premiers articles (de 1 à 9) de cette Convention, car ils se comprennent aisément à la simple lecture, et ne demandent donc aucune explication; d'ailleurs, l'exposé des motifs les résume déjà parfaitement.

Les articles suivants (de 10 à 23) décrivent la forme de la nouvelle Organisation permanente ainsi que les fonctions et les pouvoirs de ses organes.

Ces organes sont :

1) le Conseil, composé des Ministres des Affaires Etrangères de tous les Etats membres et duquel émanent toutes les décisions. Le Conseil désigne chaque année parmi ses membres un président et un vice-président;

2) le Comité Exécutif, composé de 7 membres désignés chaque année par le Conseil.

Tout membre de l'Organisation qui n'est pas représenté au Comité Exécutif peut prendre part à toutes les discussions et décisions du Comité qui affectent en particulier ses intérêts;

3) le Secrétariat Général, dont le siège est à Paris, composé d'un Secrétaire Général et de deux adjoints, nommés par le Conseil et travaillant sous son autorité.

Le Secrétaire Général participe aux travaux du Conseil et du Comité Exécutif avec voix consultative. Il a sous ses ordres le personnel administratif de l'Organisation et une annexe à la Convention précise ses attributions;

4) le Conseil peut créer tout comité technique ou autre organe nécessaire au bon fonctionnement de l'Organisation. Ces organismes subsidiaires placés sous l'autorité du Conseil sont composés de Membres intéressés aux problèmes à étudier.

Les Etats désignés pour un an en qualité de membres du Comité Exécutif sont la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Suède, la Suisse, la Turquie et les Pays-Bas.

M. Spaak, Premier Ministre et Ministre des Affaires Etrangères de Belgique, a été élu président du Conseil de l'Organisation; le délégué britannique, Sir Edmond Hall-Patch, a été désigné comme président du Comité Exécutif; d'autre part, un Français, M. Robert Marjolin, a été nommé Secrétaire Général.

L'article 14 précise qu'à moins que l'organisation n'en décide autrement pour des cas spéciaux, les décisions sont prises par accord mutuel de tous les membres. Dès lors qu'un membre déclare ne pas être intéressé à une question, son abstention ne fait pas obstacle aux décisions qui sont obligatoires pour les autres membres.

Il y a dans cet article une intéressante tentative de concilier l'intérêt général du groupe avec le respect de la

ken over een organisatie van aard om een rationele benutting van haar bijstand te verzekeren ».

Het lijkt uw verslaggever overbodig de inleiding en de eerste artikelen (1 tot 9) van die Overeenkomst te ontleiden en toe te lichten; zij zijn gemakkelijk te begrijpen bij eenvoudige lezing en vergen dus geen enkele uitlegging; zij werden, overigens, op uitstekende wijze samengevat in de memorie van toelichting.

De volgende artikelen (10 tot 23) beschrijven de vorm van de nieuwe bestendige organisatie, alsmede de werkzaamheden en de bevoegdheden van haar organen.

Die organen zijn :

1) De Raad, samengesteld uit de Ministers van Buitenlandse Zaken van al de Staten die lid zijn, en waaraan alle beslissingen hun rechtskracht ontleenen. De Raad wijst, ieder jaar, onder zijn leden een voorzitter en een vice-voorzitter aan.

2) Het Uitvoerend Comité bestaat uit 7 leden die jaarlijks door de Raad worden aangewezen.

Elk lid van de Organisatie, dat niet in het Uitvoerend Comité vertegenwoordigd is, mag deelnemen aan alle besprekingen en beslissingen van het Comité die in 't bijzonder op zijn belangen betrekking hebben.

3) Het Secretariaat-Generaal, met zetel te Parijs, is samengesteld uit een Secretaris-Generaal en twee adjuncten, die benoemd worden door de Raad en onder zijn toezicht werken.

De Secretaris-Generaal neemt met adviserende stem deel aan de werkzaamheden van de Raad en van het Uitvoerend Comité. Hij voert gezag over het bestuurspersoneel van de Organisatie en een Bijlage van dit Verdrag bepaalt zijn bevoegdheden in het bijzonder.

4) De Raad kan die technische commissies of andere lichamen instellen, die vereist zijn voor de goede werking van de Organisatie. Dergelijke organen staan onder het gezag van de Raad en zijn samengesteld uit Leden die betrokken zijn bij de vraagstukken, die dienen bestudeerd.

De voor één jaar als lid van het Comité aangeduide Staten zijn: Frankrijk, Groot-Brittannië, Italië, Zweden, Zwitserland, Turkije en Nederland.

De heer Spaak, Eerste-Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, werd tot Voorzitter van de Raad van de Organisatie gekozen; de Britse afgevaardigde, Sir Edmond Hall-Patch, werd als voorzitter van het Uitvoerend Comité aangeduid; anderzijds, is een Fransman, de heer Robert Marjolin, tot Secretaris-Generaal benoemd.

Het artikel 14 bepaalt in het bijzonder dat, tenzij de Organisatie voor bijzondere gevallen anders overeenkomt, geen beslissingen genomen worden, dan met het goedvinden van alle Leden. Niettemin staat de onthouding van stemming door een Lid, dat verklaart geen belang te hebben bij een aan de orde gesteld onderwerp, het nemen van een beslissing terzake niet in de weg, welke beslissing de andere Leden zal binden.

In dit artikel wordt een ernstige poging gedaan om het algemeen belang van de groep te verzoenen met de eer-

souveraineté des pays participants. Toutefois, il est regrettable qu'aucune décision ne puisse être prise que moyennant l'adhésion de tous les membres, et le correctif qu'apporte l'article 14 en précisant que lorsqu'une question n'intéresse pas un membre, son abstention ne fait pas obstacle aux décisions qui sont obligatoires pour les autres membres, ne nous apparaît pas suffisant pour permettre à l'Organisation de réaliser quelque chose de vraiment constructif dans l'œuvre de Coopération Economique qui exigera le plus souvent des sacrifices individuels pour le plus grand bien de l'ensemble.

L'article 25 laisse la porte de l'Organisation ouverte à tous les pays européens qui ont refusé jusqu'à présent d'y adhérer.

D'autre part, selon les articles 26 et 27, tout membre qui n'exécuterait pas ses obligations pourrait, après mise en demeure, être exclu de l'Organisation. Les membres pourront se retirer volontairement moyennant préavis d'un an.

La Convention est suivie de deux protocoles additionnels. Le premier accorde à l'Organisation la personnalité juridique, les privilèges et immunités nécessaires à son bon fonctionnement, et le second précise le régime financier de l'Organisation, notamment en ce qui concerne l'établissement du budget, son financement et la vérification des comptes.

Les dépenses de l'Organisation sont couvertes par les contributions des membres, selon un barème établi par le Conseil.

Nous ne pouvons pas cacher que la lecture de cette Convention a quelque chose d'assez décevant, car les engagements que prennent les pays contractants — et dès lors la Belgique — sont très généraux et ne comprennent pas de stipulations bien précises immédiatement et concrètement applicables : ils est possible que la nature même de la matière, sa variété et son infinie complexité s'y opposent et qu'une Convention comme celle-ci ne doit être qu'un cadre dans lequel se développeront les contacts, les recherches, les études et les négociations, qui aboutiront à la négociation pratique des nombreux problèmes qui se posent pour assurer la Coopération Economique Européenne.

Le journal français *Le Monde* du 17 avril 1947 disait à ce sujet : « C'est aux gouvernements, aux grandes organisations économiques, à l'opinion de faire le nécessaire pour que ce cadre soit rempli, comme il doit l'être dans l'intérêt de tous. »

Et pourtant, cette Convention est un document essentiel, car le relèvement de l'Europe repose en premier lieu sur la collaboration des pays européens entre eux et aussi parce que, ne l'oublions jamais, c'est la condition préalable mise par les Etats-Unis à l'octroi de l'aide généreuse qu'ils veulent bien nous apporter. Souhaitons, dès lors, que l'esprit qui présidera aux travaux de l'Organisation

biediging van de soevereiniteit van de deelnemende landen. Het is, evenwel, te betreuren dat geen beslissing kan worden genomen dan met de instemming van al de leden en het correctief, in artikel 14 vastgelegd, dat nader bepaalt dat, wanneer een lid geen belang stelt in een bepaalde kwestie, zijn onthouding de beslissingen, die bindend zijn voor de andere leden, niet in de weg staat, lijkt ons niet voldoende om aan de Organisatie toe te laten iets werkelijk constructiefs tot stand te brengen op het gebied van de Economische Samenwerking, die zeer dikwijls individuele opofferingen zal vergen tot groter welzijn van de groep in zijn geheel.

Artikel 25 laat de deur van de Organisatie open voor al de Europese landen die tot nog toe geweigerd hebben toe te treden.

Artikelen 26 en 27 voorzien, anderzijds, dat elk lid dat zijn verplichtingen niet zou vervullen, na aanmaning, uit de Organisatie kan worden uitgesloten. De leden kunnen zich vrijwillig terugtrekken mits opzegging van één jaar.

De Overeenkomst wordt gevolgd door twee aanvullende protocollen. Het eerste kent aan de Organisatie de rechts-persoonlijkheid, de voorrechten en immuniteten toe die vereist zijn voor haar goede werking, en het tweede omschrijft nader het financieel regime van de Organisatie, inzonderheid wat het opmaken van haar begroting, haar financiering en het nazien van de rekeningen betreft.

De uitgave van de Organisatie worden gedekt door de bijdragen van de leden, volgens een door de Raad opgestelde berekeningstabel.

Wij kunnen ons niet verhelen dat de lezing van die Overeenkomst enige ontgoocheling verwekt, want de verbintenissen die de contracterende landen — en derhalve België — aangaan zijn zeer algemeen en omvatten geen wel bepaalde beschikkingen, die onmiddellijk en concreet van toepassing zijn : het is mogelijk dat de aard zelf van de stof, de verscheidenheid en de oneindige ingewikkeldheid er van zich daartegen verzetten en dat een dergelijke Overeenkomst slechts een kader moet zijn, waarin de contacten, de opzoekingen, de studiën en de onderhandelingen zich zullen ontwikkelen, die zullen leiden tot de praktische behandeling van de talrijke vraagstukken die oprijzen bij het tot stand brengen van de Europese Economische Samenwerking.

Het Franse blad « *Le Monde* », van 17 April 1947, schreef dienaangaande : « De regeringen, de grote economische organisaties, de publieke opinie moeten het nodige doen opdat dit kader zou gevuld worden zoals het hoort, in aller belang. »

Nochtans, is die Overeenkomst een essentieel stuk, want de wederopleving van Europa berust in de eerste plaats op de samenwerking van de Europese landen onderling, en eveneens omdat het — laten wij het nooit vergeten — de eerste voorwaarde is die door de Verenigde Staten werd gesteld voor het toekennen van de edelmoe-dige hulp die zij ons wel willen brengen. Laten wij, der-

fera de cette Convention, comme nous le promet l'exposé des motifs, « la charte fondamentale dont sortira demain le redressement d'abord et l'essor ensuite de l'économie européenne », mieux encore selon les paroles de Monsieur Bidault « le premier stade de la formation de l'Europe ».

III. — L'ACCORD DE COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

Pour obtenir l'aide américaine, la Belgique, comme nous venons de le voir, se devait, conformément à l'article 115 b, de l'Economic Cooperation Act of 1948, d'adhérer d'abord à l'engagement multilatéral des pays participants, de tout mettre en œuvre pour réaliser un programme commun de relèvement basé sur leurs propres efforts et leur coopération mutuelle, et de conclure ensuite un accord bilatéral avec les Etats-Unis.

Le présent accord répond à la deuxième condition mise par les Etats-Unis à l'aide américaine : il reprend toutes les dispositions précisées dans la Loi de Coopération Economique de 1948, que nous avons mentionnées plus haut, et qui sont considérées par les Etats-Unis comme un minimum d'obligations que les pays européens doivent prendre à leur égard.

Les négociations belgo-américaines ont commencé seulement lorsque étaient déjà terminées celles qui avaient été menées par d'autres pays, ce qui a constitué pour nous un avantage et un inconvénient. Un avantage, celui de profiter des négociations des autres pays, et plus particulièrement de celles poursuivies par la Grande-Bretagne et la France. Un inconvénient, celui de voir les Etats-Unis se refuser à toute nouvelle modification du texte même de l'accord, qui est donc identique à celui des accords anglo- et franco-américains.

C'est dans l'annexe : « Notes Interprétatives », que les aménagements et les précisions que nous demandions ont été consignés, ce qui donne une très grande valeur à cette annexe qui fait partie intégrante de la Convention.

Nous allons analyser maintenant certains articles de la Convention, qui ont retenu plus particulièrement l'attention de la Commission et nous nous efforcerons de répondre aux questions qui ont été posées et aux objections qui ont été formulées.

Préambule.

Le préambule ne fait que rappeler les grands principes qui se trouvent à la base de la coopération économique et du relèvement européen, et constate que la Belgique a signé le 16 avril à Paris la Convention de Coopération Economique Européenne et déclare adhérer aux buts et aux prin-

halve, hopen dat de geest die de werkzaamheden van de Organisatie zal beheeren die Overeenkomst — zoals in de Memorie van toelichting wordt beloofd — zal doen uitgroeien tot « het handvest waaruit eerst in de toekomst het herstel en daarna de bloei der Europese economie zullen voortvloeien » of nog beter, volgens de woorden van de heer Bidault, tot « het eerste stadium van de vorming van Europa ».

III. — AKKOORD TOT ECONOMISCHE SAMENWERKING TUSSEN HET KONINKRIJK BELGIË EN DE VERENIGDE STATEN VAN AMERIKA.

Zoals wij zo pas hebben gezien, moest België, overeenkomstig artikel 115 b) van de Economic Cooperation Act of 1948, vooreerst toetreden tot de multilaterale verbintenis der deelnemende landen; alles in het werk stellen om een gemeenschappelijk herstelprogramma te verwezenlijken gegrond op hun eigen krachtsinspanning en onderlingen samenwerking, en daarna met de Verenigde Staten een tweezijdig akkoord sluiten.

Deze overeenkomst beantwoordt aan de tweede vereiste die door de Verenigde Staten voor de Amerikaanse hulp wordt gesteld : zij neemt al de bepalingen over die in de wet van 1948 betreffende de Economische Samenwerking nader worden omschreven en die wij hoger hebben aangehaald, bepalingen die door de Verenigde Staten worden beschouwd als een minimum van verplichtingen die de Europese landen te hunnen opzichte moeten aangaan.

De Belgisch-Amerikaanse onderhandelingen hebben slechts een aanvang genomen toen die met de andere landen reeds waren beëindigd, wat voor ons een voordeel en een bezwaar oplevert. Als voordeel, nut te trekken uit de onderhandelingen van de andere landen, en meer in 't bijzonder diegene gevoerd door Groot-Brittannië en Frankrijk. Als bezwaar, dat de Verenigde Staten weigerachtig stonden tegenover elke nieuwe wijziging van de tekst van het akkoord zelf, hetwelk dus volkomen overeenstemt met het Brits-Amerikaans en met het Frans-Amerikaans akkoord.

In de bijlage getiteld : « Verklarende Nota's », komen de aanpassingen en bijzondere toelichtingen voor die door ons werden gevraagd, hetgeen een zeer grote waarde geeft aan die bijlage, welke een onafscheidbaar deel uitmaakt van de Overeenkomst.

Wij zullen hierna sommige artikelen ontleiden van de Overeenkomst, die meer bijzonder de aandacht van de Commissie hebben in beslag genomen, en wij zullen trachten de gestelde vragen en de naar voren gebrachte bezwaren te beantwoorden.

Inleiding.

In de inleiding wordt slechts herinnerd aan de grote beginselen die ten grondslag liggen aan de economische samenwerking en aan het herstel van Europa, en wordt vastgesteld, dat België, op 16 April, te Parijs de Overeenkomst voor Europese Economische Samenwerking heeft

cipes de la loi américaine de Coopération Economique de 1948.

ARTICLE I.

La disposition essentielle de cet article I, par. 1, est que le gouvernement des Etats-Unis mettra à la disposition du gouvernement de la Belgique *telle aide qui pourrait être demandée par ce dernier*. Ainsi, il ne peut être question que notre marché intérieur soit submergé de produits américains, au grand dam de notre production indigène. Les produits américains qui entreront en Belgique seront ceux, et ceux-là seuls, qui auront été déterminés par nous. Des importations de produits finis américains pourraient être faites ou permises par le gouvernement belge pour faciliter notre politique des prix et faire baisser le prix de certains produits qui seraient encore anormalement trop élevés sur notre marché intérieur. Mais il nous est loisible de ne pas acheter et même de ne pas accepter les marchandises américaines qui nous seraient offertes à titre de dons.

Ceux qui ne voient dans le Plan Marshall que la possibilité pour les Etats-Unis de placer en Europe leurs stocks, leurs « fonds de magasin », ou de « vieux rossignols », ferment volontairement les yeux sur cette clause particulièrement importante de l'accord.

D'ailleurs, les plans d'aide et de répartition sont actuellement élaborés à Paris par l'Organisation de Coopération Economique Européenne et sont essentiellement basés sur les demandes de chacun des pays intéressés; les Etats-Unis s'efforceront de les satisfaire dans toute la mesure du possible et dans le cadre de la loi américaine.

Quant à la seconde partie de cet Article I, par. 1, qui parle de la Loi de Coopération Economique de 1948 ainsi que des lois qui l'amendent ou la complètent et de celles qui portent ouverture des crédits, il doit être entendu, comme le dit d'ailleurs la Note Interprétative n° 1, que la seule loi américaine à laquelle la Belgique donne son adhésion est le Titre I de la Public Law 472, 80^e Congrès, c'est-à-dire la Loi de Coopération Economique de 1948. Le présent accord n'implique donc pas l'adhésion d'office de la Belgique aux amendements qui pourraient être apportés à cette loi, et à des lois complémentaires ou aux lois prévoyant les voies et moyens.

Pour préciser l'aide qu'il se propose de nous apporter, le gouvernement des Etats-Unis devait évidemment faire état dans cet article premier, non seulement de la loi initiale, mais également des lois postérieures qui pourraient être votées par le Congrès américain, puisqu'il est limité dans son action tant par les lois présentes que par celles à venir.

ARTICLE II.

L'article II, par. 1, litt. a) 2, prévoit la vérification de l'emploi de ces ressources au moyen d'un système de contrôle efficace approuvé par l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

ondertekend en verklaard heeft toe te treden tot de doeleinden en de beginselen van de Amerikaanse Wet op de Economische Samenwerking van 1948.

ARTIKEL I.

De hoofdbepaling van par. 1 van artikel I luidt, dat de Regering der Verenigde Staten aan de Regering van België *de hulp zal verlenen die door deze laatste zou aangevraagd zijn*. Aldus kan er geen sprake van zijn, dat onze inlandse markt door Amerikaanse producten zou worden overstroomd, tot groot nadeel van onze inlandse productie. De Amerikaanse producten die in België zullen aankomen, zullen die zijn, en die alleen, die door ons zullen zijn bepaald. Invoer van Amerikaanse fabrikaten zou door de Belgische Regering kunnen worden verzekerd of toegestaan om onze prijzenpolitiek te vergemakkelijken en de prijs te doen dalen van sommige producten die nog een abnormaal hoog bedrag op onze inlandse markt zouden bereiken. Maar het staat ons vrij niet te kopen en zelfs de Amerikaanse waren te weigeren die ons bij wijze van giften zouden worden aangeboden.

Zij die in het Marshallplan slechts de mogelijkheid zien voor de Verenigde Staten om in Europa hun voorraden, hun « magazijnoverschotten » of oude rommel af te zetten, sluiten vrijwillig de ogen voor die bijzonder belangrijke clausule van het akkoord.

Overigens worden de hulp- en verdelingsplannen thans te Parijs opgemaakt door de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, en zij steunen hoofdzakelijk op de aanvragen van elk betrokken land; de Verenigde Staten zullen trachten ze zo volledig mogelijk en binnen het bestek van de Amerikaanse wet te bevredigen.

Wat het tweede deel van dit Artikel I, par. 1, betreft, waarin gewag wordt gemaakt van de Wet op de Economische Samenwerking van 1948 *alsmede van de wetten die ze wijzigen of aanvullen en van de wetten tot kredietopening*, moet worden verstaan, zoals trouwens gezegd in de Verklarende Nota n° 1, dat de enige Amerikaanse wet waartoe België zijn toetreding betuigt Titel I is van de Public Law 472, 80^e Congres, namelijk de Wet op de Economische Samenwerking van 1948. Dit akkoord sluit dus niet in het ambtshalve toetreden van België tot de wijzigingen die aan die wet zouden kunnen worden aangebracht en tot aanvullende wetten of tot wetten waarin de middelen zouden worden voorzien.

Om de hulp nader te bepalen die zij voorneemt ons te verlenen, moest de Regering der Verenigde Staten natuurlijk gewag maken, in dit artikel I, niet alleen van de oorspronkelijke wet, maar ook van de wetten die later door het Congres zouden kunnen worden goedgekeurd, aangezien zijn werking wordt beperkt, niet alleen door de bestaande maar ook door de toekomstige wetten.

ARTIKEL II.

Artikel II, par. 1, litt. a) 2, voorziet het toezicht op en het nagaan van het gebruik van deze hulp door middel van een doeltreffend controlestelsel, goedgekeurd door de Europese Organisatie voor Economische Samenwerking.

C'est là un engagement assez important que nous prenons, mais il ne place nullement notre pays sous le contrôle économique ou sous l'obédience des Etats-Unis, puisque cet alinéa précise que le système de vérification employé doit être approuvé par l'Organisation Européenne de Coopération Economique; si la Belgique n'accepte pas le système de contrôle proposé, il lui sera loisible de ne pas l'approuver au sein de l'Organisation et, par le fait même, cette mesure ne lui sera pas applicable. La Note Interprétative n° 2 précise d'ailleurs la nature de cette vérification.

Il est évidemment conforme à notre intérêt national que l'emploi de ces ressources soit contrôlé, mais c'est à notre gouvernement qu'il appartiendra d'accepter ou de refuser tel ou tel système de vérification.

Le par. 1, litt. a) 3, qui prévoit l'identification des avoirs et revenus provenant de ces avoirs appartenant à des citoyens belges et qui se trouvent aux Etats-Unis, ne nous oblige à prendre aucune nouvelle mesure qui n'ait été déjà prise en son temps par le gouvernement belge.

Quant à l'affectation de ces avoirs à des usages appropriés à l'exécution du programme de relèvement européen, la Note Interprétative n° 3 précise bien que c'est notre gouvernement qui fixera cette appropriation, et cette clause de l'accord ajoute d'ailleurs qu'il ne découle nullement pour nous une obligation de procéder à la liquidation de ces avoirs.

Enfin, au par. 1, litt. c), notons la Note Interprétative n° 4, qui dit que l'obligation d'équilibrer le budget n'exclut pas des déficits pendant une courte période, mais signifie seulement une politique budgétaire impliquant à longue échéance l'équilibre du budget. Nous sommes donc, avec cette seule réserve qui est d'ailleurs parfaitement saine, toujours maîtres de notre politique budgétaire et financière.

ARTICLE III.

Cette clause de garanties correspond au désir des Etats-Unis d'encourager les capitaux privés américains à apporter eux aussi leur contribution au relèvement européen. Nous ne pouvons donc que nous en réjouir. Mais nous ne sommes pas obligés d'accepter ces investissements étrangers, puisqu'il est bien déterminé que les deux gouvernements se consulteront sur les projets que des ressortissants des Etats-Unis envisagent de réaliser en Belgique.

Cette clause ne constitue nullement une garantie de rentabilité des capitaux investis, ni de notre part, ni de celle des Etats-Unis. C'est simplement une assurance à ceux qui auront investi des dollars en Belgique que, si les voies normales de transfert se révélaient insuffisantes, ils pourront recevoir en dollars les bénéfices ou revenus normaux de ces investissements, et éventuellement, le prix de cessions de ceux-ci au Gouvernement ou à des

Dit is een nogal belangrijke verbintenis die wij aangaan, maar zij plaatst België volstrekt niet onder de economische controle of onder het gezag van de Verenigde Staten, vermits die alinea nader bepaalt dat het gebruikte controlestelsel moet worden goedgekeurd door de Europese Organisatie voor Economische Samenwerking; indien België het voorgestelde controlestelsel niet aanvaardt, staat het ons land vrij dit stelsel in de schoot van de Organisatie niet goed te keuren, en daardoor zal de maatregel niet op ons land van toepassing zijn. De verklarende nota n° 2 bepaalt, overigens, nader de aard van die controle.

Het is natuurlijk in overeenstemming met het belang van ons land dat het gebruik van die hulpbronnen aan controle wordt onderworpen, maar het is de taak van onze Regering dit of dat controlestelsel te aanvaarden of te verwerpen.

Paragraaf 1, litt. a), 3, die de identificatie voorziet van de vermogens en de daaruit voortvloeiende inkomsten die toebehoren aan Belgische onderhorigen en gelegen zijn in de Verenigde Staten, verplicht ons niet enige nieuwe maatregel nemen die niet reeds vroeger door de Belgische Regering werd genomen.

Wat de aanwending betreft van die activa voor doeleinden passend bij de uitvoering van het Europees herstelprogramma, bepaalt de Verklarende Nota n° 3 nader, dat het onze Regering is die die aanwending moet vaststellen en die clause van het akkoord voegt er aan toe dat daaruit voor ons generlei verplichting voortvloeit over te gaan tot de vereffening van die activa.

In verband met paragraaf 1, litt. c), vestigen wij ten slotte de aandacht op de Verklarende Nota n° 4 die zegt, dat de verplichting om de begroting in evenwicht te brengen een tekort gedurende een korte periode niet uitsluit, maar slechts doelt op een begrotingspolitiek die op lange termijn het begrotingsevenwicht moet verwezenlijken. Onder dit enkel voorbehoud, dat overigens volkomen gezond is, blijven wij dus steeds meester van onze budgetaire en financiële politiek.

ARTIKEL III.

Die waarborgclause beantwoordt aan het verlangen van de Verenigde Staten om het private Amerikaanse kapitaal aan te moedigen ook bij te dragen tot het Europees herstel. Wij kunnen er ons dus slechts over verheugen. Maar wij zijn niet verplicht die buitenlandse beleggingen te aanvaarden, vermits duidelijk bepaald wordt dat de twee Regeringen elkaar zullen raadplegen over de ontwerpen die onderhorigen van de Verenigde Staten in België denken te verwezenlijken.

Die clause is geenszins een waarborg van rentabiliteit van de belegde kapitalen, noch van onze kant, noch van de kant van de Verenigde Staten. Zij geeft eenvoudig de verzekering aan hen die dollars in België zouden belegd hebben dat, indien de normale wegen van overdracht onvoldoende zouden blijken, zij de normale winsten of inkomsten van beleggingen in dollars zullen kunnen ontvangen of, eventueel, de prijs

intérêts privés belges. Dans le cas où les disponibilités belges en dollars ne permettraient pas d'accorder les fonds nécessaires au transfert, le gouvernement américain peut se substituer à notre Institut du Change et remettre aux propriétaires américains d'investissements en Belgique la contrevaletur en dollars des sommes en francs belges qu'ils détiennent chez nous. Très logiquement, le gouvernement américain se fera alors transférer, en échange de dollars déboursés par lui, la propriété de ces sommes. Le par. 2 de l'Article III engagé simplement le gouvernement belge à reconnaître la légitimité de pareil transfert de propriété.

ARTICLE IV.

Cet article envisage l'utilisation des francs belges mis à la disposition du gouvernement belge en contrevaletur de l'aide qui nous est accordée par le gouvernement des Etats-Unis à titre de dons. En effet, si le gouvernement belge reçoit un don des Etats-Unis, il revendra ces marchandises, si ce sont des marchandises, à des particuliers belges, et le prix de vente lui restera acquis; il devra alors, conformément aux dispositions de l'article IV, verser ce montant à un compte spécial dont il ne pourra disposer qu'avec l'accord de l'Administrateur et dans le cadre de ce qui est prévu au par. 6 de cet article, soit pour stimuler l'activité de la production et des échanges internationaux, la recherche et le développement en Belgique de nouvelles sources de richesses ainsi que le maintien de la stabilité monétaire et financière intérieure.

Nous rappelons ici ce que nous disions dans le commentaire de l'article I : il est loisible au gouvernement belge d'accepter ou de refuser ces dons, les producteurs belges ne doivent donc avoir aucune inquiétude à ce sujet.

Le par. 2, litt. a), de cet article déclare que le gouvernement belge s'engage à transférer à ce compte spécial les soldes nets de toute charge, des dépôts effectués par le gouvernement belge à la suite de l'échange de notes entre les deux gouvernements en date du 30 avril 1948.

Cet échange de notes est celui par lequel le gouvernement belge a signifié au gouvernement des Etats-Unis son adhésion aux buts et principes de la Loi de Coopération Economique de 1948, formalité qui devait être accomplie avant que toute aide à titre intérimaire puisse être reçue pour le trimestre avril-mai-juin 1948. A la suite de cet échange de notes, il a été alloué à la Belgique une aide d'un montant total de 20 millions de dollars, dont 17 millions sous la forme de prêts et 3 millions sous la forme de dons.

L'alinéa ci-dessus prévoit que la contrevaletur en francs belges de ces dons sera versée au même compte spécial que la contrevaletur des dons qui seront reçus ultérieure-

van de overdracht daarvan aan de Regering of aan private Belgische belangen. In geval de Belgische beschikbare gelden in dollars niet zouden toelaten de voor de overdracht vereiste fondsen toe te staan, kan de Amerikaanse Regering in de plaats treden van ons Wisselinstituut en aan de Amerikaanse eigenaars van beleggingen in België de tegenwaarde in dollars overhandigen van de bedragen in Belgische franken die zij bij ons bezitten. Het is volstrekt logisch, dat de Amerikaanse Regering zich dan, in ruil van de door haar voorgeschooten dollars, de eigendom van die sommen doet overdragen. Paragraaf 2 van artikel III verplicht eenvoudig de Belgische Regering de wetmatigheid van dergelijke eigendomsoverdracht te erkennen.

ARTIKEL IV.

Dit artikel voorziet de aanwending van de Belgische franken, die ter beschikking van de Belgische Regering werden gesteld als tegenwaarde van de hulp die ons door de Regering van de Verenigde Staten wordt geboden bij wijze van giften. Inderdaad, indien de Belgische Regering een gift van de Verenigde Staten ontvangt, verkoopt zij die koopwaren aan Belgische particulieren en de verkoopprijs komt haar toe; zij moet dan, overeenkomstig de beschikkingen van artikel IV, dit bedrag storten op een bijzondere rekening waarover zij alleen mag beschikken mits toestemming van de Beheerder en in het kader van hetgeen voorzien is in par. 6 van dit artikel, om de activiteit van de productie en van de internationale handel, het opsporen en ontwikkelen in België van nieuwe bronnen van rijkdom, alsmede de handhaving van de binnenlandse monetaire en financiële stabiliteit aan te moedigen.

Wij herinneren, in dit verband, aan hetgeen wij zegden in de commentaar op artikel I : het staat de Belgische Regering vrij die giften te aanvaarden of te weigeren. De Belgische producenten moeten zich, derhalve, dienaangaande hoegenaamd niet ongerust maken.

In par. 2, litt a), van dit artikel wordt verklaard, dat de Belgische Regering de verbintenis aangaat op die bijzondere rekening de onbezwaarde saldi van de deposito's te storten, die door de Belgische Regering werden gedaan ingevolge de uitwisseling van nota's tussen beide Regeringen op 30 April 1948.

Die uitwisseling van nota's is diegene waarbij de Belgische Regering aan de regering van de Verenigde Staten haar toetreding heeft betekend tot de doeleinden en beginselen van de Wet op de Economische Samenwerking van 1948, formaliteit die moest voltrokken zijn vóór aler iedere tussentijdse hulp voor het kwartaal April-Mei-Juni 1948 kon ontvangen worden. Ingevolge die uitwisseling van nota's, werd aan België hulp verleend voor een globaal bedrag van 20 miljoen dollar, waarvan 17 miljoen onder de vorm van leningen en 3 miljoen onder de vorm van giften.

Bovenvermelde alinea voorziet, dat de tegenwaarde in Belgische franken van die giften gestort wordt op dezelfde bijzondere rekening als de tegenwaarde van de giften

ment en vertu de l'application régulière de l'E.R.P. En fait, jusqu'à présent, la Belgique n'a encore utilisé aucune des sommes prévues pour l'aide provisoire pendant le deuxième trimestre de 1948 parce que les conditions des emprunts ne sont pas encore fixées. Il est prévu que cette aide pourra être reportée sur un trimestre suivant lorsque de part et d'autre on se sera mis d'accord sur son utilisation.

ARTICLE V.

L'engagement que prend le gouvernement belge de faciliter le transfert aux Etats-Unis d'Amérique en vue de la constitution de stocks ou à d'autres fins, de produits provenant de Belgique dont les Etats-Unis ont besoin par suite de l'insuffisance effective ou éventuelle de leurs propres ressources, est limité par les quatre garanties que voici :

- 1) ce seront des ventes et non des dons de notre part;
- 2) ces ventes seront l'objet de négociations entre les deux gouvernements, si cela s'avère nécessaire;
- 3) il sera tenu compte des besoins raisonnables de la Belgique en produits nécessaires à sa consommation intérieure et à son commerce d'exportation.
Et la Note interprétative n° 8 stipule que les besoins raisonnables de la Belgique en produits nécessaires à sa consommation intérieure couvrent également le maintien à un niveau raisonnable des stocks;
- 4) enfin, la Note Interprétative n° 9 précise qu'il sera tenu compte des limites des pouvoirs et de l'autorité des divers services du gouvernement de la Belgique, selon le système législatif en vigueur dans ce pays.

Le but de cette note est de sauvegarder les relations commerciales privées entre la Belgique et les Etats-Unis, tant que cette voie commerciale reste adéquate pour satisfaire les besoins des Etats-Unis. En conséquence, l'article V n'apporte aucune obligation de modifier quoi que ce soit et aucune mesure de contrainte ou de réquisition ne doit nécessairement être prise par notre Gouvernement pour satisfaire à cet engagement, puisqu'il est expressément déclaré qu'il sera tenu compte des limites des pouvoirs et de l'autorité des divers services du gouvernement et du système législatif en vigueur.

die later zullen ontvangen worden krachtens de regelmatige toepassing van het E. R. P. In feite, heeft België tot dusver, geen enkele van de voor de voorlopige hulpverlening tijdens het tweede kwartaal van 1948 voorziene sommen aangewend, omdat de voorwaarden van de leningen nog niet werden vastgesteld. Er wordt voorzien, dat die hulpverlening kan overgedragen worden op een volgend kwartaal, wanneer men het beiderzijds eens geworden is over de aanwending er van.

ARTIKEL V.

De verbintenis die de Belgische Regering aangaat, met het oog op het aanleggen van voorraden of voor andere doeleinden in de Verenigde Staten van Amerika, het vervoer naar dit land te vergemakkelijken van uit België afkomstige produkten waaraan de Verenigde Staten van Amerika behoefte zouden hebben ingevolge de daadwerkelijke of gebeurlijke ontoereikendheid van hun eigen hulpmiddelen, wordt door volgende waarborgen beperkt :

- 1) het moeten verkopen en niet giften van onzentwege zijn;
- 2) die verkopen maken het voorwerp uit van onderhandelingen tussen beide Regeringen, indien het nodig blijkt;
- 3) er wordt rekening gehouden met de redelijke behoeften van België aan producten nodig voor zijn binnenlands verbruik en voor zijn uitvoerhandel.
En de Verklarende Nota n° 8 duidt nader aan, dat rekening zal gehouden worden met de grenzen van de bevoegdheid en van het gezag van de verschillende diensten van de Regering van België, volgens het in dit land bestaande wetgevend stelsel.
- 4) de Verklarende Nota n° 9 verklaart nader, dat rekening zal worden gehouden met de beperkingen van de macht en de bevoegdheid van de verschillende diensten der Belgische Regering, volgens het in dit land bestaande wetgevend stelsel.

Die nota heeft ten doel de private handelsbetrekkingen tussen België en de Verenigde Staten te vrijwaren, zolang die handelsweg geschikt blijft om te voldoen aan de behoeften van de Verenigde Staten. Derhalve, brengt artikel V geen enkele verplichting mede om wat het ook zij te wijzigen en geen enkele dwang- of opeisingsmaatregel moet noodzakelijk door onze Regering worden genomen om die verbintenis na te komen vermits uitdrukkelijk verklaard wordt, dat rekening zal worden gehouden met de beperkingen van de bevoegdheid en het gezag van de verschillende diensten van de Regering en van het bestaande wetgevend stelsel.

ARTICLE VI.

Précisons bien que, pour l'entrée en Belgique des envois de secours prévus à l'alinéa 2, le gouvernement belge s'engage seulement à négocier les mesures qui seraient de nature à faciliter l'entrée de ces envois en Belgique de même que leur entrée en franchise de droits, et la Note Interprétative n° 10 stipule une nouvelle fois que chaque gouvernement se réserve pleine liberté de négociations à ce sujet.

ARTICLE VII.

L'article VII, par. II, litt. c), prévoit la communication par le gouvernement belge au gouvernement des Etats-Unis des informations concernant notre économie et toutes autres informations appropriées nécessaires pour compléter celles qui seront obtenues de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, et dont le gouvernement des Etats-Unis pourrait avoir besoin pour déterminer la nature et la portée des opérations réalisées en vertu de la Loi de Coopération Economique de 1948 et pour évaluer l'efficacité de l'aide fournie ou proposée en vertu du présent accord et, d'une manière générale, les progrès du programme commun de relèvement.

Les dangers que pourrait présenter un pareil engagement sont écartés par les deux garanties que voici :

1) le par. I dit bien que les deux gouvernements se consulteront au sujet de l'application de cette clause;

2) la Note Interprétative n° 11 déclare que le gouvernement belge n'aura pas à fournir des informations détaillées sur les projets peu importants ni des renseignements commerciaux ou techniques d'ordre confidentiel dont la divulgation pourrait porter atteinte à des intérêts commerciaux légitimes.

Ces deux garanties sont de nature à apaiser les craintes de ceux qui auraient pu voir dans cette clause la possibilité pour les Etats-Unis d'instaurer dans notre pays une sorte d'espionnage commercial grandement préjudiciable à nos intérêts.

ARTICLE IX.

Il est entendu, dans la Note Interprétative n° 12, que les Etats-Unis restreindront autant que possible le nombre des fonctionnaires membres de la Mission Spéciale pour lesquels les privilèges diplomatiques intégraux seraient demandés.

ARTIKEL VI.

Wij leggen er wel nadruk op dat de Belgische Regering, voor de invoer in België van de in alinea 2 voorziene hulpzendingen, alleen de verbintenis aangaat te onderhandelen over de maatregelen die van die aard zouden zijn dat zij de invoer van die zendingen in België, alsmede de tolvrije invoer er van, zouden vergemakkelijken en de Verklarende Nota n° 10 bepaalt eens te meer, dat iedere Regering zich dienaangaande volledige vrijheid van onderhandelen voorbehoudt.

ARTIKEL VII.

Artikel VII, par. II, litt. c) voorziet dat de Belgische Regering aan de Regering van de Verenigde Staten mededeling zal doen van de inlichtingen betreffende haar economie en van alle andere geschikte inlichtingen die nodig zijn ter aanvulling van die verschaft door de Europese Organisatie voor Economische Samenwerking en die de Regering van de Verenigde Staten van Amerika zou kunnen nodig hebben tot bepaling van de aard en de draagwijdte van de krachtens de Wet op de Economische Samenwerking van 1948 verwezenlijkte operaties tot beoordeling van de doelmatigheid der krachtens dit akkoord verschaft of overwogen hulp, en in 't algemeen van de vorderingen gemaakt door het gemeenschappelijk herstel-program.

De gevaren, waartoe een dergelijke verbintenis aanleiding zou kunnen geven, worden door onderstaande twee waarborgen ondervangen :

1) Paragraaf I bepaalt uitdrukkelijk, dat beide Regeringen met elkander overleg zullen plegen omtrent de uitvoering van bedoelde clausule;

2) De Verklarende Nota n° 11 bepaalt, dat de Belgische Regering geen onomstandige inlichtingen over weinig belangrijke plannen, noch vertrouwelijke commerciële of technische gegevens, waarvan de bekendmaking nadeel zou berokkenen aan wettige handelsbelangen, zal dienen te verstrekken.

Die twee waarborgen zijn van die aard, dat zij de vrees zullen wegnemen van hen, die in deze clausule de mogelijkheid voor de Verenigde Staten zouden kunnen gezien hebben, om in ons land een soort van commerciële bespieding in te richten, die aan onze belangen veel schade zou kunnen toebrengen.

ARTIKEL IX.

Het is bij de Verklarende Nota n° 12 verstaan, dat de Verenigde Staten het aantal van de tot de Speciale Zending behorende ambtenaren, voor wie de integrale diplomatische voorrechten zouden worden gevraagd, zoveel mogelijk zullen beperken.

Quant à la coopération que le gouvernement belge promet d'apporter à cette Mission Spéciale, notamment en mettant à sa disposition toutes informations et facilités nécessaires à l'observation et à la surveillance de l'exécution du présent accord, elle est de nouveau limitée par la Note Interprétative n° 11, que nous avons mentionnée ci-dessus, ainsi que par la Note Interprétative n° 12, qui dit que l'application dans les détails de l'article IX sera l'objet, si nécessaire, de conversations entre les deux gouvernements.

ARTICLE XI.

La Note Interprétative n° 14 déclare que l'inclusion dans le terme « Belgique » du Congo Belge ne porte pas préjudice aux relations juridiques existant entre le Royaume de Belgique et ses territoires.

De l'étude de ces articles, nous pouvons conclure que l'indépendance et l'autonomie politique et économique de la Belgique sont entièrement sauvegardées.

IV. — COMMENT FONCTIONNERA LE PLAN MARSHALL ?

De nombreuses questions ont été posées à ce sujet par des commissaires, qui n'ont malheureusement pas reçu de réponses précises. Nous n'en faisons aucun grief aux membres du gouvernement, qui ont été dans l'impossibilité de nous informer plus complètement pour la bonne raison que toutes les questions que soulève l'application du Plan Marshall sont encore l'objet de négociations tant à Washington qu'à Paris.

Quelle sera l'aide dont l'Europe et la Belgique en particulier vont pouvoir disposer pendant la première période des 12 à 15 prochains mois qui prend cours le 1^{er} avril 1948.

Le chiffre suivant a été cité pour l'Europe : 5.000 millions de dollars environ, soit 225 milliards de francs belges. C'est celui que nous avons indiqué plus haut dans ce rapport. Mais ce montant ne représente que le crédit autorisé et ne sera utilisé que dans la mesure des besoins de l'Europe et selon l'évolution des circonstances. Trimestriellement, l'Administrateur E. C. A. attribue, dans les limites de ce crédit global, la part revenant à chaque pays européen.

Quelle sera, dans le montant réservé à la Belgique, la proportion des dons et des prêts, quelles seront les conditions de ces prêts, intérêts et délai de remboursement ?

On ne sait rien de précis à ce propos.

Toutefois, à titre indicatif, l'aide qui nous a été attribuée le premier trimestre a été de 20 millions de dollars, se décomposait comme suit : 3 millions à titre de dons et 17 millions à titre de prêts.

L'administration E. C. A., comme nous l'avons dit en analysant l'Economic Cooperation Act, tient compte, pour

Wat de samenwerking betreft, die de Belgische Regering belooft aan bedoelde Speciale Zending toe te kennen, onder meer door het verstrekken van alle inlichtingen en faciliteiten nodig voor het nagaan van en het toezicht op de uitvoering van dit Akkoord, is zij weer beperkt door bovenvermelde Verklarende Nota n° 11, alsmede door Verklarende Nota n° 12, die bepaalt dat de omstandige toepassing van Artikel IX, indien nodig, het voorwerp van besprekingen tussen beide Regeringen zal uitmaken.

ARTIKEL XI.

De Verklarende Nota n° 14 zegt dat de opnemings van Belgisch-Congo in de benaming « België » geen afbreuk doet aan de juridische betrekkingen die tussen het Koninkrijk België en deze gebieden bestaan.

Uit de studie van deze artikelen kunnen wij besluiten, dat de onafhankelijkheid alsmede de politieke en economische zelfstandigheid van België volkomen zijn gewaarwaard.

IV. — HOE ZAL HET MARSHALLPLAN WERKEN ?

Talrijke vragen werden dienaangaande gesteld door leden van de Commissie, die jammer genoeg geen duidelijke antwoorden hebben ontvangen. Wij maken er de leden van de Regering geen verwijt van, die zich in de onmogelijkheid bevonden ons vollediger in te lichten, om de goede reden dat alle kwesties die bij de toepassing van het Marshallplan oprijzen nog het voorwerp uitmaken van onderhandelingen, zowel te Washington als te Parijs.

Welke zal de hulp zijn waarover Europa, en België in het bijzonder, zullen kunnen beschikken tijdens de eerste periode van de volgende 12 à 15 maanden, die ingaat op 1 April 1948 ?

Volgend cijfer werd voor Europa vermeld : ongeveer 5.000 miljoen dollar, hetzij 225 miljard Belgische frank. Dit cijfer hebben wij hoger in dit verslag vermeld. Dit bedrag maakt echter slechts het toegelaten krediet uit en zal slechts worden aangewend in de mate van de behoeften van Europa en volgens de ontwikkeling der omstandigheden. Ieder kwartaal, kent de Beheerder van de E. C. A., binnen de perken van dit globaal krediet, het aan ieder Europees land toekomende deel toe.

Welke is, in het aan België voorbehouden bedrag, de verhouding tussen de giften en de leningen en welke zijn de voorwaarden van die leningen, de interesten en de terugbetalingstermijn ?

Men weet niets bepaalds dienaangaande.

Nochtans, als aanwijzing, bedroeg de hulp die ons voor het eerste trimester werd toegekend 20 miljoen dollar, verdeeld als volgt : 3 miljoen dollar, als giften, en 17 miljoen dollar, als leningen.

Zoals wij bij de ontleding van de Economic Cooperation Act hebben verklaard, houdt het beheer van de E. C. A.,

déterminer si l'aide sera accordée sous forme de dons ou de prêts, de la nature des produits et aussi de la possibilité de remboursement du pays en cause.

Sont l'objet de subventions gratuites, les produits de base, les biens de consommations, et de prêts, les matières premières et les biens d'équipement. Toutefois, le second critère auquel doit se référer l'Administrateur nous paraît discutable. Nous comprenons fort bien que des dons s'indiquent davantage au profit des pays les plus malheureux de l'Europe, mais il nous paraît peu équitable que soient ainsi pénalisés les pays qui non seulement sont parvenus à réaliser seuls leur redressement, grâce à leur bon sens, leur courage et leur travail, mais qui encore se sont efforcés, dans toute la mesure du possible, à contribuer également au relèvement des autres pays européens, comme l'a fait la Belgique par l'octroi de crédits importants.

Les opérations commerciales auront-elles lieu de gouvernement à gouvernement ou bien entre particuliers ou sociétés privées, sous le contrôle des deux gouvernements ?

La loi américaine stipule à ce sujet dans sa section 112, littéra h, que l'Administrateur devra, dans toute la mesure du possible, utiliser les canaux du commerce privé. Ce principe, qui est à la base de la politique des Etats-Unis, sera vraisemblablement suivi chez nous.

Quant aux modalités, selon lesquelles se feront les importations dans le cadre du Plan Marshall, il n'est pas possible en ce moment de les fixer dans le détail avec une certaine précision, car aucune décision n'a encore été prise à ce sujet du côté belge. Toutefois, dans les grandes lignes, voilà comment se présenterait l'opération :

L'importateur belge désireux d'importer dans le cadre du Plan Marshall certains articles prévus aux programmes devra en faire la demande à l'administration belge de Coopération Economique, ou à un autre organisme qui sera désigné à cet effet. Il s'engagera non seulement à payer en francs belges la valeur de la marchandise spécifiée et à en prendre livraison, mais également à remettre tous les documents requis par les réglementations américaines en vue du remboursement par l'administration E. C. A. à Washington.

L'autorisation obtenue, l'importateur passera un contrat en bonne et due forme avec son fournisseur américain et versera le montant en francs belges de son achat au compte de l'administration belge à la Banque Nationale. De son côté, le fournisseur américain sera payé le plus souvent par la banque américaine qu'il aura choisie, après que celle-ci aura reçu une lettre de l'administration E. C. A. « letter of Commitment », lui assurant le remboursement de la somme due à son client.

Quel est le programme d'importations établi par la Belgique ? Les milieux privés industriels, commerçants,

om vast te stellen of de hulp zal worden toegekend onder de vorm van giften of van leningen, rekening met de aard van de producten, alsmede met de mogelijkheid van terugbetaling van het betreffende land.

Maken het voorwerp uit van kosteloze toelagen, de basisproducten en de verbruiksgoederen, en van leningen de grondstoffen en uitrustingsgoederen. Nochtans, schijnt het tweede criterium, waarop de Beheerder zich moet beroepen, ons betwistbaar toe. Wij begrijpen heel goed, dat de giften meer geschikt zijn ten bate van de ongelukkigste landen van Europa, maar het lijkt ons weinig billijk dat aldus de landen worden gestraft, die niet alleen er in geslaagd zijn, dank zij hun gezond verstand, hun moed en hun arbeid, hun wederopleving alleen te verwezenlijken, maar zich daarenboven ingespannen hebben om bij te dragen tot het herstel van andere landen, zoals België gedaan heeft door het toekennen van aanzienlijke kredieten.

Zullen de handelsverrichtingen geschieden van Regering tot Regering, ofwel tussen particulieren of private vennootschappen, onder de contrôle van beide Regeringen,

De Amerikaanse wet bedingt dienaangaande in sectie 112, litt. h), er van, dat de Beheerder, zoveel mogelijk, de private handelskanalen moet volgen. Dit beginsel, waarop de politiek van de Verenigde Staten berust, zal waarschijnlijk ten onzent worden gevolgd.

Wat de modaliteiten betreft, volgens welke de invoer in het kader van het Marshallplan zal geschieden, is het niet mogelijk ze thans in bijzonderheden met een zekere nauwkeurigheid vast te stellen, want nog geen enkele beslissing werd dienaangaande van Belgische zijde genomen. Grosso modo, echter, zou de operatie er uitzien als volgt :

De Belgische invoerder, die in het kader van het Marshallplan zekere in de programma's voorziene artikelen wil invoeren, moet een aanvraag daartoe richten tot het Belgisch bestuur voor Economische Samenwerking, of tot een ander organisme dat te dien einde zal worden aangeduid. Hij gaat de verplichting aan, niet alleen de waarde van de opgegeven koopwaar in Belgische franken te betalen en ze in ontvangst te nemen, maar eveneens alle bescheiden te overhandigen die door de Amerikaanse reglementen worden vereist met het oog op de terugbetaling door het bestuur van de E. C. A. te Washington.

Wordt de machtiging bekomen, dan sluit de invoerder met zijn Amerikaans leverancier een behoorlijk gesteld contract af en stort het bedrag in Belgische franken van zijn aankoop op de rekening van het Belgisch bestuur bij de Nationale Bank. Van zijn kant, wordt de Amerikaanse leverancier meestal betaald door de Amerikaanse bank die hij gekozen heeft, nadat deze van het bestuur van de E. C. A. een brief, « letter of Commitment » heeft ontvangen, waarbij de terugbetaling van de aan zijn klant verschuldigde som verzekerd wordt.

Welk is het invoerprogramma dat door België werd vastgesteld; werden de private nijverheids-, handels-, land-

agricoles et les syndicats ont-ils été consultés au préalable ?

Le Ministre a répondu que chaque pays a été appelé à établir un programme d'importations et que le nôtre a été élaboré par les différents départements ministériels intéressés : Agriculture, Rééquipement, Affaires Economiques... puis collationné et coordonné par le Département chargé de la Coopération Economique.

Les milieux privés compétents ont été préalablement consultés. Ce programme a été transmis à l'Organisation de Paris, qui l'étudie en ce moment. Si des modifications devaient y être apportées, le Gouvernement belge serait consulté. Ce programme sera ensuite transmis à l'administration américaine, qui jugera s'il lui est possible d'y répondre sans créer un état de pénurie aux Etats-Unis ou y provoquer une hausse inconsidérée des prix. Enfin, l'administration américaine répartira cette aide en dons ou en prêts.

Ce programme ne constitue de notre part qu'un état de prévisions qui pourra être complété par la suite et qui ne nous engage nullement à acheter aux Etats-Unis ou ailleurs tous les produits qui y sont mentionnés.

Plusieurs commissaires ont demandé que ce programme leur soit communiqué et qu'il soit mis également à la disposition des secteurs privés compétents pour qu'il soit possible de contrôler si les demandes exprimées par le gouvernement correspondaient bien à nos besoins.

Le Ministre a fait observer que ce document était volumineux, mais ces mêmes commissaires ont néanmoins insisté pour avoir connaissance au moins de l'essentiel de cette documentation.

Un commissaire a fait remarquer qu'à son avis les organisations professionnelles compétentes n'avaient pas été consultées, ou tout au moins ne l'avaient pas été suffisamment; en tout cas, semble-t-il, cette consultation n'a pas eu lieu au stade de la coordination.

Quelle sera la nature de l'aide américaine ? Sera-t-elle accordée sous la forme de marchandises, prestations et services qu'il faudra acquérir obligatoirement dans l'hémisphère occidental, c'est-à-dire les Etats-Unis, le Canada et l'Amérique latine, ou bien ces achats pourront-ils s'effectuer également en Europe au moyen de fonds mis à la disposition des pays acheteurs par l'administration E. C. A. ?

Le Ministre a répondu que ce point était l'objet principal des négociations actuelles; au début, l'aide américaine à l'Europe semblait devoir se réaliser par la fourniture de biens en provenance presque exclusive de l'hémisphère occidental et occasionnellement seulement d'un pays européen. Aujourd'hui, il semble au contraire qu'elle permettrait à l'Europe de se fournir en Europe et de ne se procurer marchandises, prestations et services dans l'hémisphère occidental que pour autant qu'ils ne puissent être trouvés sur le continent européen.

bouwkringen en de vakverenigingen vooraf geraadpleegd ?

De Minister antwoordde, dat ieder land verzocht werd een invoerprogram op te maken en dat het onze werd vastgesteld door de verschillende belanghebbende ministeriële departementen, Landbouw, Wederuitrusting, Economische Zaken... en daarna vergeleken en samengeordend door het met de Economische Samenwerking belaste Departement.

De bevoegde private kringen werden vooraf geraadpleegd. Dit program werd overgemaakt aan de Organisatie te Parijs, die het thans bestudeert. Mochten wijzigingen er aan te brengen vallen, dan zou de Belgische Regering geraadpleegd worden. Dit program zal daarna worden overgemaakt aan het Amerikaans bestuur, dat oordeelt of het mogelijk is gevolg er aan te geven zonder in de Verenigde Staten een staat van schaarste te verwekken of er een onbezonnen stijging der prijzen te doen ontstaan. Ten slotte, verdeelt het Amerikaans bestuur die hulp in giften of in leningen.

Wat ons betreft, is dit program slechts een staat met ramingen die achteraf kan worden aangevuld en waardoor wij geenszins verplicht worden al de goederen, die er op vermeld staan, in de Verenigde Staten of elders aan te kopen.

Verschillende leden hebben gevraagd dat dit programma hun zou worden medegedeeld en dat het tevens ter beschikking zou worden gesteld van de bevoegde private sectoren, opdat het mogelijk zou zijn te onderzoeken of het door de Regering gevraagde aan onze behoeften beantwoordt.

De Minister merkt op, dat dit stuk heel omvangrijk is, maar diezelfde leden hebben niettemin aangedrongen om ten minste inzage te krijgen van het essentiële van die documentatie.

Een heeft er de aandacht op gevestigd dat, naar zijn mening, de bevoegde beroepsverenigingen niet werden geraadpleegd, of ten minste in onvoldoende mate; in elk geval blijkt het wel, dat dit overleg niet gebeurde toen het vraagstuk nog in het stadium van de coördinatie verkeerde.

Welke zal de aard zijn van de Amerikaanse hulp ? Zal zij worden verleend onder de vorm van goederen, prestaties en diensten die verplicht moeten worden aangekocht of verworven op het westelijk halfmond, dit is in de Verenigde Staten, Canada en Latijns Amerika, of mogen die aankopen eveneens gebeuren in Europa door middel van de gelden die door het bestuur van de E.C.A. ter beschikking worden gesteld van de landen-aankopers ?

De Minister heeft geantwoord, dat dit punt thans het hoofdvoorwerp uitmaakt van de besprekingen; in het begin leek het, dat de Amerikaanse hulp aan Europa zou bestaan uit de levering van goederen die bijna uitsluitend herkomstig waren uit het westelijk halfmond en slechts bij gelegenheid uit een Europees land. Thans blijkt het, integendeel, dat die hulp aan Europa zou toelaten zich in Europa te voorzien en zich de goederen, prestaties en diensten aan te schaffen in het westelijk halfmond voor zover zij niet kunnen gevonden worden op het Europees vasteland.

Cette question est évidemment essentielle pour nous, et c'est pourquoi nous croyons bien faire en précisant une nouvelle fois ici quelle a toujours été la position de la Belgique en ce domaine.

Pour que l'aide américaine contribue efficacement au relèvement de l'Europe, il convient avant tout qu'elle permette de maintenir et de développer les courants commerciaux intereuropéens, de faire travailler les usines européennes et les ouvriers européens, tout en donnant la possibilité à l'Europe de s'approvisionner aux Etats-Unis en matières premières et produits indispensables que l'on ne trouve en abondance que dans la zone dollar.

A lire la loi américaine et le présent accord conclu entre la Belgique et les Etats-Unis, les achats de marchandises en dehors de l'hémisphère occidental semblent être l'exception, et la Convention bilatérale soumise à notre approbation ne les mentionne qu'incidemment, à l'article I, 3. Pourtant, il est bien évident qu'un programme de relèvement européen doit avoir essentiellement pour but de nous rendre plus indépendants de l'hémisphère occidental et, dès lors, d'intensifier les achats des pays européens en Europe.

Toutefois, nous ferons la réserve que voici : dès que l'Europe aura été en mesure de réparer les dommages causés par la guerre et d'assurer le remplacement et la modernisation de son outillage, les marchandises européennes doivent être à égalité de qualité et de prix avec celles que l'on peut se procurer dans l'hémisphère occidental.

Mais en ce qui concerne le prix, il faut tenir compte du délai de livraison et du prix « rendu » et non du « prix départ ». Le « prix départ » d'un produit belge livré à la France pourrait être supérieur à celui d'un même produit américain, mais le « prix rendu » du produit belge pourrait être inférieur en raison de moindres frais de transport.

Nous ne faisons nullement le reproche aux Etats-Unis d'avoir envisagé cette première formule d'aide à l'Europe plutôt qu'une autre, car si une critique devait être faite, elle devrait s'adresser aux pays européens. En effet, le Général Marshall, dans son discours du 5 juin, a demandé à l'Europe de lui faire part de ses propositions pour assurer son relèvement, mais les pays européens ne se sont malheureusement pas toujours entendus parce que leur situation respective est très différente. Nous pouvons même dire que la situation de la Belgique est toute particulière, du fait que notre pays est le seul pays ravagé par la guerre qui soit parvenu à se redresser, tandis que les autres nations qui nous entourent souffrent encore d'une production déficitaire qui est à la base de toutes leurs difficultés et aussi la principale cause des nôtres.

Leur production étant insuffisante, ils sont incapables de saturer leur marché intérieur, ce qui les rend davantage tributaires de l'étranger; il leur est impossible d'exporter.

Die kwestie is voor ons natuurlijk, van overwegend belang, en dit is de reden waarom wij goed menen te handelen door nogmaals nader te bepalen welke steeds de houding van België op dat gebied is geweest.

Opdat de Amerikaanse hulp daadwerkelijk zou bijdragen tot het herstel van Europa, moet zij het vóór alles mogelijk maken de inter-europese handelsbetrekkingen in stand te houden en te ontwikkelen, de Europese fabrieken en de Europese arbeiders aan 't werk te stellen, terwijl tevens aan Europa de mogelijkheid wordt geboden zich in de Verenigde Staten de onontbeerlijke grondstoffen en goederen aan te schaffen die men slechts in overvloed in de dollarzone vindt.

Bij het lezen van de Amerikaanse wet en dit tussen België en de Verenigde Staten gesloten akkoord, schijnen de aankopen van goederen buiten het westelijk halfrond een uitzondering uit te maken, en de tweezijdige aan onze goedkeuring voorgelegde overeenkomst vermeldt ze slechts in het voorbijgaan, onder artikel I, 3. Nochtans is het klaarblijkend, dat een program van Europees herstel in hoofdzaak ten doel moet hebben ons onafhankelijker te maken ten overstaan van het westelijk halfrond en dan ook aankopen van de Europese landen in Europa te versterken.

Wij zullen evenwel volgend voorbehoud maken : zoodra Europa in staat zal geweest zijn, de door de oorlog veroorzaakte schade te herstellen en het vervangen alsmede de modernisering van zijn materieel te verzekeren, moeten de Europese goederen in kwaliteit en in prijs gelijk staan met die, welke men zich in het westelijk halfrond kan aanschaffen.

Maar wat de prijs betreft, moet rekening gehouden worden met de leveringstermijn en de « prijs geleverd » en niet met de « prijs vertrek ». De « prijs vertrek » van een aan Frankrijk geleverd Belgisch product zou hoger kunnen zijn dan de « prijs vertrek » van eenzelfde Amerikaans product, maar de « prijs geleverd » van het Belgisch product zou lager kunnen zijn wegens de kleinere vervoerkosten.

Wij maken er de Verenigde Staten geenszins een verwijt van bedoelde eerste formule van hulpverlening aan Europa boven een andere in overweging genomen te hebben, want, indien er kritiek moet uitgebracht worden, zou zij tegen de Europese landen moeten gericht zijn. Generaal Marshall heeft, trouwens, in zijn redevoering van 5 Juni, Europa verzocht hem zijn voorstellen om zijn herstel te verzekeren, mede te delen, maar ongelukkig zijn de Europese landen het niet altijd eens geworden omdat de respectieve toestand er van zeer grondig verschilt. Wij kunnen zelfs zeggen, dat België in een gans bijzondere toestand verkeert door het feit dat onder de door de oorlog verwoeste landen, alleen ons land er in geslaagd is zich weer op te richten, terwijl de andere naties rondom ons, een tekort aan productie vertonen, dat ten grondslag ligt aan de moeilijkheden van deze landen en ook de voornaamste oorzaak is van onze moeilijkheden.

Wegens gebrek aan voortbrenging zijn zij niet in staat de binnenmarkt te verzadigen, wat ze nog meer afhankelijk maakt van het buitenland; zij verkeren in de onmo-

ter suffisamment pour compenser leurs importations. Cette situation, qu'accentue encore une politique souvent critiquable, dans le domaine de la monnaie, des prix et des salaires, les oblige à pratiquer une politique d'austérité banissant le superflu et accordant la préférence aux importations de matières premières et de biens d'équipement, dans l'espoir de renforcer leur appareil de production et d'être ainsi bientôt en mesure de répondre aux besoins de leur consommation intérieure, de réduire d'autant leurs importations et de pouvoir exporter suffisamment pour que les rentrées de devises contrebalancent les sorties. Ils ne peuvent entretemps payer des importations supplémentaires en or ou en dollars, car leurs réserves monétaires sont devenues insuffisantes. C'est pour cette raison que, désireuse de poursuivre ses exportations, la Belgique a été amenée à accorder aux pays qui l'entourent des crédits qui ont atteint un montant d'environ 14 milliards. Mais cette politique n'a pas été sans provoquer une expansion monétaire avec tous les effets pernicioeux que cela comporte sur les prix et les salaires.

Le Plan Marshall, même s'il se présentait sous la forme de livraisons de biens en provenance exclusive ou principale de l'hémisphère occidental, répond, dès lors, davantage aux intérêts de ces pays européens qu'aux nôtres, ou plutôt comporte moins d'inconvénients pour eux que pour nous.

En effet, ils vont pouvoir se procurer aux Etats-Unis, soit gratuitement, soit à crédit, les biens de consommation, marchandises, matières premières, machines, dont ils ont le plus grand besoin, ce qui va hâter leur redressement et constitue peut-être même la seule possibilité qui leur est donnée de la rendre possible.

Et pourtant, il nous paraît évident que tous les pays européens ont intérêt à ce que les achats qui doivent avoir lieu dans le cadre du Plan Marshall s'effectuent de préférence en Europe plutôt que dans l'hémisphère occidental. Quel que soit le déficit de leur production, ils ont toujours quelques marchandises à vendre, pour lesquelles ils sont en quête d'acheteurs. Si, faute de francs belges, la France, par exemple, devait acheter aux Etats-Unis l'acier qu'elle se procure aujourd'hui chez nous, la Belgique disposerait de ce fait de moins de francs français nécessaires à ses achats en vins, liqueurs, parfums et autres produits français. Si donc la Belgique devait être la première victime de ce détournement de courant commercial, la France en pâtirait également.

Pour la Belgique, ce qui est essentiel, c'est que l'aide américaine assure la convertibilité des monnaies européennes entre elles, car c'est la condition même du maintien et du développement de notre prospérité. Malheureusement, d'autres pays sont moins partisans que nous de cette convertibilité, car elle leur paraît devoir comporter pour eux certaines conséquences défavorables.

Notre marché étant saturé, nous sommes en mesure d'exporter suffisamment pour compenser nos importa-

gelijkheid genoeg uit te voeren, om uit- en invoer in evenwicht te houden. Door deze toestand, die nog versterkt wordt door een politiek, die dikwijls vatbaar is voor kritiek, op munt-, prijzen- en lonengebied, worden zij er toe genoopt een soberheidspolitiek toe te passen, welke het overtollige uitsluit en waarbij de voorkeur wordt gegeven aan de invoer van grondstoffen en van kapitaalgoederen, met de hoop hun productieapparaat te versterken en aldus weldra in staat te zijn te voldoen aan de behoeften van hun binnenlands verbruik, hun invoer in dezelfde mate te beperken en genoeg te kunnen uitvoeren opdat de inkomsten uit deviezen zouden opwegen tegen de uitvoer er van. Zij kunnen, intussen, de aanvullende invoer niet in goud of dollars betalen, want hun muntreserves zijn ontoereikend geworden. Het is om die reden dat België, daar het wenste verder te gaan met zijn uitvoer, er toe gebracht werd aan de omringende landen kredieten toe te staan die ongeveer het bedrag van 14 milliard hebben bereikt. Maar een dergelijke politiek kon niet worden gevoerd zonder een monetaire expansie te veroorzaken met al de noodlottige gevolgen die daaruit voortvloeien op het gebied van prijzen en lonen.

Zelfs indien het de vorm aannam van leveringen uitsluitend of hoofdzakelijk herkomstig van het westelijk half-rond, beantwoordt het Marshallplan, derhalve, veel meer aan de belangen van die Europese landen dan aan de onze, of liever het brengt voor hen minder bezwaren mede dan voor ons.

Zij zullen zich, inderdaad, in de Verenigde Staten, hetzij kosteloos, hetzij op krediet, de verbruiksgoederen, koopwaren, grondstoffen en machines kunnen aanschaffen waaraan zij het meest behoefte hebben, wat hun zal toelaten hun herstel te bespoedigen; het is misschien de enige mogelijkheid die hun geboden wordt om dit herstel te verwezenlijken.

En nochtans lijkt het ons duidelijk, dat al de Europese landen er belang bij hebben dat de aankopen, die binnen het kader van het Marshallplan moeten gedaan worden, in Europa gebeuren eerder dan in het westelijk half-rond. Welk ook het tekort van hun productie is, hebben zij toch wel altijd enkele goederen te verkopen waarvoor zij kopers zoeken. Indien, bij voorbeeld Frankrijk, bij gebrek aan Belgische franken, het staal dat het zich thans bij ons aanschafft, in de Verenigde Staten zou aankopen, dan zou België daardoor over minder Franse franken beschikken voor zijn aankopen van wijn, likeuren, parfums en andere Franse producten. Indien België dus het eerste slachtoffer zou worden van die afleiding van het handelsverkeer, dan zou toch ook Frankrijk er onder lijden.

Wat voor België van overwegend belang is, is dat de Amerikaanse hulp de omzetbaarheid verzekert van de Europese valuta's onder elkaar, want dit is de *conditio sine qua non* voor het behoud en de ontwikkeling van onze voorspoed. Ongelukkig zijn er andere landen die minder voorstander zijn dan wij van die omzetbaarheid, omdat zij oordelen dat deze voor hen sommige ongunstige gevolgen medebrengt. Onze markt is verzadigd, wij zijn in staat voldoende uit te voeren om onze invoer te com-

tions, mais nos difficultés proviennent du fait que nos courants d'importations et d'exportations n'empruntent pas les mêmes voies. Nous importons de pays dont les devises sont rares et les balances des comptes largement bénéficiaires, tels les Etats-Unis, vers lesquels nos exportations sont rendues très difficiles par suite de tarifs douaniers prohibitifs et d'obstacles administratifs. Nous exportons, par contre, vers des pays dont les monnaies sont inconvertibles et les balances des comptes en déficit. Nous disposons de livres sterling, de francs français et de florins, dont nous ne trouvons pas l'emploi parce qu'il nous est impossible, soit d'acheter suffisamment de biens sur les marchés anglais, français ou hollandais, soit de convertir ces devises européennes en dollars, ou même le plus souvent en d'autres devises européennes dont nous pourrions avoir besoin.

Si le Plan Marshall n'assurait pas la convertibilité des monnaies européennes entre elles, ou tout au moins une certaine convertibilité, et ne mettait pas à la disposition des pays qui nous entourent des dollars, ce Plan, loin de présenter des avantages pour la Belgique comporterait au contraire pour elle de très graves dangers.

Certes, il aiderait les pays européens à se relever et, dès lors, à hâter le moment où ils seront de nouveau en mesure de nous acheter notre production parce qu'ils seront redevenus capables d'exporter, mais entretemps, il est bien évident qu'ils iraient plutôt s'approvisionner aux Etats-Unis qui leur accordent aujourd'hui dons et crédits, des marchandises qu'ils se procuraient habituellement chez nous, puisqu'ils n'ont ni or ni dollars pour nous payer et que nous nous refusons, à juste titre d'ailleurs, à leur faire de nouvelles avances.

Dans ce cas, la contre-valeur en francs belges de l'aide américaine, dans le cadre du Plan Marshall, ne nous servirait qu'à payer les allocations de chômage.

M. H. Ansiaux, Directeur de la Banque Nationale de Belgique et Président du Comité des Experts Financiers des Seize, a prononcé récemment à Bruxelles, à la Fondation Universitaire, une conférence dans laquelle il a abordé ce problème de la transférabilité des monnaies européennes entre elles :

« ... Le plus gros obstacle à la circulation des marchandises réside dans les difficultés de paiement.

» La difficulté provient du fait que la plupart des pays européens ont, avec chaque autre pays pris séparément, des balances déséquilibrées qui ont abouti à un renforcement du bilatéralisme.

» Mais si on prend les pays européens dans leur ensemble, on constate qu'à deux exceptions près, l'Angleterre qui est débitrice par solde et la Belgique qui est par contre créditrice de l'ensemble des autres pays, la situation de tous les autres s'équilibre plus ou moins en ce sens que, s'ils ont des dettes et même des dettes importantes qui atteignent la limite des crédits qui leur sont

penser, mais onze moeijijkheden vloeien voort uit het feit dat onze in- en uitvoerkanalen niet dezelfde wegen ontlennen. Wij voeren in uit landen waarvan de deviezen schaars zijn en de handelsbalans sluit met een ruim batig saldo, zoals de Verenigde Staten, terwijl onze uitvoer naar die landen zeer wordt bemoeijijkt door de zeer hoge douanetarieven en de administratieve belemmeringen. Wij voeren, integendeel, uit naar landen waarvan de valuta niet kan worden omgezet en waarvan de handelsbalans met een tekort sluit. Wij beschikken over ponden Sterling, Franse franks en guldens, die wij niet voor enig gebruik kunnen aanwenden, omdat het ons onmogelijk is hetzij voldoende goederen aan te kopen op de Engelse, Franse of Nederlandse markt, hetzij die Europese deviezen om te zetten in dollars, of zelfs meestal in andere Europese deviezen waaraan wij behoefte zouden kunnen hebben.

Indien het Marshallplan de omzetbaarheid van de Europese valuta's onder elkaar niet, of ten minste niet tot op een zekere hoogte, verzekerde, en geen dollars ter beschikking stelde van de landen die ons omringen, dan zou dit plan, verre van voor België voordeel te bieden, integendeel voor ons land ernstige gevaren opleveren.

Zeker, het zou bijdragen tot het herstel van de Europese landen, en derhalve het ogenblik bespoedigen waarop zij opnieuw in staat zullen zijn onze productie te kopen omdat zij opnieuw zullen kunnen uitvoeren, maar het is duidelijk, dat zij zich intussen in de Verenigde Staten, die hun thans giften en kredieten toekennen, de goederen zouden aanschaffen die zij gewoonlijk bij ons aankochten, vermits zij noch goud noch dollars hebben om ons te betalen en wij, terecht overigens, weigeren hun nieuwe voorschotten toe te staan.

In dit geval, zou de tegenwaarde in Belgische frank van de Amerikaanse hulp, die ons binnen het kader van het Marshallplan wordt verleend, slechts dienen om de werklozensteun uit te betalen.

De heer Ansiaux, Directeur van de Nationale Bank van België en Voorzitter van het Comité der Financiële Deskundigen der XVI, heeft onlangs te Brussel, in de Universitaire Stichting, een lezing gehouden waarin hij dit probleem van de overdraagbaarheid van de Europese valuta's onder elkaar behandelt :

« ... De grootste hinderpaal voor het goederenverkeer ligt in de betalingsmoeijijkheden.

» De moeijijkheid vloeit voort uit het feit, dat de meeste Europese landen met elk ander land afzonderlijk genomen onevenwichtige betalingsbalansen hebben die geleid hebben tot het versterken van het bilatéralisme.

» Maar indien men de Europese landen in hun geheel neemt, dan stelt men vast dat, op twee uitzonderingen na, Engeland dat een debiteurland is wegens saldo en België daarentegen, dat een crediteurland is van al de andere landen samen, de toestand van al de andere landen min of meer in evenwicht is, in die zin dat, zo zij schulden hebben, en zelfs grote schulden die de grens bereiken van de kredieten die hun door sommige landen werden toegestaan,

consentis par certains pays, ils ont par contre des créances tout aussi importantes vis-à-vis d'autres pays.

» En ce moment, leur commerce extérieur est entravé parce qu'ils ne peuvent consentir plus de crédit à leurs débiteurs et parce qu'ils ne peuvent en recevoir davantage de leurs créanciers.

» Dans de nombreux cas, c'est cette situation et cette situation seule qui empêche les échanges commerciaux intraeuropéens, car les marchandises sont là, la possibilité et la volonté de les produire et de les consommer existent.

» On avouera qu'une telle situation ne peut être maintenue et qu'il faut briser le cercle vicieux quelque part, sous peine de ne pouvoir à perpétuité échanger des marchandises faute de moyens de paiement, et de manquer perpétuellement de moyens de paiement parce qu'on n'échange pas de marchandises.

» Une première mesure qui s'impose est donc d'organiser les transferts entre monnaies européennes de manière à permettre à ceux qui sont tout à la fois créditeurs et débiteurs d'acquitter leurs dettes avec leurs créances.

» Ceci revient à organiser la transférabilité des monnaies européennes entre elles.

» Un accord tendant à organiser la transférabilité des monnaies européennes entre elles a été signé à Paris le 28 novembre dernier. Il constitue un engagement des pays signataires de rechercher et d'effectuer entre eux toutes les compensations qui se révèlent possibles. Signé à l'origine par la France, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, cet accord s'est progressivement étendu à la Grande-Bretagne, aux Pays Scandinaves, au Portugal, à la zone d'occupation anglo-américaine en Allemagne et à la zone française d'occupation.

» La Banque des Règlements Internationaux à Bâle a été désignée comme agent des parties contractantes et chargée par eux de rechercher et de proposer à celles-ci les compensations qui s'avèrent possibles sur la base des données qui lui sont communiquées chaque mois.

» Les résultats obtenus jusqu'à présent par un tel système sont encourageants, mais ils restent insuffisants, et ils le resteront tant que les pays qui sont débiteurs nets dans l'ensemble de leurs transactions en Europe ne pourront payer les pays créditeurs nets.

» On ne pourra trouver de solution vraiment satisfaisante que si un fonds en or ou en dollars pouvait être constitué de manière à permettre le règlement des pointes qui se produiraient après que toutes les compensations possibles aient été effectuées entre tous les pays participants et qu'il ne reste plus que des soldes nets créditeurs et débiteurs à liquider comme cela se passe dans les Chambres de compensation.

» Ce fonds en dollars ou en or existe, il est constitué par les ressources mises à la disposition de l'Europe par le Plan Marshall.

» Il n'est point besoin d'une contribution supplémentaire des Etats-Unis au delà de l'aide qu'ils ont décidé d'apporter à l'Europe, il suffit d'assurer la répartition de cette aide

zij integendeel ook even belangrijke schuldvorderingen bezitten op andere landen.

» Op dit ogenblik wordt hun buitenlandse handel belemmerd omdat zij aan hun schuldenaars geen nieuwe kredieten kunnen toekennen en omdat zij er van hun schuldeisers geen nieuwe kunnen bekomen.

» In veel gevallen is het die toestand en die toestand alleen die het inter-europees handelsverkeer belemmert, want de goederen zijn beschikbaar en de mogelijkheid en de wil om ze voort te brengen en te verbruiken bestaat.

» Men zal toegeven, dat een dergelijke toestand niet kan voortduren en dat de kringloop ergens moet verbroken worden, op straf van voor eeuwig geen goederen meer te kunnen ruilen bij gebruik aan betaalmiddelen en van eeuwig gebrek te hebben aan betaalmiddelen omdat men geen goederen meer ruilt.

» Een eerste maatregel die zich opdringt is dus de organisatie van de overdrachten tussen de Europese valuta's, zodat de landen die tegelijk schuldeisers en schuldenaars zijn in de mogelijkheid worden gesteld hun schulden met hun schuldvorderingen te betalen.

» Dit komt er op neer de overdraagbaarheid van de Europese valuta's onder elkaar te regelen.

» Een overeenkomst er toe strekkend de overdraagbaarheid van de Europese munten onder elkaar te regelen, werd op 28 November 11. te Parijs ondertekend. Het is een verbintenis, door de landen-ondertekenaars aangegaan, al de tussen hen mogelijke compensaties op te sporen en uit te voeren. Oorspronkelijk ondertekend door Frankrijk, Italië, België, Nederland en Luxemburg, werd die overeenkomst geleidelijk uitgebreid tot Groot-Brittannië, de Scandinavische landen, Portugal, de Anglo-Amerikaanse bezettingszone in Duitsland en de Franse bezettingszone.

» De Bank voor Internationale Betalingen te Bazel werd door verdragsluitende partij aangewezen als agent en door hen belast met het opsporen en voorstellen aan hen van de compensaties die mogelijk blijken op grondslag van de gegevens die haar elke maand worden overgemaakt.

» De uitslagen die tot dusver met een dergelijk stelsel werden verkregen zijn bemoedigend, doch ontoereikend, en zij zullen het blijven zolang de landen die netto-debiteur zijn voor hun transacties in Europa in hun geheel, de netto-crediteurlanden niet kunnen betalen.

» Er kan slechts een werkelijk bevredigende oplossing gevonden worden, indien een goud- of een dollarfonds kon samengesteld worden, ten einde de « spitsen » te effenen die zouden ontstaan nadat alle mogelijke compensaties tussen alle deelnemende landen werden doorgevoerd en er alleen netto-creditsaldi en debetsaldi te vereffenen vallen, zoals dit gebeurt in de Compensatiekamers.

» Dit dollar- of goudfonds bestaat: het wordt gevormd door de middelen die door het Marshallplan ter beschikking van Europa worden gesteld.

» Er is geen bijkomende bijdrage van de Verenigde Staten vereist, buiten de hulp die zij besloten hebben aan Europa te bieden. Het volstaat die hulp zo te verdelen,

de manière telle que des dollars entrent en Europe par les pays débiteurs, transitent d'un pays à l'autre pour le règlement des soldes nets apparaissant dans l'ensemble de la balance des paiements des pays européens entre eux et ressortent finalement vers les Etats-Unis à travers les pays qui ont, en Europe, une position créditrice nette qui les rend nécessairement collecteurs d'or ou de dollars alors que leur balance avec les Etats-Unis est déficitaire.

» Une même quantité de dollars, introduite dans le système au bon endroit, en remontant toute la chaîne, de débiteur à créancier, peut arriver à débloquer quatre, cinq ou dix fois sa valeur dans les relations des pays européens entre eux de telle sorte qu'une faible partie seulement de l'aide américaine bien employée permettrait de faire fonctionner le système et de régler à la fois le problème du déséquilibre des pays européens entre eux et celui du déséquilibre global de l'Europe vis-à-vis de la zone dollar, tandis que la plus grosse partie de l'aide américaine attribuée à chaque pays resterait à la disposition de celui-ci pour faire face à son propre déséquilibre vis-à-vis des Etats-Unis.

» Les techniques à mettre en œuvre pour réaliser cet objectif sont nombreuses, soit qu'on recoure directement à des transferts en dollars, soit que dans le cadre du plan l'Administrateur de celui-ci procède directement à des achats de marchandises dans certains pays d'Europe pour les mettre à la disposition d'autres pays, soit qu'il réserve une partie des sommes à sa disposition pour alimenter le système de clearing multilatéral qui fonctionne déjà, soit encore que les règlements de solde s'effectuent à travers le Fonds Monétaire International.

» Il importe peu, ce qui importe, c'est que les monnaies européennes puissent à nouveau s'échanger librement les unes contre les autres et qu'en fin de compte elles trouvent au delà des limites de crédit que se consentent les pays européens entre eux, une certaine convertibilité en or ou en dollars répondant aux nécessités d'une meilleure organisation du commerce européen.

» Revenir à la convertibilité, c'est sortir du bilatéralisme, lever les contingentements, recréer la concurrence, rendre possible la liberté. Les prix du marché international reprendront une signification qu'ils ont perdue. »

Pour réaliser cette transférabilité, différentes formules peuvent être envisagées.

La formule dont on a le plus souvent parlé ces temps derniers est celle des « off shore purchases », c'est-à-dire « achats en dehors du rivage »; elle étendrait aux pays européens les avantages consentis par le Congrès aux pays de l'hémisphère occidental et permettrait que les fonds destinés au financement du Plan Marshall soient utilisés dans ces pays européens pour y effectuer des achats de produits nécessaires au profit d'autres pays européens bénéficiant également de l'aide américaine. Il serait évidemment par trop illogique que l'acier disponible en Bel-

dat de dollars in Europa worden ingevoerd langs de debiteurlanden, van het ene naar het andere land overgaan tot vereffening van de netto-saldi die voorkomen in het geheel van de betalingsbalans der Europese landen onderling en ten slotte naar de Verenigde Staten terugkeren doorheen de landen die, in Europa, een netto-creditpositie bekleden, waardoor zij noodgedwongen verzamelaars van goud of van dollars worden, terwijl hun balans met de Verenigde Staten een tekort oplevert.

» Eénzelfde hoeveelheid dollars, die op de juiste plaats in het stelsel wordt gebracht en van schuldenaar tot schuldeiser de gehele kringloop volgt, kan er in slagen vier-, vijf- of tienmaal de waarde er van te deblokkeren in de onderlinge betrekkingen der Europese landen, zodat slechts een gering gedeelte van de Amerikaanse hulp, wanneer het degelijk wordt aangewend, zou toelaten het stelsel te doen werken en tegelijk het vraagstuk van het globaal onevenwicht van de Europese landen onderling en dat van het globaal onevenwicht van Europa ten overstaan van de dollarzone op te lossen, terwijl het grootste gedeelte van de aan ieder land toegekende Amerikaanse hulp ter beschikking van dat land zou blijven, om het hoofd te bieden aan zijn eigen onevenwicht ten overstaan van de Verenigde Staten.

» De techniek die moet worden toegepast om dit doel te bereiken is veelzijdig. Men kan rechtstreeks zijn toevlucht nemen tot overdrachten in dollars, ofwel kan de Beheerder van het plan, in het kader er van, rechtstreeks overgaan tot de aankoop van koopwaren in zekere landen van Europa, om ze ter beschikking te stellen van andere landen, of hij kan een deel van de sommen waarover hij beschikt voorbehouden om het reeds werkende veelzijdige clearingstelsel te stijven, of de saldovereffeningen kunnen geschieden langs het Internationaal Muntfonds om.

» Welke oplossing wordt toegepast is van weinig belang. Van belang is dat de Europese valuta's onderling opnieuw vrij zouden kunnen verhandeld worden en dat zij, ten slotte, buiten de kredietgrenzen die de Europese landen elkander onderling toestaan, een zekere omzetbaarheid in goud of in dollars vinden, die beantwoordt aan de vereisten van een betere organisatie van de Europese handel.

» Terugkeren naar de omzetbaarheid, betekent het bilateralisme laten varen, de contingenteringen uit de weg ruimen, de mededinging herstellen, de vrijheid opnieuw mogelijk maken. De prijzen van de wereldmarkt zullen weer een betekenis krijgen die teloorgegaan is. »

Om die overdraagbaarheid tot stand te brengen, kunnen verscheidene formules overwogen worden.

De formule waarover men de jongste tijd het meest gesproken heeft is deze van de « off shore purchases », d. w. z. « aankopen buiten de kust ». Krachtens die formule, zouden tot de Europese landen de voordelen worden uitgebreid die door het Congres aan de landen van het westelijk halfrond werden toegestaan; zij zou toelaten dat de voor de financiering van het Marshallplan bestemde gelden in die Europese landen worden aangewend om er aankopen te doen van de nodige producten, ten voordele van andere Europese landen, die eveneens de

gique et nécessaire à la France soit prélevé sur la production américaine déjà insuffisante et expédiée à grands frais, alors que l'administration E. C. A. pourrait l'acheter en Belgique en dollars pour le livrer à la France.

Si cette manière de faire ne modifie en rien l'allocation totale en dollars affectée à la satisfaction des besoins européens, elle a toutefois comme résultat de modifier la répartition de ces dollars entre les pays européens. En effet, dans l'exemple que nous venons de prendre, c'est la Belgique qui va recevoir des dollars destinés à la France en contrepartie de son achat d'acier sur notre marché.

Dès lors, au point de vue de la comptabilisation de cette opération, on pourrait estimer que le montant en dollars payé à la Belgique doit venir en déduction de la part de la France puisqu'elle a reçu la fourniture d'acier qui lui était nécessaire et qu'il importe peu pour elle que cet achat ait été effectué aux Etats-Unis ou en Belgique. Par contre, on pourrait prétendre que ce montant vient plutôt en déduction de la part réservée à la Belgique puisque celle-ci vient par cette opération de vente de s'attribuer un supplément en dollars au delà de ceux qui lui sont nécessaires pour faire face à ses besoins incompressibles en cette monnaie, et que ce supplément serait nécessairement utilisé par elle soit à consolider des réserves, soit à pratiquer aux Etats-Unis des achats dont l'utilité pourrait être discutable et ne pas répondre aux buts poursuivis par le Plan Marshall.

Il est bien certain que c'est la première conclusion qui est la seule bonne et que, dans le cas envisagé, le montant de l'opération doit être imputé sur la part en dollars attribuée à la France et non sur celle de la Belgique, et constituer pour notre pays un supplément en dollars libes, non soumis aux restrictions propres au Plan Marshall.

En effet, cette vente constitue pour la Belgique une perte de substance qu'elle se doit de remplacer dans son économie. En d'autres temps, cette livraison d'acier aurait été payée par la France à la Belgique sous forme, soit de marchandises françaises, et à défaut de celles-ci, en or ou en dollars, ou bien en une autre monnaie convertible en dollars.

Toutefois, si cette formule peut présenter de grands avantages dont nous serions les premiers bénéficiaires, elle n'est pas sans inconvénients; le principal est de permettre à l'administration E. C. A. de diriger le commerce européen à sa guise et de nous obliger, par exemple, à livrer de l'acier à la Grèce plutôt qu'à la France, bouleversant ainsi les marchés traditionnels, déséquilibrant les accords commerciaux en cours et créant des courants commerciaux absolument anormaux qui n'ont aucune chance de se maintenir, ce qui constituerait pour finir une cause nouvelle de déséquilibre.

Amerikaanse hulp genieten. Het spreekt vanzelf dat het al te onlogisch zou zijn dat het in België beschikbare en voor Frankrijk nodige staal van de reeds ontoereikende Amerikaanse productie zou afgenomen en met grote kosten verzonden worden, terwijl het bestuur van de E. C. A. het in België zou kunnen kopen met dollars om het aan Frankrijk te leveren.

Alhoewel deze handelwijze geenszins verandering brengt in de globale toelage in dollars, die aangewend wordt om aan de Europese behoeften te voldoen, heeft zij nochtans ten gevolge, dat de verdeling van die dollars onder de Europese landen wordt gewijzigd. Inderdaad, in het voorbeeld dat wij zoeven hebben aangehaald, krijgt België de voor Frankrijk bestemde dollars als tegenwaarde van zijn aankoop van staal op onze markt.

Derhalve, zou men, ten aanzien van de comptabilisatie van die verrichting, kunnen menen dat het aan België uitbetaalde bedrag in dollars moet worden afgetrokken van het aandeel van Frankrijk, vermits het de levering van staal dat het nodig had, heeft ontvangen en het voor dit land weinig belang heeft of die aankoop in de Verenigde Staten of in België werd gedaan. Daarentegen, zou men kunnen beweren dat dit bedrag veeleer in mindering komt van het aan België voorbehouden aandeel, vermits dit land door die verkoopverrichting een extra-hoeveelheid dollars heeft verkregen boven deze die het nodig heeft om in die valuta het hoofd te bieden aan zijn niet inkrimpbare uitgaven, en vermits het dit bijkomend bedrag noodgedwongen zou aanwenden, hetzij om reserves vast te leggen, hetzij om in de Verenigde Staten aankopen te doen waarvan het nut zou kunnen betwist worden en die niet zouden beantwoorden aan de door het Marshallplan nagestreefde doeleinden.

Het is zeker, dat het eerste besluit het enige goede is en dat, in het bewuste geval, het bedrag van de verrichting moet worden aangerekend op het aan Frankrijk toegekende bedrag in dollars en niet op dat van België, en voor ons land een aanvullend bedrag in vrije dollars dient uit te maken, dat niet onderworpen is aan de beperkingen eigen aan het Marshallplan.

Inderdaad, die verkoop maakt voor België een verlies van vermogen uit die het in zijn economie moet vervangen. In andere tijden, zou die staallevering door Frankrijk aan België betaald worden, hetzij onder de vorm van Franse koopwaren of, bij gebreke daarvan, in goud of in dollars, of in een andere in dollars omzetbare valuta.

Nochtans, alhoewel die formule grote voordelen kan opleveren, waarvan wij de eerste begunstigten zouden zijn, is zij niet van nadelen ontbloot; de voornaamste ligt in het feit dat aan het bestuur van de E. C. A. zou toegelaten worden de Europese handel naar eigen goeddunken te leiden en dat het ons, bij voorbeeld, zou verplichten staal te leveren aan Griekenland veeleer dan aan Frankrijk, zodat het aldus de traditionele markten zou ontreddeven, de lopende handelsakkoorden ontworpen en volstrekt abnormale handelsstromingen zou scheppen die geen kans hebben om zich te handhaven, wat tenslotte een nieuwe oorzaak van onevenwicht zou zijn.

Il faudrait donc que ces « off shore purchases » respectent au moins les courants commerciaux en vigueur.

Une autre formule qui pourrait être envisagée serait celle d'une attribution supplémentaire de dollars consentie par l'administration E. C. A. à titre de dons aux pays créditeurs en Europe, moyennant l'obligation pour ceux-ci de mettre à la disposition des pays européens acheteurs un montant correspondant en leur monnaie nationale, leur permettant d'effectuer des achats sur les marchés de ces pays créditeurs.

Cette opération correspondrait en somme, dans notre cas, à une vente faite par l'Administration E. C. A. de dollars contre francs belges pour les mettre à la disposition des autres pays européens dans la mesure des achats qu'ils pourraient effectuer sur notre marché intérieur, pourvu que ceux-ci correspondent au programme du Plan Marshall.

Il est bien entendu que cette attribution supplémentaire en dollars le serait sous forme de don et non sous forme de prêt, car sinon, ce système consisterait pour la Belgique à contracter aux Etats-Unis un emprunt pour en mettre la contre-valeur en francs belges à la disposition de pays européens, ce qui, dans certains cas, ne serait évidemment pas sans risques pour nous.

Cette formule plus souple que la précédente aurait le grand avantage de respecter les marchés traditionnels; aucun pays ne serait obligé de venir acheter sur notre marché, mais par contre, nos clients habituels ne seraient plus, faute de francs belges, dans l'impossibilité de s'approvisionner chez nous.

Quelle que soit la formule qui sera adoptée, il est essentiel pour la Belgique qu'elle permette le multilatéralisme des échanges. C'est pourquoi nos négociateurs et nos techniciens ont-ils toujours défendu cette thèse avec ardeur tant à Washington qu'à Paris; nous tenons à leur rendre ici un particulier hommage parce que nous savons que, s'ils parviennent — comme cela le semble — à faire entendre leurs voix non seulement auprès des Américains, mais aussi des autres pays européens, c'est grâce à leur science, leur travail, leur dévouement, et surtout leur persévérance. Si le Plan Marshall répond à nos espérances, c'est en grande partie à eux que nous le devons.

*
**

Le Plan Marshall viendra en aide à la Belgique de trois façons différentes :

1) d'abord, comme nous l'avons déjà dit, en reconstruisant l'économie des autres pays européens, qui redeviendront ainsi pour nous d'excellents acheteurs;

2) en mettant à notre disposition les dollars nécessaires à nos achats aux Etats-Unis en biens d'équipement.

Nous sommes actuellement débiteurs à l'égard des Etats-Unis de quelque 150 millions de dollars, par suite de trois emprunts successifs de 45, 55 et 50 millions de dollars, ce

Die « off shore purchases » zouden dus tenminste de bestaande handelsstromingen moeten eerbiedigen.

Een andere formule die zou kunnen overwogen worden zou deze zijn van een bijkomende toekenning van dollars, door het E.C.A.-bestuur bij wijze van giften toegestaan aan de landen crediteurs in Europa, mits deze de verplichting aangaan een overeenstemmend bedrag in hun nationale munt ter beschikking te stellen van de kopende Europese landen, bedrag dat hen zou toelaten op de markten van die crediteurlanden aankopen te doen.

Die verrichting zou eigenlijk, in ons geval, overeenstemmen met een verkoop door het E.C.A.-Bestuur van dollars tegen Belgische franken, om ze ter beschikking te stellen van de andere Europese landen, naar mate van de aankopen die zij zouden kunnen doen op onze binnenlandse markt, mits die aankopen overeenstemmen met het programma van het Marshallplan.

Het is wel verstaan dat die extra-toekenning van dollars zou geschieden onder de vorm van een gift en niet als lening, want anders zou dit stelsel voor België neerkomen op het aangaan van een lening in de Verenigde Staten om de waarde in Belgische franken er van ter beschikking te stellen van Europese landen, wat natuurlijk, in zekere gevallen, niet zonder gevaar voor ons zou zijn.

Die formule, die leniger is dan de vorige, zou het grote voordeel bieden dat de traditionele markten geëerbiedigd worden; geen enkel land zou verplicht zijn op onze markt te komen kopen maar, daarentegen, zouden onze gewone klanten zich, bij gebrek aan Belgische franken, niet meer in de onmogelijkheid bevinden zich bij ons te bevoorraden.

Welke formule ook zal worden aangenomen, het is voor België van essentieel belang, het multilateralisme van het ruilverkeer toe te laten. Daarom hebben onze onderhandelaren en onze technici die stelling steeds met klem verdedigd, zowel te Washington als te Parijs; wij stellen er prijs op hun hier bijzondere hulde te brengen, omdat wij weten dat indien zij er in slagen — zoals dit het geval schijnt te zijn — te worden verhoord, niet alleen bij de Amerikanen, maar ook bij de andere Europese landen, het te danken is aan hun kennis, hun arbeid, hun toewijding en, vooral, hun volharding. Indien het Marshallplan aan onze verwachtingen beantwoordt, dan zullen wij het grotendeels aan hen te danken hebben.

*
**

Het Marshallplan zal België op drie verschillende wijzen te hulp komen :

1) in de eerste plaats, zoals wij reeds hebben gezegd, door de economie weder op te bouwen van de andere Europese landen, die aldus voor ons uitstekende kopers zullen worden;

2) door de nodige dollars voor onze aankopen in de Verenigde Staten van kapitaalgoederen te onzer beschikking te stellen.

Wij zijn thans ten overstaan van de Verenigde Staten debiteurs voor ongeveer 150 miljoen dollar, ingevolge drie opeenvolgende leningen van 45, 55 en 50 miljoen

qui représente environ 6.750 millions de francs belges.

Si les autres pays européens utilisent l'aide américaine à des fins d'équipement et de modernisation de leur outillage, il importe que nous en fassions autant, car sinon, nous serions bien vite distancés par nos concurrents sur les marchés étrangers; la modernisation de notre outillage nous permettra également de réduire nos prix de revient, ce qui constitue un élément de baisse des prix;

3) en mettant à la disposition de notre gouvernement la contre-valeur en francs belges des marchandises ou crédits en dollars qui nous sont accordés, soit à titre de dons, soit à titre de prêts. En effet, comme la Belgique ne devra pas payer ces dons ni rembourser immédiatement ces prêts, la contre-valeur en francs belges de ces marchandises qui seront acquises par des particuliers et sociétés belges et payées par eux au comptant, sera portée au crédit du compte du gouvernement à la Banque Nationale. Le gouvernement pourra disposer de la majeure partie de cet argent, définitivement si c'est la contrepartie de dons, et jusqu'à la date du remboursement, si c'est la contrepartie de prêts.

Dans le cas de dons, l'article 4 précise l'obligation pour notre Gouvernement d'en verser la contre-valeur à un compte spécial à la Banque Nationale et de n'en disposer qu'avec l'accord de l'Administrateur qui, dans l'affectation de ces fonds, tiendra compte de la nécessité de stimuler l'activité de la production et des échanges internationaux, la recherche et le développement en Belgique de nouvelles sources de richesses ainsi que de maintenir la stabilité monétaire et financière intérieure.

En ce qui concerne les prêts, la Belgique n'a pas souscrit semblable engagement, mais il est bien évident — et *a fortiori* même — que leur contre-valeur en francs belges doit être utilisée dans un but semblable et que ces fonds ne peuvent en aucune façon servir à assurer l'équilibre du budget ordinaire ni à boucher des trous de trésorerie.

Nous disons « *a fortiori* » car le gouvernement ne doit pas — et cela par définition — rembourser les dons, tandis qu'il se doit de songer à l'amortissement des prêts et placer, dès lors, cet argent de telle façon qu'il puisse le recouvrer au jour du remboursement et en assurer la conversion en dollars.

Il est assez difficile de fixer le montant en francs belges qui sera mis ainsi à la disposition du gouvernement, puisque nous ne connaissons pas encore le montant exact de l'allocation en dollars qui nous sera attribuée.

Il faut d'ailleurs tenir compte du fait que, dans le cadre du Plan Marshall, certains emprunts pourraient être consentis par l'administration E. C. A. à des sociétés ou à des particuliers belges et que, dès lors, la contre-valeur de ces emprunts en monnaie nationale ne serait mise à la disposition du gouvernement qu'au fur et à mesure de leur remboursement.

Quelle serait l'utilisation la plus judicieuse que le gouvernement pourrait faire de ces sommes?

dollar, hetzij ongeveer 6.750 miljoen Belgische frank.

Indien de andere Europese landen de Amerikaanse hulp aanwenden tot aanvulling en modernisering van hun uitrusting, dienen wij hetzelfde te doen, want anders zouden wij door onze mededingers spoedig voorbijgestreefd worden op de buitenlandse markten; de modernisering van onze uitrusting zal ons eveneens in staat stellen onze kostprijzen te verminderen, wat een van de bestanddelen van de daling der prijzen uitmaakt;

3) door de tegenwaarde in Belgische franken van de koopwaren of kredieten in dollars die ons, hetzij als giften, hetzij als leningen, worden toegekend, ter beschikking van onze Regering te stellen. Inderdaad, daar België die giften niet zal moeten betalen noch die leningen onmiddellijk terugbetalen, zal de tegenwaarde in Belgische franken van die koopwaren die door particulieren en Belgische vennootschappen verworven en door hen comptant betaald worden, gestort worden op het credit van de rekening der Regering bij de Nationale Bank. De Regering kan beschikken over het grootste deel van dit geld, definitief, indien het de tegenwaarde van giften, en tot de datum der terugbetaling, indien het de tegenwaarde van leningen uitmaakt.

In het geval van giften, bepaalt artikel 4 nader dat onze Regering verplicht is de tegenwaarde er van te storten op een bijzondere rekening bij de Nationale Bank en er slechts over te beschikken mits de instemming van de Beheerder, die, bij de aanwending van die fondsen, rekening houdt met de noodzaak de activiteit der productie en van de internationale handel, het opsporen en ontwikkelen in België van nieuwe bronnen van rijkdom alsmede de binnenlandse monetaire en financiële stabiliteit in de hand te werken.

Wat de leningen betreft, heeft België geen dergelijke verbintenis aangegaan, maar het spreekt vanzelf — en zelfs *a fortiori* — dat de waarde er van in Belgische franken tot een gelijkaardig doel dient te worden aangewend en dat die fondsen in geen geval mogen dienen om het evenwicht der gewone begroting te verzekeren, noch om Schatkisttekorten te bestrijden.

Wij zeggen *a fortiori*, want de Regering moet — en dit bij bepaling — de giften niet terugbetalen, terwijl zij moet denken aan de delging der leningen en dit geld, derhalve zo beleggen dat zij het op de dag der terugbetaling kan invorderen en de omzetting er van in dollars kan verzekeren.

Het is vrij moeilijk het bedrag in Belgische franken vast te stellen dat aldus ter beschikking van de Regering zal worden gesteld, vermits wij het juiste bedrag van de toekenning in dollars dat ons zal worden verleend, nog niet kennen.

Men dient, overigens, rekening te houden met het feit dat zekere leningen, in het kader van het Marshallplan, door het E. C. A.-Bestuur zouden kunnen toegestaan worden aan Belgische vennootschappen of particulieren, en dat de tegenwaarde van die leningen in nationale munt dan slechts ter beschikking van de Regering zou gesteld worden naar gelang van de terugbetaling er van.

Welk zou het oordeelkundigste gebruik zijn dat de Regering van die sommen zou kunnen maken?

Cet argent étant sorti de la circulation, devrait y rentrer sous peine de provoquer une sévère déflation. La circulation fiduciaire en Belgique ne semble pas exagérée, tout au moins pour le moment. Elle se situe à l'indice 325 par rapport à la période 1936/1938 et correspond assez exactement à la hausse des prix qui évolue entre 300 et 400.

D'ailleurs, si ces sommes ne rentraient pas dans la circulation, cela aurait pour effet d'accentuer encore l'étroitesse du marché des capitaux à un moment où le rééquipement de l'industrie présente un intérêt capital.

Cet argent pourrait être utilement employé, soit à l'assainissement financier, c'est-à-dire au remboursement du solde des 40 % provisoirement indisponibles qui représente encore aujourd'hui une somme d'environ 7 milliards, soit au financement des dommages de guerre ou du budget extraordinaire, soit au financement des affaires et au rééquipement du Pays par l'intermédiaire des Institutions de Crédit privées, de la S.N.C.I. et de la Caisse d'Epargne.

Plusieurs commissaires ont fait valoir que, à leur avis, le remboursement du solde des 40 % bloqués devrait se faire plutôt au moyen des rentrées fiscales, et ils ont exprimé leur désir de voir cet argent consacré essentiellement au rééquipement.

À l'unanimité, la Commission estime qu'il convient que le Gouvernement soumette au Parlement un plan d'utilisation de ces fonds et que leur emploi reste soumis à son contrôle.

**

Mais, comme l'a très bien fait remarquer un commissaire, le Plan Marshall ne comporte en lui-même aucun moyen de remédier définitivement au déficit global de l'Europe vis-à-vis de la zone dollar. Le rapport de la Conférence des Seize du 22 septembre 1947 constatait que le déficit des pays participant à la Conférence était en 1938 de 1.450 millions de dollars. Or, à l'expiration du Plan Marshall, nous ne voyons pas en quoi cet état de choses serait modifié. La situation sera même plus alarmante encore, car l'Europe aura à rembourser progressivement les emprunts dollars qui lui sont consentis, à en payer entretemps la charge, à verser les revenus des investissements privés américains; par contre, avant longtemps, elle ne sera pas probablement en mesure de reconstituer ses investissements à l'étranger, dont les revenus représentaient une part importante des rentrées invisibles, qui lui permettaient d'équilibrer sa balance des comptes avec la zone dollar. Certes, grâce à son rééquipement et la modernisation de son outillage, sa capacité de production aura augmenté, mais encore faut-il qu'elle puisse écouler une partie de sa production sur les marchés américains pour pouvoir y acquérir les devises nécessaires au paiement de ses importations en provenance de la zone dollar et de ses charges.

La Belgique rencontre actuellement bien des difficultés dans ses exportations à destination des Etats-Unis, et nous ne croyons pas devoir longuement insister ici sur les questions bien connues des tapis avec franges et sans

Dat geld, dat uit de omloop is geraakt, zou er terug moeten in komen, op gevaar af een ernstige inflatie te veroorzaken. De muntomloop in België schijnt niet overdreven, ten minste op dit ogenblik. Hij bereikt het indexcijfer 325, ten overstaan van de periode 1936/1938, en stemt nagenoeg overeen met de stijging der prijzen, die schommelt tussen 300 en 400.

Overigens, indien die sommen niet terug in de omloop mochten komen, zou dit ten gevolge hebben dat de eenheid van de markt der kapitalen nog zou toenemen, op een ogenblik dat de wederuitrusting van de nijverheid van overwegend belang is.

Dat geld zou op nuttige wijze kunnen gebruikt worden, hetzij voor de muntsanering, d.w.z. voor de terugbetaling van het saldo van de voorlopig onbeschikbare 40 t. h., die thans nog een som uitmaken van ongeveer 7 milliard, hetzij voor de financiering der oorlogsschade of der buitengewone begroting, hetzij voor de financiering der zaken en voor 's lands wederuitrusting, door bemiddeling van de private kredietinstellingen, de N. M. K. N. en de Spaarkas.

Verscheidene leden van de Commissie lieten gelden dat de terugbetaling van het saldo der voorlopig geblokkeerde 40 t. h., huns inziens, veeleer zou moeten geschieden door middel van de fiskale inkomsten en zij uitten de wens dat dit geld vooral zou gebruikt worden voor de wederuitrusting.

De Commissie is eenparig van mening dat de Regering aan het Parlement een plan tot aanwending van die fondsen dient voor te leggen en dat het gebruik er van aan zijn contrôle moet onderworpen worden.

**

Nochtans, zoals een lid van de Commissie zeer terecht opmerkte, maakt het Marshallplan op zich zelf geen middel uit om het globaal tekort van Europa ten overstaan van de dollarzone te verhelpen. In het verslag van de Zestienmogendhedenconferentie van 22 September 1947, werd vastgesteld dat het tekort van de aan de Conferentie deelnemende landen in 1938, 1.450 miljoen dollar bedroeg. Welnu, wij zien niet in hoe die toestand na het verlopen van het Marshallplan zou gewijzigd zijn. De toestand zal zelfs nog zorgwekkender zijn, want Europa zal geleidelijk de geleende dollars die het werden toegestaan moeten terugbetalen, intussen de last er van betalen, en de inkomsten van de private Amerikaanse beleggingen storten; daarentegen, zal het na korte tijd waarschijnlijk niet meer in staat zijn zijn beleggingen in het buitenland opnieuw te herstellen, waarvan de opbrengst een belangrijk aandeel van de onzichtbare inkomsten uitmaakte, die het in staat stelde zijn betalingsbalans ten overstaan van de dollarzone in evenwicht te houden. Gewis, dank zij zijn wederuitrusting en de modernisering van zijn uitrusting, zal zijn productiecapaciteit verhoogd worden, maar het dient daarenboven een deel van zijn productie op de Amerikaanse markten te kunnen afzetten om er zich de nodige deviezen aan te schaffen tot betaling van zijn invoer uit de dollarzone en van zijn lasten.

België heeft thans af te rekenen met heel wat moeilijkheden in zijn uitvoer met bestemming naar de Verenigde Staten en wij menen hier niet uitvoerig nadruk te moeten leggen op de bekende kwesties van de tapijten met of

franges, ou des plantes qui sont soumises à la quarantaine sans aucune terre, encore que le vrai problème soit bien celui-là. S'il n'est pas possible à l'Europe, dans un avenir très proche, d'exporter une partie de sa production aux Etats-Unis ou dans la zone dollar, le problème de notre déficit global à l'égard du continent américain demeurera entier, et il ne restera plus alors à l'Europe, faute de dollars, qu'à augmenter encore le caractère autarcique de son économie, ce qui n'est certainement pas la bonne solution.

Les Etats-Unis ont souvent insisté sur l'intérêt d'une plus libre circulation des marchandises entre les pays européens et sur l'opportunité des unions douanières. Qu'il nous soit permis de faire remarquer que le complet équilibre des courants commerciaux internationaux ne pourra être réalisé que pour autant que cette plus libre circulation des marchandises soit assurée non seulement entre les pays européens, mais également de continent à continent.

**

Comme on le voit, les deux conventions que nous venons d'étudier ne représentent qu'un cadre, car rien n'est précisé quant aux modalités d'application; et pourtant, c'est de la manière dont se réalisera le programme de Coopération Economique Européenne et dont nous utiliserons l'aide américaine que dépendra en grande partie l'avenir financier et économique de notre pays. Aussi, la Commission a-t-elle demandé avec insistance d'être tenue constamment au courant de l'évolution des négociations et de la situation, et que toute mesure importante soit soumise à l'approbation des Chambres.

De même, la Commission a exprimé le désir que le gouvernement travaille en plein accord avec les secteurs privés, leur communiquant la documentation dont il dispose et faisant appel à leurs avis et à leurs conseils, déplorant d'ailleurs que trop souvent en pareilles circonstances il n'en ait pas été fait ainsi.

Un commissaire a suggéré que soit constitué au plus tôt un Comité Consultatif judicieusement composé des représentants de tous les milieux intéressés. Le Plan Marshall comporte pour nous tant d'importance qu'il convient, en effet, que toutes les élites de la nation soient appelées à concourir à sa réussite.

**

Certains ne voient dans le Plan Marshall qu'un moyen pour les Etats-Unis d'éviter la crise économique qui les menacerait, une entreprise purement intéressée qui se cache sous des apparences généreuses. Ce jugement nous paraît particulièrement injuste, surtout quand on sait que les exportations américaines à destination de l'Europe ne représentent qu'une infime proportion de la production des Etats-Unis et, dès lors, semblable préoccupation qui serait, par ailleurs, fort légitime, n'a pas de commune mesure avec l'effort considérable que s'imposent tous les contribuables américains pour assurer une aide efficace à l'Europe.

zonder franjes, of van de planten die zonder aarde in quarantaine worden geplaatst, alhoewel het werkelijke vraagstuk daar ligt. Indien het Europa, in de nabije toekomst, niet mogelijk is een deel van zijn productie naar de Verenigde Staten of naar de dollarzone uit te voeren, zal het vraagstuk van ons globaal tekort ten overstaan van het Amerikaanse vasteland in zijn geheel gesteld blijven en er zal dan voor Europa, bij gebrek aan dollars, niets anders overblijven dan het autarcisch karakter van zijn economie nog te versterken, wat beslist niet de goede oplossing uitmaakt.

De Verenigde Staten hebben dikwijls aangezonden op het belang van een vrijer goederenloop onder de Europese landen en over de doelmatigheid van de tol-unies. Het weze ons veroorloofd te laten opmerken, dat het volkomen evenwicht der internationale handelsstromingen slechts dan zal kunnen tot stand gebracht worden, wanneer deze vrijer goederenloop, niet alleen onder de Europese landen, maar ook van vasteland tot vasteland zal worden verzekerd.

**

Zoals men ziet, maken de twee overeenkomsten die wij zoëven bestudeerd hebben slechts een raam uit, want er wordt niets in het bijzonder bepaald, wat de toepassingsmodaliteiten betreft; en nochtans zal de financiële en economische toekomst van ons land grotendeels afhangen van de wijze, waarop het program van Europese Economische Samenwerking verwezenlijkt zal worden, en waarop wij de Amerikaanse hulpverlening zullen gebruiken. De Commissie heeft dan ook dringend gevraagd, dat zij steeds op de hoogte van de onderhandelingen en van de toestand zou gebracht worden, en dat elke belangrijke maatregel aan de goedkeuring der Kamers zou worden voorgelegd.

De Commissie heeft eveneens de wens geuit, dat de Regering in volkomen eensgezindheid met de particuliere bedrijfstakken zou werken, door hun de documentatie, waarover zij beschikt, mede te delen en door beroep te doen tot hun advies en tot hun raadgevingen; zij betreurt overigens dat te dikwijls, in dergelijke omstandigheden, niet op die wijze werd te werk gegaan.

Een lid van de Commissie heeft voorgesteld ten spoedigste een Raad van Advies samen te stellen met vertegenwoordigers uit alle belanghebbende kringen. Het Marshallplan is van zoveel belang voor ons dat het inderdaad geboden is, al de beste krachten van de natie uit te nodigen tot het welslagen er van bij te dragen.

**

Sommigen beschouwen het Marshallplan slechts als een middel waardoor de Verenigde Staten de voor hen dreigende crisis zouden vermijden, d. i. een louter baatzuchtige onderneming, die zich in een mantel van grootmoedigheid hult. Zulk oordeel blijkt ons bijzonder onrechtvaardig, vooral zo men weet dat de Amerikaanse uitvoer naar Europa slechts een zeer gering deel uitmaakt van de productie der Verenigde Staten; dergelijke bezorgdheid, welke trouwens gerechtvaardigd ware, staat dan ook geenszins in verhouding tot de aanzienlijke inspanning, die alle Amerikaanse belastingplichtigen zich

Nous croyons plutôt qu'il faut accorder toute leur valeur aux paroles du Général Marshall, lorsqu'il déclare que sa politique n'est dirigée contre aucun pays, aucune doctrine, mais contre la misère, la pauvreté, le désespoir et le chaos.

D'ailleurs, la Conférence des Seize réunie à Paris pour répondre à la proposition du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis est arrivée aux mêmes constatations et a conclu que l'aide américaine était indispensable pour « sauver l'Europe de l'écroulement et du chaos et pour lui assurer un avenir économique meilleur, condition de sa stabilité et de sa prospérité ».

Nous croyons avoir suffisamment démontré dans la dernière partie de ce rapport combien le Plan Marshall était indispensable à certaines nations européennes qui, sans lui, seraient incapables d'assurer à leurs populations un standing de vie raisonnable. Et nous savons tous ce que cela veut dire. Ce ne sont pas les plus fortunés qui seront à plaindre, mais ce seront les moins privilégiés du sort qui connaîtront la faim et la misère. Et c'est précisément ce que nous ne voulons pas.

Il est d'ailleurs bon de rappeler qu'en dehors du Plan Marshall, aucune autre proposition concrète n'a été faite à l'Europe pour l'aider à se relever.

Pour la Belgique, le Plan Marshall vient à son heure, car nous commençons à entrevoir les premiers symptômes d'une crise qui, sans l'aide américaine, ne pourrait que s'aggraver. Nous n'en sommes pas responsables, car cette crise qui s'annonce ne découle pas de notre propre situation financière et économique, mais bien de la situation angoissante dans laquelle se débattent les pays qui nous entourent.

A leur aide à l'Europe, les Américains ne mettent que deux conditions, celles d'augmenter notre production et de nous entr'aider davantage; on ne peut imaginer conditions plus généreuses. Nous ne voudrions, dès lors, pas terminer ce rapport sans exprimer l'infinie reconnaissance du peuple belge à l'égard du peuple des Etats-Unis et envers l'homme d'Etat dont le discours sera, nous l'espérons fermement, à l'origine du relèvement européen.

*
**

Le projet de loi portant approbation de la Convention de Coopération Economique Européenne et le projet de loi portant approbation de l'Accord de Coopération Economique entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis d'Amérique ont été approuvés par 15 voix contre 1.

Le présent rapport a été adopté par 15 voix et 1 abstention.

Le Rapporteur,

R. SCHEYVEN.

Le Président,

H. HEYMAN.

opleggen, om aan Europa een doeltreffende hulpverlening te verzekeren.

Wij menen eerder, dat wij aan de woorden van Generaal Marshall de volle waarde er van moeten hechten, wanneer hij verklaart dat zijn politiek tegen geen land, geen leer gericht is, maar tegen de ellende, de armoede, de wanhoop en de chaos.

De Zestienmogendhedenconferentie, die te Parijs vergaderde om op het voorstel van de Staatssecretaris van de Verenigde Staten in te gaan, is trouwens tot dezelfde vaststellingen gekomen en heeft besloten, dat de Amerikaanse hulpverlening onontbeerlijk was om « Europa van de ineenstorting en de chaos te redden en om het een betere economische toekomst, voorwaarde van de stevigheid en de voorspoed en van, te bereiden ».

Wij menen in het laatste gedeelte van dit verslag op afdoende wijze aangetoond te hebben hoe zeer het Marshallplan onontbeerlijk was voor sommige Europese naties die anders in de onmogelijkheid zouden verkeren, om aan hun bevolking een redelijke levensstandaard te waarborgen. Allen weten wij wat dit betekent. Niet de meest-gegoeden zullen te beklagen zijn, maar de minst-begunstigden van het lot zullen honger en ellende kennen. Dat juist willen wij niet.

Overigens is het goed er aan te herinneren dat er buiten het Marshallplan geen concreet voorstel aan Europa werd gedaan, om tot het herstel er van bij te dragen.

Voor België komt het Marshallplan te gepasten tijde, want wij beginnen de eerste tekens van een crisis te ontwaren, die slechts erger zou kunnen worden, zonder de Amerikaanse hulpverlening. Wij zijn er niet voor verantwoordelijk, want die nakende crisis vloeit niet uit onze eigen financiële en economische toestand voort, maar veeleer uit de angstwekkende toestand waarin de ons omringende landen verkeren.

De Amerikanen stellen slechts twee voorwaarden voor hun hulpverlening aan Europa : onze productie verhogen en ons wederkerig meer helpen; men kan zich geen onbaatzuchtiger voorwaarden inbeelden. Wij zouden dan ook dit verslag niet willen besluiten, zonder de grenzeloze dankbaarheid van het Belgisch volk jegens het volk der Verenigde Staten te betuigen, alsook jegens de man wiens redevoering, laten we vast hopen, aan de oorsprong zal zijn van het Europees herstel.

*
**

Het wetsontwerp houdende goedkeuring van de Overeenkomst voor Europese Economische Samenwerking en het wetsontwerp houdende goedkeuring van het Akkoord tot Economische Samenwerking gesloten tussen België en de Verenigde Staten van Amerika werden goedgekeurd met 15 stemmen tegen 1.

Dit verslag werd goedgekeurd met 15 stemmen en 1 onthouding.

De Verslaggever,

R. SCHEYVEN.

De Voorzitter,

H. HEYMAN.